

L'Europe
grande
puissance

L'ÉPOQUE où chaque pas dans la construction communautaire était le fruit d'un volontarisme laborieux paraît aujourd'hui révolu. Le sommet de Dublin, où certaines décisions majeures ont été prises, notait M. Mitterrand, « comme une lettre à la poste », a montré encore une fois à quel point l'Europe est depuis quelques mois portée par une puissante vague d'événements qui lui sont extérieurs.

L'effondrement du régime communiste en RDA et la marche vers l'unité allemande avaient déjà provoqué un sursaut des Douze en faveur d'une plus grande intégration. Les sollicitations dont la Communauté est l'objet depuis quelques mois de la part des nouvelles démocraties d'Europe de l'Est et à présent de la part de l'Union soviétique elle-même la mettent aujourd'hui en demeure d'avoir, sur toutes les questions qui concernent le continent européen, une politique étrangère commune. C'est dire que les Douze, pressés par l'extérieur, sont en train de faire leur union politique comme Monsieur Jourdain faisait de la prose, avant même de l'avoir formalisée dans un traité. Ils obéissent ainsi à des nécessités concrètes et urgentes et non à la poursuite de telle ou telle utopie.

M. MITTERRAND a insisté sur le pragmatisme très anglo-saxon de cette évolution. Il rend assez théoriques et vaines les querelles d'école sur l'objectif final : fédéraliste ou pas. Le président aurait pu éviter d'y faire référence et de relancer ainsi un inutile débat.

La métamorphose de la Communauté ne se fait certes pas sans tiraillements internes, comme l'ont montré à Dublin les débats sur l'union monétaire ou sur l'aide économique à apporter à l'URSS. M. Thatcher reste dans son rôle d'oppositionnel classique ; mais elle n'a plus les moyens d'enrayer la dynamique.

CETTE métamorphose ne se fera pas non plus sans tiraillements externes. La décision de principe adoptée à Dublin en faveur d'une aide économique à l'URSS est ainsi en elle-même un acte d'indépendance par rapport aux États-Unis, que l'on sait réticents envers une telle démarche.

D'autres débats surgiront, dans la Communauté ainsi qu'entre elle et les États-Unis, à propos de l'avenir de la CSCE, puis, sans doute, sur le rôle respectif des Européens et des Américains dans l'OTAN. Sur ces sujets qui les divisent encore, les Douze seront de nouveau contraints de définir leurs intérêts communs. La Communauté, déjà perçue à l'extérieur comme une nouvelle « grande puissance », devrait en prendre elle-même un peu plus conscience et, en ayant l'image, vouloir avec plus de détermination encore s'en donner les moyens.

Lire page 6
l'article de PHILIPPE LEMAITRE

M 0147 - 628 0 - 5,00 F



Revenant sur ses engagements

M. George Bush annonce
une augmentation des impôts

M. George Bush a reconnu le mardi 26 juin que le déficit du budget américain - qui devrait atteindre 160 milliards de dollars en 1991 - ne pourra être réduit sans une augmentation des impôts. Pour éviter une dégradation de la situation économique, le président des États-Unis accepte du même coup de payer le prix politique de sa décision, qui contredit le principal engagement qu'il avait pris durant sa campagne électorale.

WASHINGTON

de notre correspondant

L'événement, de première grandeur sur la scène politique américaine, tient en trois mots, trois petits mots contenus dans un communiqué publié par la Maison Blanche à l'issue d'une rencontre entre M. Bush et les dirigeants du Congrès, mardi 25 juin : « tax revenue increases », « augmentations des ressources fiscales ».

Le communiqué mentionne bien d'autres mesures rendues indispensables, selon M. Bush, par « la dimension du problème du déficit » et la nécessité d'y trouver une solution susceptible d'être appliquée ; il est aussi question d'une réforme des programmes sociaux, d'incitations à la croissance, d'une réduction « ordonnée » des dépenses de défense, et d'une réforme du processus budgétaire. Mais ce sont ces trois mots qui comptent politique-

ment, et pour les avoir prononcés, M. Bush a immédiatement reçu la sanction attendue. Tous les journaux télévisés de la soirée se sont ouverts sur un gros plan du président, prononçant, avec toute l'assurance du monde, au cours de sa campagne électorale, trois autres mots, exactement contradictoires : « no new taxes » (pas d'impôts nouveaux).

A vrai dire, cette promesse avait laissé sceptique (67 % des Américains n'y croyaient pas, selon un sondage publié à l'époque par le Washington Post), et M. Bush a sans doute considéré qu'il valait mieux passer ce fameux engagement par pertes et profits plutôt que de risquer une détérioration de la situation économique.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 23 - section C
ainsi que les articles
de SERGE MARTI

La droite et l'élection présidentielle

L'opposition s'engage
à présenter un seul candidat

Le comité de coordination de l'opposition, réuni mardi 26 juin, a décidé de créer une confédération RPR-UDF intitulée « Union pour la France » (UPF). M. Léotard, président du RPR, a émis des réserves sur la crédibilité de cette initiative. Dans sa chartre, l'UPF définit les modalités d'organisation de « primaires » pour la désignation d'un seul candidat de l'opposition à l'élection présidentielle.



Lire page 9 l'article d'ANDRÉ PASSERON

Le comité central
du PC

convoqué à Moscou
Partisans et adversaires
du report du congrès
s'affrontent Page 3

Iran

Le témoignage de
M. Kouchner sur le séisme
page 12 - section B
Les dissensions politiques
au sein du régime page 8

Le futur statut
de la Corse

Un entretien
avec M. Pierre Joxe page 10

Stabilité du chômage

2 480 000 demandeurs
d'emploi en mai
page 23 - section C

Le Mondiale

La qualification de l'Angleterre
et de la Yougoslavie
pour les quarts de finale
page 19 - section B

PARIS ♦ ÎLE-DE-FRANCE

Un bilan des villes nouvelles
vingt-cinq ans après
page 26 - section C

« Sur la vie » et le sommaire complet
se trouvent page 34 - section C

Une sélection
d'annonces immobilières
se trouve pages 28 à 31

CAMPUS

La nouvelle orthographe

De l'« ogon » au « nérufer »,
du « pingpong » à l'« exéma »...
Telles sont quelques-unes des
rectifications orthographiques
proposées par le Conseil supé-
rieur de la langue française,
approuvées à l'unanimité par
l'Académie française, et
acceptées par le premier
ministre. Elles devront être
enseignées dès la rentrée
1991. Mais passeront-elles
dans l'usage ?

L'aide sociale
aux étudiants

Bras de fer entre l'éducation
nationale et les finances.
pages 15 à 18 - section B

La marche forcée vers l'unification allemande

Les accords sur l'union économique entre la RFA et la RDA
entreront en vigueur lundi 2 juillet. Comment en est-on arrivé là ?

BONN

de notre correspondant

Le 8 septembre 1987, le chancelier Kohl et M. Erich Honecker dînaient ensemble à « La Redoute » de Bad Godesberg, où le gouvernement de Bonn a coutume de traiter ses hôtes de marque. Le visage grave, M. Kohl parlait en ces termes du mur de Berlin : « Les hommes, en Allemagne, souffrent de la division du pays, ils souffrent de l'existence

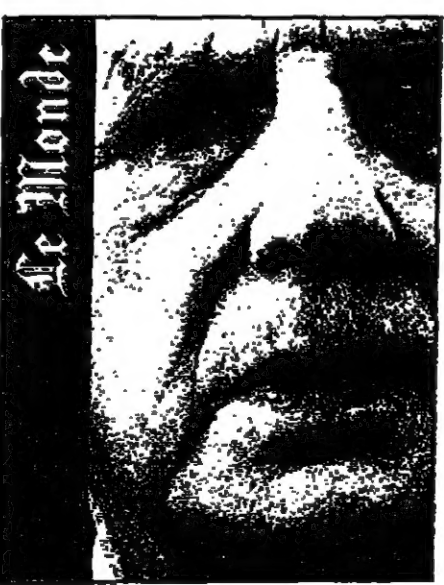
d'un mur qui se trouve, littéralement, sur leur chemin. Si nous détruisions ce qui sépare les hommes, nous prenons encore en compte ce désir des Allemands que personne ne peut ignorer : ils veulent se rencontrer, parce qu'ils appartiennent à un même ensemble ». Le visage impénétrable, Erich Honecker applaudissait mollement à la fin du toast, et dans sa réponse rajouta un phrase au texte préparé à l'avance : « Le capitalisme et le socialisme, dit-il, sont

aussi incompatibles que l'eau et le feu ». Les deux hommes étaient, chacun à sa manière, prophétiques : le mur est tombé le 9 novembre 1989, et le 2 juillet 1990 un flot de billets bleus de cent deutschemarks va déferler sur la RDA, éteignant les dernières braises du communisme sur le sol allemand. Dans l'intervalle, l'Europe a changé de visage, les hommes qui incarnaient la deuxième génération du commu-

nisme international ont été balayés, laissant la place à des dirigeants qui se sont assurés la légitimité conférée par des élections libres. L'écroulement du communisme post-stalinien était fatal à l'existence de cette RDA, dont la nécessité ne découlait, comme le reconnaissait le principal idéologue du SED, M. Otto Reinhold, que de « l'affrontement idéologique entre le capitalisme et le socialisme ».

LUC ROSENZWEIG
Lire la suite page 4

Le Monde



DE GAULLE

NUMÉRO HORS SÉRIE - 30 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

La désertion des cinéphiles

La Fête du cinéma est surtout une occasion de rappeler
que la crise du septième art s'aggrave

La Fête du cinéma se déroulera le 28 juin pour la sixième fois. C'est l'une des mesures destinées à relancer la fréquentation des salles obscures. On ne compte plus celles qui ferment leur portes. Pour enrayer cette hémorragie (une perte de 70 millions de spectateurs en trois ans), on a cru détenir la recette miracle en créant les complexes multi-salles.

Leur prolifération n'a pas suffi à retenir les spectateurs. On a parié, alors, sur le retour des grands espaces festifs avec marbres, fauteuils clubs et écran géant. En dépit de quelques succès, il n'est pas sûr que cette formule réussisse à sauver une profession menacée. Pour nourrir ces grosses salles, le ministère table sur la production de machines lourdes avec grandes vedettes, milliers de figurants et budgets opulents. Le pari a été gagné avec *Cyrano de Bergerac* de

Jean-Paul Rappeneau (100 millions de francs d'investissement, plus de 800 000 entrées sur Paris en douze semaines). Yves Robert, qui a achevé le tournage du *Château de ma mère* et de la *Gloire de mon père* d'après Faguel, espère renouer avec le succès de *Manon des sources* de Claude Berri. Mais les échecs existent aussi dans ce domaine.

Les deux épisodes de la *Révolution française* de Robert Enrico et Richard Heffron (budget : 230 millions de francs) en furent un.

« Plus une salle ne doit fermer », déclarait-on au ministère. Voeux pieux. Des quartiers entiers, voire des villes, sont aujourd'hui privés de salles. Nouvelle panacée : les super-complexes (cinquante salles en un seul endroit) que la Ville de Paris envisage de créer comme à Bruxelles. Cela suffira-t-il ? La fréquentation des salles a encore

chuté (moins 11,3 % pour le premier trimestre 1990 par rapport à la même époque de l'année précédente). Le principal accusé est toujours le petit écran.

Le sondage que nous publions indique que les cinéphiles pourraient bien eux aussi se rallier à la télévision. Cette crise de confiance, si elle se confirmait, porterait un coup fatal au septième art. Ce n'est pas un hasard, enfin, si les producteurs, pour rentabiliser leurs films, tablent plus sur la vente des droits aux chaînes de télévision que sur leur exploitation en salle. Enfin, le décollage des cassettes-védo risque de tuer les salles qui vivent de la diffusion des grands classiques.

EMMANUEL DE ROUX

Lire page 22 - section B
l'article d'OLIVIER SCHMITT
sur le sondage
CSA-Le Monde-RMC :
« Les cinéphiles tentés
par la télévision »

DÉBATS

Culture

Sauver le Centre Pompidou

par Jacques Toubon

Le Centre Georges-Pompidou est aujourd'hui, de très loin, l'institution culturelle la plus visitée du monde. Il accueille chaque année près de huit millions de visiteurs, autant que l'addition des deux institutions étrangères les plus fréquentées : le Musée de l'Ermitage à Leningrad (4,4 millions d'entrées) et le Metropolitan Museum de New-York (3,8 millions).

Cette situation ne doit pourtant pas masquer une réalité plus profonde : le Centre Georges-Pompidou, menacé d'asphyxie, est à la recherche d'un deuxième souffle. Tous les visiteurs remarquent la dégradation rapide du bâtiment et l'état d'abandon, presque d'insalubrité, de ses abords qui offrent une image indigne d'un des principaux monuments de la capitale ; les graves récurrentes des entreprises chargées de l'entretien et la démotivation incontestable de son personnel en minent le fonctionnement quotidien. Les expositions sur lesquelles il a naguère assis sa réputation sont, désormais sujettes, quelques semaines à peine avant leur ouverture, aux incertitudes de leur financement et, parfois, purement et simplement annulées. On connaît la mésaventure récemment arrivée à l'exposition « Braque et Picasso »...

L'Assemblée nationale elle-même a consacré l'un de ses débats récents à l'avenir des grands travaux présidentiels. Sans doute y a-t-il effectivement matière à réflexion. Loin de moi l'idée de remettre en cause l'opportunité globale de telles initiatives : en ce domaine, il n'existe aucune limite aux besoins de l'art lyrique, de la conservation du patrimoine muséographique ou à la mise en valeur des richesses de la Bibliothèque nationale. Il y aurait cependant pour satisfaire certains de ces besoins d'autres voies que celles, monumentales, qui ont été choisies.

En effet, un risque demeure, aussi mortel que celui de l'inertie : la paralysie issue d'initiatives concurrentes et hâtivement conçues. Cette analyse lucide doit s'appliquer particulièrement à l'avenir du Centre Georges-Pompidou.

À la fin des années 80, la situation de Paris n'est plus celle qu'a trouvée le président Pompidou lors de son élection. Le Centre qui, par la suite, porta son nom, ne fut pas seulement issu de sa clairvoyance et de sa volonté, mais également de circonstances intelligemment exploitées.

Peu après son élection, dans une lettre du 15 décembre 1969, le président de la République donnait en

effet les instructions suivantes à son ministre des affaires culturelles, Edmond Michelet :

« Mon cher ministre, A la suite de la décision prise en conseil restreint le 11 décembre pour la construction d'un ensemble monumental consacré à l'art contemporain, sur l'emplacement du plateau Beaubourg, je crois devoir vous donner quelques précisions sur la manière dont je conçois le projet... L'ensemble architectural devra non seulement comprendre un vaste musée de peinture et de sculpture, mais des installations spéciales pour la musique, le design, éventuellement le cinéma et la recherche théâtrale. Il serait souhaitable qu'il puisse également comprendre une bibliothèque, à tout le moins une bibliothèque comprenant tous les ouvrages consacrés aux arts et à leur évolution la plus récente. »

Deux lieux vivants à Paris

Vingt ans plus tard, comment exaucer le vœu du président Pompidou dans la situation actuelle à Paris ? Dans le domaine de la lecture, la future Bibliothèque de France est appelée à devenir un lieu d'archivage et de référence destiné aux chercheurs ; mais également une bibliothèque de consultation directe, vouée au grand public, sans pour autant que les problèmes techniques, que cette double ambition présuppose, soient à ma connaissance résolus. Un deuxième pôle, situé rue de Richelieu, devrait regrouper les principales bibliothèques artistiques parisiennes dans un institut d'art, relié ainsi à celle du Centre Pompidou au rôle hybride de substitut de bibliothèque municipale ou de bibliothèque universitaire.

Le Musée national d'art moderne, quant à lui, a rempli la mission qui lui était impartie : celle de constituer l'un des rassemblements les plus prestigieux de chefs-d'œuvre du vingtième siècle, tout en restant à l'écoute de la création la plus contemporaine. Trente mille œuvres y sont réunies pour la plupart entrées dans les réserves, puisque seules 1 500 ou 2 000 d'entre elles peuvent être présentées dans les 15 000 mètres carrés qui lui sont alloués.

Le statut initial du Centre prévoyait un reversement des œuvres d'artistes nés il y a plus de cent vingt-cinq ans dans les collections de la direction des musées de France : faudra-t-il construire en conséquence, dans les années à venir, un musée du vingtième siècle destiné à accueillir le fauvisme,

le cubisme, le surréalisme qui disparaîtraient des cimaises du Musée d'art moderne ?

Une telle solution n'est assurément pas celle que souhaitait le président Pompidou, ni la meilleure pour le Centre, qui perdrait ainsi une part de son âme. Ce n'est pas non plus l'hypothèse la plus économique au moment où l'État devra assumer pendant dix ans au moins les très lourdes charges, en termes d'investissement comme de fonctionnement, imposées par l'apparition de l'Opéra-Bastille, du Grand Louvre et de la Bibliothèque de France. Cela ne semble pas non plus la réponse la mieux appropriée à la nécessité de rééquibrer les dépenses culturelles de l'État en faveur de la province.

Je pense qu'il faut désormais explorer d'autres voies avant de figer pour quelques décennies l'équilibre des grandes institutions nationales. L'une d'entre elles consisterait à envisager le transfert de la Bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou dans les bâtiments de la future Bibliothèque de France. Il ne devrait pas y avoir de difficultés insurmontables à accueillir les 500 000 volumes de la Bibliothèque publique d'information, actuellement répartis sur 15 000 mètres carrés, dans les 200 000 mètres carrés de la Bibliothèque de France dont la capacité de stockage est aujourd'hui évaluée à 30 millions de documents, soit une proportion de 1,5 %. Ainsi pourrait être résolu le problème de l'accueil du grand public dans une bibliothèque avant tout destinée à l'archivage et aux chercheurs. L'implantation de la Bibliothèque de France au futur centre de l'ag-

glomération parisienne et la qualité de sa desserte garantissent en outre la fréquentation du grand public.

Le redéploiement des espaces du Centre qu'engendrerait un tel transfert, appuyé sur une redéfinition de ses objectifs et de son statut, permettrait, à moindres frais, une extension des surfaces de présentation des collections et des expositions ; il favoriserait l'épanouissement du design et de l'architecture, du cinéma et du théâtre, disciplines trop souvent minorées par le poids des deux départements dominants. L'architecture du Centre, l'esprit de l'institution ont été, depuis le premier jour, conçus pour favoriser de telles évolutions que le président Pompidou jugeait inductibles.

Ce serait préparer sérieusement l'avenir que d'organiser cette répartition harmonieuse en deux lieux, l'un au cœur historique, l'autre au cœur futur de la Cité.

Ainsi, sans doute, ferions-nous aboutir complètement le fameux souhait de Georges Pompidou : « Je voudrais passionnément que Paris possède un centre culturel qui soit à la fois un musée et un centre de création, où les arts plastiques voisinent avec la musique, le cinéma, le livre, la recherche audiovisuelle, etc. »

Mais il ajoutait : « Le problème dans un projet de ce genre, c'est de le réaliser, bien sûr, mais c'est surtout et ensuite qu'il vive. » L'écoulement par les temps qui courent !

► Jacques Toubon est député de Paris, président du haut conseil « Homme et Société » du RPR.

TRAIT LIBRE



Professions juridiques

Un vote à rattraper

par Dominique Saint-Pierre et Daniel Soulez-Larivière

L'ajout par trois voix du projet de loi portant réforme des professions juridiques et judiciaires dans la nuit du 20 au 21 juin désempara les professionnels du droit et remplit d'amertume ceux qui, depuis plus de vingt ans, militent pour une modernisation urgente dans ce secteur d'activité.

De quoi s'agissait-il ? Seulement de rapprocher conseils juridiques et avocats, puisque la France est le seul pays du monde à connaître cette division archaïque, et réglementer l'exercice du droit à l'instar de ce que la plupart des

grandes démocraties connaissent, sans pour autant menacer de quelque manière que ce soit les droits acquis.

L'échec de ce projet, fruit de l'alliance du Parti communiste trop souvent passivité et d'une droite trop attachée à des calculs politiques dont les résultats accidentels l'ont surprise elle-même, a pour conséquence d'alimenter un antiparlementarisme facile. Pourtant, jamais le travail parlementaire n'avait en cette circonstance été meilleur, au point de constituer un exemple de ce qu'il devrait être dans tous les cas. La commission

des lois, à l'issue de longues journées de travail, avait réussi à « sortir » un texte utilement amendé. Rien ne laissait supposer après tant de travail de la majorité et de l'opposition un tel résultat.

Faut-il accuser un excès de lobbying des professions sur les députés, qui s'en seraient tirés ? Singulière vision de la démocratie ! C'est le rôle du représentant de la nation que de subir les assauts amicaux des citoyens qui veulent faire triompher un point de vue à leurs yeux légitime.

Faut-il accuser une insuffisante concertation démocratique ? Ridicule ! Jamais aucun projet de loi n'eût été préparé par autant de débats, de rapports de commissions, d'auditions et de négociations. Faut-il accuser l'absence de consensus chez les professionnels ? Absurde également. Chacun sait qu'il appartient au législateur de décider entre des points de vue contradictoires et non pas d'entériner des décisions prises en dehors de lui. Le consensus total n'existe jamais, encore moins qu'ailleurs, dans la profession du droit, si forte est sa tendance au perfectionnisme et à la chicane.

Faut-il accuser la politisation d'un débat qui aurait été rendu dogmatique parce qu'il aurait été conduit par la gauche ? Improbable. C'est plutôt la droite qui aurait dû jadis porter sur les bords baptismaux un tel projet d'inspiration libérale et dont elle fut la première à proclamer haut et fort, voilà moins d'un an, l'extrême urgence.

Alors, quoi ? On n'ose imaginer que certains députés aient pu céder au petit plaisir de mettre en difficulté un garde des sceaux vulnérable, devenu

leur ennemi de l'autre bord. On n'ose penser que la satisfaction pour l'opposition de marquer un point contre le gouvernement ait pu l'emporter sur le vote d'un texte technique d'intérêt national. La vérité, c'est l'accident, comme on en voit parfois dans certaines élections qui aboutissent à l'élimination de candidats « techniques » dont personne ne voulait vraiment. Le calcul était mauvais, et la droite a tiré contre son camp par excès.

Il faut maintenant, et c'est juridiquement possible, remonter d'urgence en route le vote d'un texte qui, s'il est passé, a été rejeté, égarant des milliers de conseils juridiques et des avocats, alors que le dixième texte du gouvernement sur la pratique du droit en sociétés de capitaux a été voté.

Il serait trop bête d'alimenter l'antiparlementarisme démagogique qui se développe en France en ne remettant pas immédiatement sur les rails une réforme qui, chacun le sait, est essentielle à l'économie française. Ne pas le faire serait aussi un signe de légèreté de mauvais augure au moment où s'annoncent de prochains débats graves et encore plus difficiles sur la justice, aujourd'hui en plein délabrement culturel et matériel parce que trop de politiques, trop longtemps, l'ont abandonnée.

► Dominique Saint-Pierre est président de la mission d'étude sur l'Europe et les professions du droit ; Daniel Soulez-Larivière est l'auteur du rapport sur la réforme des professions juridiques et judiciaires publié par le barreau de Paris.

AU COURRIER DU Monde

Des fêtes à revoir

L'intéressant tableau des « jours de fête » publié dans le supplément « Liber » du 9 juin, révèle une situation assez constamment. A la seule exception probable, la Turquie, il n'y a en Europe que deux types de fêtes : des fêtes politico-civiques et des fêtes chrétiennes, certaines relevant d'ailleurs des deux types, le seul contre-exemple étant le Jour de l'an.

En France, par exemple, sur onze jours fériés, six sont directement chrétiens : lundi de Pâques, Ascension, lundi de Pentecôte, Assomption, Toussaint, Noël. Aucun n'est juif ou musulman : ne serait-il pas temps de demander à ces deux communautés de choisir chacune une journée, qui serait jour férié pour tout le monde ? Ne serait-ce pas là une arme sympathique de lutte contre le racisme et tout simplement une mesure de justice et de cohérence ?

Va-t-on éternellement célébrer la victoire sur l'Allemagne de 1918 ? Ne serait-il pas judicieux de transformer cette journée en journée de lune contre la guerre ? Cela n'empêcherait nullement nos derniers « poilus » d'y participer et d'y être bien justement honorés dans un esprit non chauvin.

Une création serait utile : le 8 mars, Journée internationale des femmes. Le 21 juin, Fête de l'été et de la musique, a déjà été proposé à juste titre. Et pourquoi pas, autour du 20 novembre, une Fête du vin, bien culturellement française et pratiquement arme de lutte contre l'alcoolisme ? Le vin est boisson de fête, pas de tous les jours...

MICHEL CAHEN Paris.

Des Maghrébins contre la drogue

C'est avec grand plaisir que j'ai lu dans le Monde du 7 juin que les résidents d'un foyer SONACOTRA de Nice se sont mobilisés pour faire face aux trafiquants de drogue qui contaminent sans vergogne la jeunesse de leur cité et portent atteinte à l'image de la communauté musulmane de cette ville.

Cette réaction, nouvelle dans les milieux maghrébins, est, peut-être, enfin le signe d'une prise de conscience collective pour balayer devant notre porte, ce qui pourrait endiguer la poussée de racisme que nous connaissons actuellement.

Les ouvriers et les employés qui, comme moi, sont contraints de vivre dans ces milieux, éprouvent un sentiment de rejet, sont confrontés quotidiennement aux actions de ces voyous qui meublent les chroniques des journaux locaux.

C'est nous, qui, grâce à Dieu, constituons la majorité de la communauté musulmane. Trop fréquemment, nous sommes restés passifs et parfois tolérants face à ces énergumènes et à leurs parents fautifs, qui nous ont porté un grave préjudice.

YOUSSEF ABDALREZAK IBN ALCARAZ Narbonne.

ALBUM SOUVENIR



RUE DES ITALIENS

album souvenir

RUE DES ITALIENS

BERTRAND POIROT-DELPECH ET NICOLAS GUILBERT

Préface de Manuel Lucbert

A l'occasion du déménagement du «quotidien de la rue des Italiens», ce beau livre nostalgique propose cent dessins originaux croquant les lieux où les «hommes du Monde» ont travaillé depuis 1944. Et un long texte de Bertrand Poirot-Delpech retrace l'histoire de ces lieux et de ceux qui les ont habités.

Une coédition LA DÉCOUVERTE / Le Monde

URSS : le comité central convoqué le 29 juin

Conservateurs et radicaux s'affrontent sur un éventuel report du congrès du PC

Une épreuve de force est engagée à Moscou entre partisans et adversaires d'un report du vingt-huitième congrès du Parti communiste soviétique.

MOSCOU

de notre correspondant

C'est le front uni. Si l'ennemi qui, en deux jours, a précipité cette alliance n'était pas un appareil communiste tenté par la restauration, on croirait presque entendre dans tout Moscou le « No pasaran » des antifascistes espagnols. En principe, le congrès doit s'ouvrir lundi prochain, le 2 juillet, mais les réformateurs veulent repousser cette date tandis que les conservateurs veulent, eux, la maintenir. Seule instance habilitée à trancher, une réunion plénière du comité central est convoquée pour vendredi. Elle s'annonce houleuse et probablement longue. Qu'elle tranche en faveur des conservateurs, et un mauvais coup aura été porté à la perestroïka. Qu'elle donne au contraire raison aux réformateurs, et l'agressivité nouvelle de l'appareil n'aura finalement fait que se retourner contre lui, en accélérant le changement.

L'enjeu est de taille et, toute agilité de rumeurs, réunions et conférences de presse, Moscou frémit.

D'un côté, tous les réformateurs sans exception, de M. Gorbatchev à M. Eltsine en passant par l'intelligentsia et tous les jeunes députés triomphalement élus à ces nouvelles élections qui portent les espoirs du pays. De l'autre, une nouvelle génération de bureaucrates conservateurs bien décidés à ne pas « se ramander » et qui ont remporté la victoire de dernière, à l'issue du congrès de constitution du Parti communiste russe, une totale victoire sur M. Gorbatchev. C'est l'un des leurs, M. Polozkov, qui a été porté à la tête de ce parti, près de 60 % des effectifs du parti soviétique. Ce sont leurs slogans les plus primitifs et les plus insultants qui font la force de leur parti. Ils sont les officiers les plus rétrogrades qui les soutenaient le plus ouvertement.

Cinq jours durant, grâce à la télévision qui ne cesse plus, depuis un an, de retransmettre tous les congrès, le pays a vu cela, a vu M. Gorbatchev se faire traîner dans la boue par des hommes qui donnent la chair de poule à tous

les Soviétiques. Cette retransmission a créé un choc. Si affecté qu'il ait pu être, M. Gorbatchev faisait bonne figure, disant calmement qu'il ne faut ni susciter d'affrontements ni reculer sur la voie des réformes. Visiblement, il pensait que les conservateurs, maîtres ou non de leur nouveau bunker du parti russe, ne pourraient pas grand-chose contre le vent de l'histoire et qu'il suffisait donc de continuer d'avancer.

MM. Gorbatchev et Eltsine s'épaulent

Il n'est d'ailleurs pas prouvé qu'il avait tort, mais le fait est qu'il était à peu près le seul à réagir ainsi. Beaucoup de ses conseillers l'ont soudain vu devenir l'otage d'une direction ultra-conservatrice, que M. Polozkov, sur la lancée de son succès au congrès du parti russe, allait faire dire, la semaine prochaine, par le congrès du parti soviétique. Même dans ce cas, il aurait certes gardé ses pouvoirs présidentiels, mais, la victoire conservatrice menaçant de faire fuir en masse les militants, M. Gorbatchev se serait retrouvé privé de tout appareil, puisque l'appareil d'État qu'il construisait n'a

pas encore remplacé celui du parti.

C'est ainsi le chaos qu'ont vu tout craindre les conseillers de M. Gorbatchev. L'entretien que le Monde publie d'un des piliers de son équipe, André Gratchev, est, à cet égard, parfaitement clair. Et puis, parallèlement, à l'heure de la clôture, samedi soir, du congrès russe, tous ces hommes qu'on appelle par facilité de langage les « radicaux » - partisans de M. Eltsine, députés réformateurs, nationalistes des Républiques, intellectuels barbares - toute cette énorme masse disparate des Soviétiques qui finissent par trouver le changement trop lent et M. Gorbatchev trop prudent, tous sont brutalement redressés sur terre.

Ils ont vu au milieu de quoi doit, tous les jours, travailler l'initiateur de la perestroïka, avec qui il doit compter, composer, ruser, pour éviter à l'URSS une inutile et sinistre parabole dans l'entreprise de sortie du communisme. Alors ils ont soudain mieux compris pourquoi, dès son élection à la tête de la Fédération de Russie, M. Eltsine avait amorcé son rapprochement avec M. Gorbatchev, pourquoi les deux hommes, depuis un mois, s'épaulent de fait sur tous les grands sujets et pourquoi - au-delà

des polémiques publiques et d'une féroce rivalité - les canaux de communication sont, entre eux, si solides.

Devant le danger, devant ce spectre d'un passé qui n'a pas fini de hanter la nouvelle Union soviétique, le réalisme a repris ses droits. Les journaux les plus réformateurs ont cessé de tirer sur M. Gorbatchev. On s'est calmé dans les dîners en ville où c'était, ces derniers temps, à celui qui dirait le plus de mal du président et de ses « demi-mesures ». En l'espace de deux jours, tout a changé et, mardi soir, la télévision a successivement retransmis une conférence de presse de M. Eltsine et une longue interview de M. Popov, le nouveau et très populaire maire de Moscou.

Ne pas se tromper d'ennemi

C'était, à l'évidence, les chefs de file radicaux qui montaient au créneau, et leurs messages, chacun avec son style et ses propres préoccupations de carrière, étaient absolument parallèles. Pull-over et tête de hérisson, M. Popov a expliqué qu'il quitterait sans doute le parti si la ligne conservatrice y triomphait, que le congrès russe n'avait été que celui de l'appareil et que si l'on pouvait certainement avoir des critiques à faire à M. Gorbatchev, il fallait aussi se demander ce qu'on avait soi-même fait pour que progressent les changements.

C'était tout sauf une plate allégeance au président, mais un clair appel à ne pas se tromper d'ennemi. Quelques heures auparavant, M. Eltsine, costume-cravate et bien peigné, avait affirmé à plusieurs reprises qu'il était disponible pour

une « coopération » avec M. Gorbatchev qui « doit, a-t-il dit, se poursuivre et se renforcer ». Elle est, de fait, si bien entamée que le président de la Fédération de Russie et M. Gratchev se sont retrouvés à l'unisson pour qualifier le vingt-huitième congrès de « dernière chance » du parti soviétique.

Naturellement, le premier est venu apporter de l'eau au moulin du second, de l'eau donc au moulin de la présidence, en jugeant « possible » une scission du parti si le congrès n'était pas celui du renouvellement. Si ce n'était pas le cas, M. Eltsine « suspendra » son appartenance au parti. Le président de Russie s'est naturellement dit, lui aussi, partisan d'un report de ce congrès.

Les réformateurs, tous les réformateurs, veulent pouvoir aller au feu qu'après avoir coordonné leurs stratégies, jusqu'à alors totalement dispersées. Ils veulent avoir le temps de montrer leur unité au pays, de se donner un nouveau crédit à même de faire réfléchir les députés au congrès. Car s'il y aura dans la salle, de toute manière, deux blocs - à gauche et à droite - de convaincus, la masse sera constituée de ce marais qui suit toujours les plus déterminés. Conclusion : il suffit de faire savoir qu'on l'est, mais de n'y plus tarder.

On dit que le bureau politique est favorable au report. Que le comité central n'aura pas l'estomac d'engager lui-même la guerre contre M. Gorbatchev et que beaucoup de ses membres conservateurs seraient favorables à un compromis. On dit beaucoup de choses. Mais, outre que M. Gorbatchev n'a encore rien dit lui-même, le suspense ne fait que commencer. B. G.

Le congrès des communistes de Russie a été une « tentative de coup d'Etat »

nous déclare M. Gratchev, haut responsable du PC soviétique

On a commencé à le connaître dans le grand public lorsqu'il est devenu le chef d'orchestre politique des voyages de M. Gorbatchev à l'étranger. L'homme qu'on entend alors dans les débats télévisés et les colloques, c'est lui, André Gratchev, chef adjoint du département international du comité central. Très jeune pour les fonctions qu'il occupe (il n'a pas cinquante ans), il est aussi le bras droit de M. Alexandre Iakovlev, idéologue de la perestroïka, et un collaborateur régulier des Nouvelles de Moscou. Interrogé mardi 28 juin, M. Gratchev a commenté pour le Monde le congrès, qui s'est récemment terminé, du PC de Russie.

MOSCOU

de notre correspondant

« Ce congrès, nous déclarait M. Gratchev, a été indéniablement une occasion manquée pour les députés qui se voulaient représentants des communistes de Russie. Ils ont perdu une chance, celle d'affirmer une force favorable à la perestroïka et de choisir ainsi l'avenir pour leur parti. Ils ont préféré hier à demain, en pensant sans doute qu'en votant pour le passé ils votaient pour leur avenir.

« C'est une illusion, car il s'agit là d'une défaite pour la perestroïka, pour les députés qui n'avaient pas fait ce choix et pour le président (Gorbatchev), qui est ainsi privé d'un soutien politique. C'est avant tout une défaite pour le parti, qui a été placé de cette manière au bord d'un processus de marginalisation. Un parti qui s'appuie sur l'ancien appareil, sur des cadres d'une autre époque, ainsi - pour des raisons évidentes - que sur des hauts gradés de l'armée, un parti qui fait appel aux forces nationalistes et aux éléments lumpéniens (1) de la classe ouvrière se présente en effet en force du passé. Cela implique pour lui deux menaces : perdre tout potentiel de créativité et de dynamisme et se placer en conflit ouvert avec la société et le Parlement de Russie, du moins avec ses membres légitimement élus.

« Craignez-vous que cette victoire du passé ne pèse sur le déroulement du congrès soviétique ?

« Nous avons assisté la semaine dernière, au congrès russe, à une variante non aboutie du plénum d'octobre 1964 (celui au cours duquel Khrouchchev avait été évincé). Cela n'a pas eu de conséquences comparables pour la définition de la politique de l'État, et cela a souligné au contraire la dis-

tance parcourue depuis. L'irréversibilité du processus entamé par Mikhaïl Gorbatchev. Celui-ci est sorti indemne de cette tentative de coup d'Etat, car, grâce à sa politique, ce parti n'a plus la même influence ni la capacité de renverser le cours suivi par la direction du pays. C'est là un appréciable élément de consolation, en particulier pour nos partenaires étrangers, qui, autrement, auraient pu penser que certaines formulations du général Makachov représentaient une menace réelle (2).

« *Tentative de coup d'Etat. Rappel du limogeage de Khrouchchev. Est-ce que vous ne dramatisez pas la situation ?*

« Les faits sont simples. Avec ce parti russe tel qu'il s'est formé, c'est un parti d'opposition à la perestroïka qui s'est constitué. En soi, pourquoi pas ? Mais le problème est que, contrairement à toutes les lois de gouvernement d'une société civile, nous avons le parti d'opposition, mais pas - pour le moment du moins - celui du pouvoir. Peut-être que le XXVIII^e congrès va rectifier cet état de fait. Je l'espère en tout cas, car ce serait l'unique et dernière chance du PCUS.

Quand un navire coule...

« En quoi son effondrement constituerait-il pourtant un drame pour le sort des réformateurs et de la démocratie en URSS, pour la politique dont vous êtes partisan ?

« Il y a des gens en URSS, membres du parti, qui se voient déjà en dehors de ses rangs. Le fait que les conservateurs se soient montrés au grand jour va, considèrent-ils, accélérer la dégradation de l'image du parti dans la société. Ils s'en réjouissent, mais ce n'est pas mon cas, car je ne considère pas, pour ma part, qu'un effondrement du parti et l'énorme vide que cela créerait seraient un élément positif et faciliteraient le développement de la perestroïka. Quand un navire coule, tout ce qui est autour de lui est entraîné en tourbillon vers le fond.

« Il y aurait là un énorme danger pour les réformes et pour tout le pays. Que cela plaise ou non, le PCUS est une force potentielle de rassemblement des démocrates, des personnes compétentes, capables et idéologiquement orientées vers une alternative de gauche, et non pas de droite, au système dont nous essayons de sortir. Peut-être cela surprendra-t-il vos lecteurs, mais la masse des quelque vingt millions de membres du parti, qu'il ne faut pas confondre avec les quelques dizaines de milliers de ses fonctionnaires, sont des hommes de ce type - des partisans de la démocratie.

« Or ces hommes constituent l'élite de la société, son encadrement. Privés de programme et d'objectifs, ils ne constitueraient plus qu'une armée sans généraux, dont les effectifs se disperseraient et iraient renforcer les autres courants politiques existants.

« Quel malheur y aurait-il à cela ?

« Le malheur est qu'aujourd'hui ces courants sont, le plus souvent, extrémistes et que ces cadres du pays seraient donc recrutés par des forces destructrices, nationalistes ou extrémistes de gauche. Qu'on le veuille ou non, au jour d'aujourd'hui et en attendant le plein développement des assemblées élues, le parti représente dans ce pays la seule armature de pouvoir. Cela ne tient d'ailleurs pas seulement à ses infrastructures, mais aussi à ce qu'il représente encore psychologiquement le pouvoir pour une bonne partie de la population. On ne peut pas abandonner ce pouvoir aux mains des forces hostiles à la perestroïka.

Le congrès du PCUS : XXVIII^e ou premier ?

« Comment imaginez-vous alors le déroulement du XXVIII^e congrès ?

« Il peut avoir deux conséquences possibles - et peut-être parallèles. La première serait une mobilisation des forces vives et responsables, résolues à faire de ce congrès celui de la rénovation du parti, pas seulement le XXVIII^e, mais aussi un premier congrès.

« La seconde serait, malheureusement, l'apathie, la désillusion, la

o LITUANIE : report du débat sur le moratoire. - Le parlement lituanien a reporté à jeudi le débat sur le gel de sa déclaration d'indépendance, à la suite de l'entretien à Moscou entre son président Vytautas Landsbergis et M. Mikhaïl Gorbatchev, a annoncé mardi 26 juin un porte-parole du parlement lituanien. - (AFP).

o Moscou dément tout « déplacement imprévu » d'armes nucléaires. - Un porte-parole soviétique, M. Guerassimov, a déclaré mardi 26 juin que, dans la mesure où « il n'est pas nécessaire de déplacer les troupes équipées d'armes nucléaires sur le territoire de l'URSS, aucun mouvement imprévu n'a eu lieu ». Il répondait à des informations, de sources proches de l'OTAN, sur l'évacuation en cours de missiles nucléaires des régions troubles de l'URSS, pays baltes et Transcaucasie. Le retrait de missiles capables d'atteindre la Scandinavie avait été annoncé l'autisme dernier par M. Gorbatchev. - (AFP).

perte d'intérêt, surtout parmi ceux qui, à la base, étaient entrés non par romantisme ou esprit de militantisme, mais pour raisons « conventionnelles » personnelles. Ces deux tendances vont se manifester d'ici à l'ouverture du congrès, et pendant celui-ci, j'espère que la première sera soutenue et dirigée par la direction du parti.

« Concrètement parlant, par M. Gorbatchev ?

« Je parlais, naturellement, de la direction de la perestroïka.

« Et cette direction est favorable, comme M. Eltsine, à un report du congrès ?

« Je peux vous répondre pour moi-même : un report aurait une valeur si le temps gagné était utilisé à préparer un nouveau congrès qui ne risquerait pas d'étendre les effets négatifs, politiques et psychologiques du congrès russe. »

Propos recueillis par BERNARD GUETTA

(1) Du mot Lumpenproletariat, employé par Marx, pour désigner le sous-proletariat.

(2) Dans une intervention d'une rare violence, le général Makachov, commandant d'une région militaire, avait notamment accusé plusieurs chefs de file réformateurs, dont M. Iakovlev, de briser la défense du pays et de renforcer l'OTAN après avoir détruit le pacte de Varsovie. Comparant implicitement M. Gorbatchev à roi Lear, il avait également lancé une phrase lourde de sous-entendus : « 68 % des troupes de l'armée soviétique sont cantonnées sur le territoire de la Fédération de Russie. La dégradation du parti de l'armée représente ici plus de 300 000 communistes. Nous n'aurions pas nous rendre idéologiquement. »

o BULGARIE : un nouveau parti communiste. - Cinq mois après le changement de nom de l'ancien PCB rebaptisé Parti socialiste, le « Parti du peuple travailleur », créé le 27 avril dernier, « sort de la clandestinité et adopte le nom de parti communiste », a annoncé mardi 26 juin son président M. Vladimir Spassov, en précisant que son parti soutenait fermement les principes du marxisme-léninisme. - (AFP).

o Les autorités de Sofia prêtes à intervenir contre les étudiants en grève. - Dans une déclaration diffusée mardi 26 juin, le ministre de l'intérieur bulgare qualifie l'action des étudiants, protestant depuis deux semaines à Sofia contre les irrégularités du scrutin des 10 et 17 juin derniers, de « violation de l'ordre public » et se déclare prêt à intervenir si le parquet le lui demande. - (AFP).

RECHERCHE

LES ATOLLS OASIS

par F. Rougerie et B. Wauthy

LE SQUELETTE DU GLOBULE ROUGE

par J. Delaunay et P. Boivin

MAGIE ET TECHNOLOGIE :

LA GRANDE MUTATION DU MOYEN ÂGE

par P. Thuillier

LE MAGNÉTISME DU CERVEAU

par O.-V. Lounasmaa et R. Hari

DOSSIER :

ESPAGNE : LE FLAMENCO DE LA SCIENCE

par M. Barrère

ETC.

un supplément
spécial médecine :
LES MALADIES
DE L'ÉTÉ

AVEC, EN EXCLUSIVITÉ,
LA PREMIÈRE ENQUÊTE NATIONALE SUR LES ATTITUDES
ET COMPORTEMENTS
DES FRANÇAIS
FACE AU SIDA

RECHERC

Magie et technologie - Le magnétisme

Le squelette du globe rouge - Les

Atolls Oasis

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

Le flamenco de la science

Le magnétisme du cerveau

Le squelette du globe rouge

EUROPE

La marche forcée vers l'unification allemande

Suite de la première page

Les vieillards qui détenaient le pouvoir à Berlin-Est savaient bien qu'ils ne pouvaient emboîter le pas à un Mikhaïl Gorbatchev, à moins d'amorcer un mouvement qui aboutirait inéluctablement à leur élimination et à la disparition de l'Etat qu'ils avaient fondé sur les ruines du nazisme. Au contraire, on a découvert, après la chute du mur, que l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev avait coïncidé avec le développement monstrueux de la Stasi, la police politique est-allemande, dont les effectifs avaient atteint le chiffre presque incroyablement de 200 000 personnes pour une population de 16 millions d'habitants.

Personne pourtant, en RFA, ne croyait à un effacement imminent du régime est-allemand avant le mouvement de fureur massive vers l'Ouest de l'été 1989 et le début des « manifestations du lundi » à Leipzig, à l'automne suivant.

La RDA n'est ni la Pologne ni la Hongrie, se disait-on à Bonn. Les hommes politiques et les analystes ouest-allemands étaient, eux aussi, victimes de l'appareil de propagande est-allemand, prenant pour argent comptant les statistiques économiques triomphalistes énoncées à Berlin-Est. Le calme apparent de la population était

considéré comme une sorte d'acceptation, au moins passive, d'un régime que l'on voyait promis à une évolution lente vers une libéralisation plutôt qu'à l'effacement dans un tourbillon révolutionnaire.

Les craquements en profondeur de la société de la RDA n'étaient perçus que par de rares observateurs, qui avaient noté, dès le mois de mai 1989, que l'ouverture de la frontière austro-hongroise, le 2 mai, et les fraudes manifestes des élections municipales du 7 mai avaient profondément modifié l'état d'esprit dans le pays.

On se fondait plutôt sur le fait que les défections parmi les personnes autorisées à effectuer un voyage en République fédérale — plus d'un million en 1988 — étaient minimes pour conclure, un peu rapidement, que le régime de Berlin-Est était sinon approuvé, du moins toléré par la majorité de la population.

Au début du mois de juillet, pourtant, on pouvait observer un afflux plus important que de coutume de citoyens est-allemands dans les représentations diplomatiques de la RFA à Berlin-Est, à Prague, à Budapest et à Varsovie. Lassés d'attendre l'autorisation d'émigrer vers l'Ouest, demandée parfois depuis plus de quatre ans, ces personnes voulaient parvenir à leurs fins dans le cadre de la procé-

ture de « règlement des cas humanitaires », grâce à l'intervention de l'avocat Wolfgang Vogel, homme de confiance d'Erich Honecker. Le gouvernement de Bonn était plutôt embarrassé par cette évolution. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Jürgen Chrobog, demandait alors aux journalistes allemands de ne pas faire état de ces informations, pour ne pas provoquer un afflux supplémentaire de candidats à l'émigration.

Le train est en marche

L'attitude des cercles dirigeants ouest-allemands était alors dominée par le souci de ménager un Mikhaïl Gorbatchev qui venait d'effectuer une visite triomphale en RFA, de stabiliser la nouvelle position acquise sur le plan européen et international par une République fédérale qui voyait diminuer peu à peu la différence entre son poids économique et son influence politique.

Le chancelier Kohl, entraîné par son ministre des affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, pouvait s'estimer satisfait des conclusions du sommet de l'OTAN du mois de mai 1989 : il avait réussi à imposer le report de la décision de moderniser les fusées nucléaires à courte portée. L'unité allemande, invoquée rituellement dans les discours dominicaux des hommes politiques de droite, n'était pas à l'ordre du jour de l'action politique quotidienne.

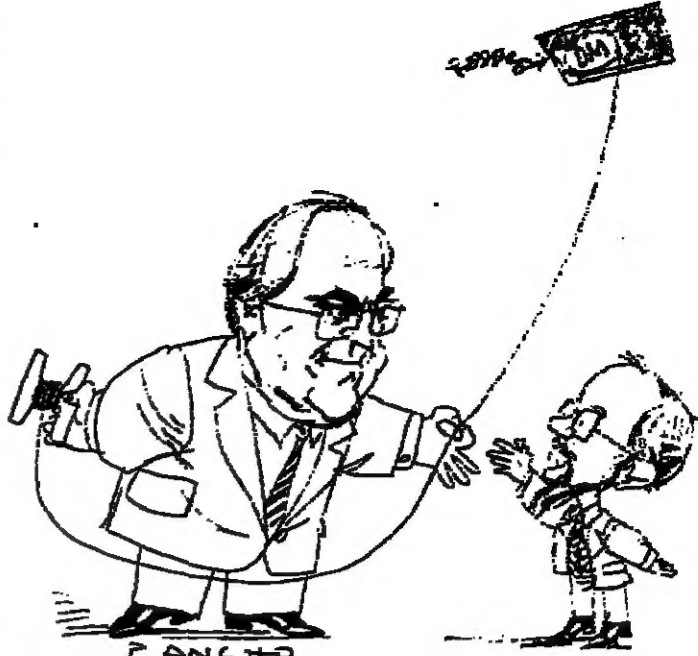
La politique de grands travaux de prestige inaugurée par le chancelier Kohl — un musée de l'his-

toire allemande à Berlin-Ouest, la construction de nouveaux sièges de ministères à Bonn — partait plutôt du principe que l'unité du pays se réaliserait dans la foulée d'un rapprochement des deux parties de l'Europe, et non le contraire.

Et pourtant « le train de l'unité allemande », pour reprendre une métaphore ferroviaire abondamment utilisée par la suite par le chancelier, était en marche. Les dirigeants de Bonn ont mis deux mois pour comprendre qu'il convenait de s'installer dans la locomotive pour en devenir le maître des horaires et de la destination. Le 18 octobre, Erich Honecker était destitué par le bureau politique du SED. Le 20 décembre, acclamé par les foules de Dresde clamant : « Nous sommes un peuple ! » et agitant des drapeaux ouest-allemands, Helmut Kohl a compris qu'il pouvait être, sans l'avoir vraiment cherché, le chancelier de l'Allemagne unifiée.

Les épisodes Egon Krenz et Hans Modrow, dirigeants communistes tenant l'un après l'autre de sauver une identité et une souveraineté est-allemandes en pleine décomposition, passaient rapidement aux pertes et profits de l'histoire : le temps n'était plus à la réforme, mais à l'élimination d'un régime et d'un Etat dont seuls quelques intellectuels, à l'Est comme à l'Ouest, percevaient encore la nécessité. Les élections du 18 mars en RDA furent un triomphe pour le chancelier Kohl et la CDU, qui avaient séduit l'électorat en leur promettant le pain et les roses, en l'occurrence le deutschmark et la rapide intégration de la RDA à la République fédérale.

L'idée d'offrir ce fameux deut-



schemark aux frères de l'Est comme cadeau d'entrée dans la communauté des nations libérées de la dictature post-stalinienne ne vient pourtant pas du chancelier ou d'un membre de son gouvernement : ils s'en saisissent après qu'un député social-démocrate, Ingrid Matthäus-Mayer, l'ait lancée dans un article de l'hebdomadaire *Die Zeit*, au mois de janvier. C'était, il faut bien le dire, une de ces idées simples et géniales auxquelles les gens supposés être compétents n'osent pas penser : le jour même où le chancelier annonçait son intention de réaliser l'union monétaire avec la RDA, le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Pöhl, était en train de négocier avec le directeur de la Banque d'Etat de la RDA une aide pour assurer la convertibilité du mark-Est.

succès et la puissance de la RFA n'a aucun équivalent dans l'histoire moderne. « Les difficultés qui nous semblent aujourd'hui presque insurmontables se révéleront peut-être plus simples à maîtriser que nous le pensons », nous confiait récemment le ministre des postes et des télécommunications, Christian Schwarz-Schilling. « D'autres en revanche, auxquelles nous ne pensons pas encore, vont exiger des réactions rapides ».

Les gouvernements de l'Allemagne unie vont devoir faire preuve d'un sens de l'improvisation économique et politique hors du commun. L'affaire sera d'autant plus compliquée que le passage difficile de cet automne coïncidera avec le point culminant d'une campagne électorale qui s'annonce impitoyable. Le chancelier Kohl et ses amis chrétiens-démocrates parient sur un « second miracle économique » qui fera rapidement de la RDA un pays florissant, alors que son adversaire social-démocrate Oskar Lafontaine, qui a qualifié l'union monétaire de « décision éminemment fautive », compte faire ses choux gras électoraux des ratés, à son avis inévitables, d'une unification menée à train d'enfer.

« Deux âmes, hélas, habitent mon cœur », disait Goethe à son Faust. On ne saurait mieux caractériser les sentiments qui se sont manifestés chez de très nombreux Allemands au cours de cette période décisive pour l'avenir de leur nation. La première les incite à se laisser aller à l'émotion de l'unité nationale retrouvée. L'autre âme, en revanche, celle de cette nouvelle Allemagne occidentale qui s'était fort bien accommodée de son intégration dans l'ensemble ouest-européen, tremble de peur à l'idée de vivre désormais dans ce pays « plus oriental, plus norique et plus protestant » défini par Volker Rübe, secrétaire général du Parti chrétien-démocrate.

LUC ROSENZWEIG

« Deux âmes habitent mon cœur », disait Faust

Ce rôle central assigné à la monnaie — « cet équivalent allemand de la force de frappe française », notait ironiquement le secrétaire général de l'Elysée M. Jean-Louis Bianco — est caractéristique de la conscience allemande d'après-guerre. En 1988, on avait fêté avec un grand déploiement de faste le quarantième anniversaire de la réforme monétaire de 1948, qui avait été à l'origine du « miracle économique » ouest-allemand des années 50 et 60. Cette idolâtrie de l'unité monétaire s'était étendue depuis bien longtemps déjà à la population de la RDA. On attendait le deutschmark comme la manne dans le désert.

La République fédérale va se trouver, le 2 juillet, face à l'un des défis les plus hasardeux de toute l'histoire allemande. Assurer le passage d'une économie planifiée prusso-marxiste à cette « économie sociale de marché » qui a fait le

RDA

Un preneur d'otages soviétique tué par la police

Une unité d'élite de la police est-allemande a tué par balle lundi soir 25 juin un soldat soviétique qui avait pris en otage une famille. C'est le plus grave incident connu impliquant un membre des forces soviétiques en RDA.

Le militaire — un caporal de dix-neuf ans basé à Magdebourg — avait déserté son cantonnement dans la matinée. Il a surgi un peu plus tard dans un camping de la région, fusil-mitrailleur à la main, et forcé un couple et ses deux enfants à monter dans une voiture sous la menace de son arme.

Selon le compte-rendu publié mardi par le ministère est-allemand de l'intérieur, la voiture a ensuite été prise en chasse par une unité spéciale anti-terroriste et bloquée à un barrage de police.

Le soldat soviétique, dont le

ministère n'a pas communiqué l'identité, a alors ouvert le feu sur les forces de l'ordre, blessant un policier. Les spécialistes anti-terroristes ont riposté et l'ont abattu. Outre son arme, il avait 800 cartouches sur lui.

Le couple et les deux enfants n'ont pas été blessés et ont été conduits en état de choc dans un hôpital. L'incident est intervenu alors que les tensions s'accroissent entre les Allemands de l'Est et les quelque 380 000 soldats soviétiques stationnés dans le pays. Plusieurs manifestations ont été signalées ces dernières semaines devant des bases de l'armée rouge. Samedi 23 juin, des milliers d'Allemands de l'Est ont défilé devant un aéroport militaire soviétique près de Leipzig (Sud) pour protester contre les vols à basse altitude. — (AFP)

Crédit National



Le Crédit National et le rayonnement des entreprises françaises à l'étranger

Pour faire face à la mondialisation des marchés et des échanges et résister à une concurrence de plus en plus vive et diversifiée, les sociétés françaises ont réalisé d'intenses efforts à l'exportation, développé une stratégie dynamique d'implantation industrielle et commerciale à l'étranger.

Partenaire de l'entreprise à tous ses stades de développement, le Crédit National met à leur disposition une gamme diversifiée de services et de prêts : prêts à long et moyen terme en devises (dollars, Ecu...) apports en fonds propres, ingénierie financière de pointe, crédit-bail immobilier et mobilier. Sa filiale, la Banque CISA, est active dans les crédits à l'exportation.

En outre, par ses filiales implantées aux États-Unis et en Europe, ou grâce aux accords de coopération passés avec des partenaires financiers étrangers, il offre aux entreprises la possibilité de bénéficier dans de nombreux pays, des moyens de financement les plus adaptés.

Le Crédit National confirme ainsi sa vocation de partenaire privilégié des entreprises françaises à l'étranger.

BASTÉ

Groupe BDDP

BUREAU VERITAS

CLUB MÉDITERRANÉE

ÉRAM

HACHETTE

CENTRES E. LECLERC

MAJORETTE

MATRA

PECHINEY

3 SUISSES INTERNATIONAL S.A.

Crédit National - 45, rue Saint-Dominique, 75000 Paris - Tél. (1) 45.50.92.05

Avec Le Monde sur Minitel

ENSAE : SEA Maths

ADMISSIBILITÉ

36.15 LE MONDE

Tapez RES

Handwritten signature or mark.



Pour une musique à couper le souffle, nous lui avons coupé le sifflet.

Le souffle d'une cassette audio est aussi déplaisant que le sifflement d'un serpent. En travaillant avec les meilleurs ingénieurs du son, Du Pont de Nemours a apporté une sensible amélioration en créant une nouvelle couche magnétique. Le résultat: le cristal magnétique de dioxyde de chrome (CrO_2). Cette découverte a révolutionné la qualité des cassettes audio, des bandes vidéo et

des bandes informatiques. De tout temps, Du Pont de Nemours a cherché la note parfaite pour aboutir à de tels succès technologiques.

Chaque année ce sont plus de 600 millions de cassettes au chrome qui sont fabriquées! Alors, s'il vous arrivait d'entendre un sifflement désagréable en écoutant une cassette au chrome, vérifiez qu'il n'y ait pas un serpent dans la pièce...

Du Pont et la vie.

Certes, la couche magnétique au chrome est une réussite connue.

Mais le succès de Du Pont de Nemours s'étend à bien d'autres domaines: médecine, électronique,

énergie... C'est ainsi qu'à travers la mise au point de matériaux révolutionnaires, Du Pont de Nemours contribue à l'amélioration de la qualité de la vie.

Pour toute information concernant Du Pont de Nemours, contacter: Du Pont de Nemours (France) S.A., 137 rue de l'Université, 75334 Paris, Cedex 07 - Tél.: (1) 45.50.63.81.

De meilleurs produits pour une vie meilleure.



EUROPE

HONGRIE

Le Parlement a voté le retrait du Pacte de Varsovie

Le Parlement hongrois a adopté mardi 26 juin, à l'unanimité, une résolution chargeant le gouvernement d'entamer des négociations avec les pays membres du pacte de Varsovie en vue du retrait hongrois de cette organisation. Quatre députés se sont abstenus. Si les négociations n'aboutissent pas, la Hongrie entend quitter le pacte avant la fin de 1991, comme l'avait déjà annoncé le gouvernement au début du mois.

BUDAPEST

correspondance

Le Parlement hongrois a souligné que la Hongrie n'entendait appartenir à aucun bloc militaire après son retrait. Le ministre de la défense, M. Lajos Fülöp, avait récemment précisé devant les députés l'avenir envisagé pour l'armée hongroise : elle ne sera pas professionnalisée - cela coûterait six fois plus cher que l'armée conventionnelle - mais réduite et redéployée en défense, non plus seulement face à l'Ouest, mais sur toutes ses frontières.

La réduction déjà prévue par le gouvernement des ex-communistes réformateurs sera menée à bien jusqu'en 1992 : 37 000 personnes quitteront l'armée, qui comptera 98 000 soldats dont 25 000 officiers et sous-officiers de carrière, 50 000 appelés et 15 000 civils. La moitié du corps des généraux (quarante-cinq personnes) a déjà été limogé depuis un an.

La Hongrie payait ses contributions au pacte de Varsovie selon le nombre de ses officiers (dix-sept

délégés au quartier général de l'armée du pacte de Varsovie. Dès le rappel de ces officiers, la Hongrie cessera de payer. Mais dès l'an prochain, elle devra régler en devises les armes et munitions fournies par l'URSS, comme toutes les autres transactions commerciales. C'est pour cela qu'à Budapest, on envisage d'acheter des armes en Occident, en Allemagne, en Suisse ou en France.

Mais le contentieux financier sur le retrait des troupes soviétiques de Hongrie (le Monde du 11 mai), qui doit être achevé à l'été 1991, ne fait que s'aggraver : après le général Burakov, commandant des troupes soviétiques en Hongrie, le vice-président de la commission de la défense nationale du Parlement soviétique a menacé ouvertement, dit-on à Budapest, de laisser stationner des artilleurs dans la Hongrie ne commence pas à verser des dédommagements pour les bases abandonnées.

Selon le général hongrois Annus, chargé des problèmes liés au retrait, « les sommes globales réclamées au début par Moscou atteignaient 2,7 milliards de roubles. Maintenant, elles sont réduites à 1,5 milliard. Mais les Soviétiques ne sont pas capables de déduire cette facture. Et ils ne veulent pas encore décompter les dégâts faits par l'armée soviétique, par exemple en 1956, lorsqu'elle a détruit une grande partie de Budapest ». De toute façon, soulignent les Hongrois, le monde ne connaît pas d'exemple d'un pays occupé remboursant l'occupant après son retrait et le nouveau ministre de la défense, historien de formation, disait d'ailleurs dans les couloirs du Parlement : « Quand les Turcs, après quatre cents ans d'occupation, ont dû quitter la Hongrie, ils n'ont pas été non plus dédommages ».

LAZSLO LISZKAI

Budapest a abrité « Carlos » au début des années 80

BUDAPEST

correspondance

Le groupe terroriste d'Ilich Ramírez Sanchez - alias « Carlos » - avait trouvé refuge à Budapest au début des années 80, a révélé, mardi 26 juin, devant le Parlement, le nouveau ministre de l'Intérieur, M. Bakas Horvath. Il a précisé avoir demandé au procureur général l'ouverture d'une enquête contre plusieurs ex-délégués ayant autorisé l'hébergement du groupe.

La télévision a cité, dans la soirée, le ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Andras Benkai, qui a réfuté ces accusations. Mais un ancien responsable des services

secrets hongrois a confirmé que « Carlos » et ses compagnons vivaient en Hongrie entre 1979 et fin 1981, avec l'accord du bureau politique du Parti. « Carlos » aurait promis qu'il n'organiserait aucune action pendant ses « vacances » dans le pays. Les membres du groupe louaient plusieurs appartements à Budapest et possédaient plus de trente passeports, des faux-papiers qui leur permettaient de voyager. Selon la même source, « Carlos » fut expulsé de Hongrie, qui préparait son arrestation à l'été 1982. Il se serait ensuite caché en Roumanie, puis en RDA, l'URSS ayant refusé de l'accueillir.

L.L.

EUROPE 93

Les conclusions du sommet de Dublin

Les Douze se sont fixé d'importants rendez-vous pour le second semestre

Les Douze, réunis à Dublin les 25 et 26 juin, se sont séparés avec un programme chargé pour le deuxième semestre, sous présidence italienne. Au calendrier notamment : la décision sur des mesures concrètes d'aide économique à l'URSS et une décision définitive sur le siège du Parlement européen en octobre, ainsi que l'ouverture en décembre des deux conférences intergouvernementales sur l'union économique et monétaire et sur l'union politique.

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

« La décision fixant la date de convocation des deux conférences intergouvernementales sur l'union économique et monétaire (UEM) et sur l'union politique est passée comme une lettre à la poste. J'avais envie de me frotter les yeux. La surprise était joyeuse, ainsi manifestée par M. François Mitterrand à l'issue du conseil européen, particulièrement peu conflictuel, témoigne de l'évidente accélération du processus d'intégration communautaire. »

Le chancelier Kohl, sensible à la nécessité de donner une caution européenne à la réunification des deux Allemagnes, a mis une sourdine aux hésitations que suscitait chez lui, il y a moins

d'un an - pour des raisons de bonne gestion économique, inspirées par la Bundesbank, - le projet d'union économique et monétaire.

Par ailleurs, en dépit d'une certaine réticence à l'égard d'une certaine manière d'agir française, parfois perçue comme arrogante (l'affaire de la BERD en est un exemple récent), l'initiative prise en avril, par Paris et Bonn, de relancer l'union politique semble acceptée avec plus de confiance par les pays partenaires. La suspicion à l'égard d'un projet qui, inévitablement, remet en cause la répartition des pouvoirs entre les institutions de la CEE et, par là même, un certain confort intellectuel n'est sans doute pas complètement retombée. Mais l'approche réaliste et pragmatique sur laquelle a insisté M. Mitterrand est de nature à apaiser ceux qui craignent pour la souveraineté des Etats.

M. Jacques Delors reconduit

En outre, les craintes à l'égard d'une menace de dérive franco-allemande d'un retour aux procédures intergouvernementales semblent moins vives, comme si « la finalité fédérale » assignée à terme à l'union par le président français - en écho à un propos de M. Wilfried Martens, le premier ministre belge - avait suffi à rassurer. Les garanties qu'a tenu à donner le président de la République à la Commission et à son président, M. Jacques Delors - reconduit avec les applaudis-

sements du public pour un nouveau mandat de deux ans jusqu'à la fin 1992, - n'ont pas été superflues.

Les procès d'intention étant, au moins provisoirement, écartés, M^{me} Margaret Thatcher était privée de son travail de sage ou de retardement. Sa proposition d'« écouler » mis en circulation parallèlement aux monnaies nationales, n'a guère trouvé d'écho, même si M. Jacques Delors, conformément à son rôle, a promis qu'elle serait discutée. « Ce qu'il nous faut, c'est une monnaie et une politique monétaire communes », s'est exclamé M. Marc Eyraud, le ministre belge des affaires étrangères, exprimant un point de vue largement partagé.

La majorité des Etats membres a estimé, avec MM. Mitterrand et Kohl, que les succès de l'intégration économique méritaient un prolongement en matière de politique étrangère. Sans attendre les résultats de la conférence intergouvernementale, le conseil européen - cohérent avec lui-même, a estimé M. Delors - a fait connaître son intention d'aider l'URSS de M. Mikhail Gorbachev à déboucher sur la politique de réformes. C'est la Commission Delors - un nouveau succès pour elle - qu'est revenue la charge d'analyser les besoins de l'union soviétique et de proposer des solutions pour y répondre.

Son rapport sera examiné à l'occasion d'un conseil européen, qui se tien-

dra à Rome en octobre et au cours duquel de premières décisions opérationnelles pourraient être prises. MM. Kohl et Mitterrand croient qu'il faut aider ceux qui, à Moscou, sont convaincus de la nécessité d'évoluer vers l'économie de marché. M^{me} Thatcher affirme que l'aide occidentale serait gaspillée si elle intervenait avant que la politique de réformes ait connu un début d'application effective. Le conseil européen a tranché en faveur des premiers.

Il est possible que le premier ministre britannique trouve le soutien du président George Bush, lors du sommet des sept pays les plus industrialisés, début juillet à Houston. C'est en tout cas le pronostic de M^{me} Mitterrand et Delors. L'un et l'autre, cependant, ont averti qu'un tel appui ne suffirait pas à faire renoncer la Communauté.

PHILIPPE LEMAITRE

D. L'Afrique du Sud satisfait. - L'attention exprimée par les Douze d'assouplir progressivement les sanctions contre l'Afrique du Sud a été bien accueillie à Johannesburg. Le ministre des affaires étrangères, M. P. Botha, a déclaré mardi 26 juin que la Communauté européenne avait restauré la respectabilité internationale de son pays en prenant acte de la politique de réformes de M. Frederik De Klerk. - (AFP, Reuters)

Les principales décisions

Voici les principales points du document de conclusion du conseil européen des 25 et 26 juin :

Union politique, union monétaire. Le Conseil a convenu une conférence intergouvernementale sur l'union politique qui s'ouvrira le 14 décembre à Rome. Elle travaillera parallèlement à la conférence sur l'union économique et monétaire qui s'ouvrira le 13 décembre. Les deux conférences doivent mener leurs travaux respectivement dans la perspective d'une ratification de leurs résultats avant la fin de 1992.

Aide à l'URSS. Le Conseil, qui soutient les efforts déployés par l'URSS pour s'acheminer vers un système démocratique et une économie de marché, a décidé d'intervenir économiquement. Il a chargé la Commission de consulter le gouvernement soviétique « afin d'élaborer d'urgence des propositions portant sur les crédits à court terme et le soutien à apporter à plus long terme aux réformes structurelles ».

La Commission consultera des experts de la Banque européenne d'investissement, du FMI et de la BERD (c'est-à-dire son président). Elle soumettra ses conclusions au conseil européen extraordinaire du 27 octobre à Rome. La Commission examinera d'autre part la proposition du gouvernement néerlandais de créer un réseau européen de l'énergie.

CSCE. Les Douze proposent que le sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe se tienne le 19 novembre à Paris. Ils proposent « des réunions régulières des chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que des ministres des affaires étrangères de la CSCE, la création d'un secrétariat administratif restreint et la tenue de réunions de suivi plus fréquentes (...). Les Douze renouvellent leur engagement à poursuivre de parier d'une seule voix des questions sur lesquelles ils ont « un intérêt commun essentiel » dans le cadre de la CSCE.

Lutte contre la drogue. Les Douze demandent la création d'un service central européen de renseignements en matière de drogue « si possible avant la fin de l'année ». Ils souhaitent adopter avant juillet 1991 une proposition sur le blanchiment de l'argent et demandent au CELAD (Comité européen de lutte antidrogué) d'élaborer un plan de lutte pour le sommet des 14 et 15 décembre à Rome.

Afrique du Sud. Les Douze proposent un « relâchement graduel » des sanctions imposées en 1986 à l'Afrique du Sud, quand apparaîtra la preuve que les changements intervenus ces derniers mois continuent « de manière profonde et irréversible ». Ils rendent hommage « à la clairvoyance et au courage » du président De Klerk.

Proche-Orient. Le Conseil rappelle qu'il prône la tenue d'une conférence internationale de paix avec participation de l'O.L.P. Il condamne « la politique d'implantation israélienne dans les terri-

toires occupées comme un obstacle croissant à la paix dans la région ». Tout en reconnaissant le droit des juifs soviétiques d'émigrer en Israël et ailleurs, il se dit convaincu que ce droit « ne saurait être appliqué au détriment des droits des Palestiniens dans les territoires occupés ».

Soutien à la Grèce. Les Douze ont décidé d'aider la Grèce à restructurer son économie et ont demandé à la Commission européenne d'examiner des mesures en ce sens. Ils « se félicitent des premières mesures adoptées par le gouvernement grec en vue de stabiliser, moderniser et développer l'économie ». Athènes pourrait obtenir une garantie de la CEE pour 2 milliards de dollars d'emprunts l'aide à financer la part à sa charge dans les plans de développement régionaux soumis à la Communauté, soit 1 400 milliards de drachmes (8,4 milliards de dollars).

AFRIQUE

LIBERIA : après la rupture des négociations

Les rebelles sont décidés à s'emparer de la capitale

ABIDJAN

correspondance

Après avoir refusé de reprendre les pourparlers de paix à Freetown, en Sierra-Leone (nos dernières éditions du 27 juin), les rebelles de M. Charles Taylor ont décidé de poursuivre le combat pour tenter de s'emparer de la capitale, Monrovia.

La médiation des chefs religieux de Monrovia s'est donc finalement soldée par un échec. Suspendues le 16 juin, les négociations de paix entre le gouvernement et les représentants du Front national patriotique du Liberia (NPFL) n'ont pu reprendre comme prévu, faute d'interlocuteurs.

La dégradation des maquisards de Charles Taylor, en transit à Abidjan lundi 25 juin, a renoncé à se rendre à Freetown. « Nous avions bien précisé que notre préalable à un cessez-le-feu était le départ de Samuel Doe », a affirmé M. Tom Woweiyu, le chef de cette délégation.

Depuis la rupture des négociations avec le gouvernement, les rebelles du NPFL jouent la carte de l'intimidation et laissent entendre qu'une attaque de Monrovia est imminente. Les éléments les plus avancés se trouvent à moins de 20 kilomètres de la capitale. Dimanche dernier, ils ont attaqué le campus universitaire de Pen-

deil. Les combats ont duré une demi-heure et les professeurs résidant sur place ont dû s'enfuir.

Mais l'assaut final des rebelles sur la capitale s'annonce difficile et sanglant, tout comme l'a été le mois dernier la prise du port minéralier de Buchanan. En effet, les maquisards du NPFL, spécialistes de la guérilla en brousse, paraissent nettement plus vulnérables dans le combat de rue. M. Taylor, fort du soutien des Etats-Unis, sait que la victoire est à sa portée.

Le « lâchage » américain

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les éléments du NPFL ont épargné l'émetteur radio de la Voix de l'Amérique lors de l'attaque, samedi, de Careysburg, à quelque 30 kilomètres de Monrovia.

La semaine dernière, M. Herman Cohen, secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires africaines, reconnaissait implicitement que son gouvernement avait « lâché » l'actuel président libérien. « Samuel Doe a peu de chance de s'en sortir dans le cas d'un conflit armé avec les rebelles », affirmait-il. Aujourd'hui, Washington tente de persuader Samuel Doe, arrivé au pouvoir il y a dix ans par un putsch sanglant, de partir. Le Nigeria serait prêt à le recevoir.

ROBERT MINANGOY

ZAMBIE : une vingtaine de morts au cours des émeutes

Le couvre-feu a été décrété à Lusaka

Le couvre-feu, de 18 h à 6 h, a été décrété, mardi 26 juin, à Lusaka par le gouvernement zambien. Une vingtaine de personnes ont déjà péri, selon des sources hospitalières, au cours des émeutes qui ont débuté lundi. A l'hôpital universitaire, on précise que quatre étudiants ont été tués par la police antiémeutes sur le campus et que plus de 150 personnes ont été blessées. La police refuse de donner le chiffre des victimes.

Le président Kenneth Kaunda est rentré d'urgence à Lusaka, interrompant ses vacances. Le journal progouvernemental *Daily Mail* a indiqué que des incidents s'étaient aussi produits à Ndola, Kitwe et Chingola, villes de la Copperbelt, la ceinture des mines de cuivre.

Les émeutes et les pillages ont commencé dans la capitale à la suite d'une manifestation d'étudiants protestant contre le doublement du prix du maïs, nourriture de base de la population. Ils récla-

maient également que le gouvernement fasse appel à des observateurs étrangers pour surveiller le déroulement du prochain référendum sur l'instauration du multipartisme dans le pays.

Depuis le début de l'année, l'opposition au monopartisme a cessé de croître. Les milieux syndicaux ont ouvertement critiqué son maintien, tandis que d'anciens ministres du Parti unifié de l'indépendance nationale (UNIP) ont accusé le chef de l'Etat d'autocratie.

L'augmentation du prix du maïs, la semaine dernière, n'est que l'une des mesures décidées par le gouvernement zambien pour mettre fin aux subventions des produits de consommation courante. En décembre 1986, des hausses portant sur des produits de première nécessité avaient déjà provoqué des émeutes qui avaient fait quinze morts. - (AFP)

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de Traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 47-07-77-13 - 45-78-75-80 - 45-09-02-72
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut Britannique de Paris

Le RPR se déclare « très préoccupé » par les résultats

Les propos du président François Mitterrand, qui avait affirmé lundi 25 juin à Dublin que l'union politique devait avoir « une finalité fédérale », « révélerait désormais clairement les intentions des socialistes : faire disparaître l'identité de la France dans une fédération européenne », a déclaré le RPR, mardi, dans un communiqué.

« Depuis plusieurs années déjà, les intérêts de notre pays ne sont plus défendus par le gouvernement socialiste dans les instances communautaires », estime le RPR.

« Aujourd'hui, l'affirmation de la finalité fédérale de la Communauté concrétise ces abandons successifs de souveraineté », poursuit-il.

Par ailleurs, le secrétaire général de la formation, M. Alain Juppé, a déclaré mercredi sur RMC que le RPR était « très préoccupé » par les résultats du sommet de Dublin. « Nous ne voulons pas au niveau européen que le fait national, les nations disparaissent. Cela serait une catastrophe », a affirmé M. Juppé. - (AFP)

La controverse sur le siège du Parlement européen

Il est urgent d'attendre...

La controverse entre la France et la Belgique n'a pas éclaté. Malgré la détermination de Paris de voir la question du siège du Parlement européen définitivement tranchée au cours de ce sommet, les Douze ont reporté à octobre une éventuelle décision.

« J'ai décidé que la présidence à venir était dotée d'une plus grande sagesse, d'une plus grande expérience et d'un plus grand tact que moi sur pareille question », a affirmé le premier ministre irlandais, à l'issue du conseil. « A l'unanimité, nous sommes convenus de charger M. Andreotti (premier ministre italien) de préparer la recherche d'une solution », a ajouté M. Charles Haughey.

M. François Mitterrand n'a pas exclu d'aboutir à un accord sous présidence italienne. « J'ai l'expérience des sommets européens. Je vois comment les choses

mûrissent. Il me semble que nous arrivons au terme », a déclaré le président en rappelant la position française : Paris « n'entend pas accepter » que soient fixés les sièges des nouveaux organismes communautaires tant que celui du Parlement européen n'aura pas été définitivement confirmé à Strasbourg, où devront se tenir « toutes les sessions, ordinaires et extraordinaires » pour éviter que « très rapidement tout ne devienne extraordinaire » (le Parlement européen s'est prononcé, en avril, en faveur d'un compromis autorisant la tenue de sessions extraordinaires à Bruxelles).

A Paris, un groupe d'étude intitulé « Strasbourg, capitale parlementaire européenne », composé de cent-quatre-vingt députés, devait prendre officiellement naissance mercredi 27 juin, à l'initiative de M. Jean-Marie Caro, député du Bas-Rhin.

الجزيرة

Dublin

tants rendez-vous nestre

blie pour un nouveau
se ans (jusqu'à la fin
pas été supérieures.
d'intention était, au
soirement, écartés.
Fischer était privée des
d'été suit souvent sous
conseil européen pour
val de sept ou de dix
position d'« écu dur »,
sion parallèlement aux
sonales, n'a guère trouvé
et M. Jacques Delors,
à son rôle, a promis
à discuter. « Ce qu'il nous
le moment et une politique
« équilibrée », s'est exclamé
Delors, le ministre belge des
Economie, exprimant un point
de vue largement partagé.

La majorité des Etats membres a
accepté, avec M. Mitterrand et Kohl,
que les succès de l'intégration écono-
mique entraînent un prolongement en
matière de politiques étrangères. Sans
attendre les résultats de la conférence
inter-gouvernementale, le conseil euro-
péen - co-présidé avec lui-même, a
décidé de Dublin - a fait connaître son
avis. L'URSS de
M. Gorbatchev a décliné l'invitation
à participer à la conférence. L'« écu à la
Communauté Delors - un nouveau sac-
cage pour elle - qu'il revient la charge
d'expliquer les besoins de l'Union sovié-
tique et de proposer des solutions pour
y répondre.

Un rapport sera examiné à l'occa-
sion d'un conseil européen, qui se tien-

dra à Rome en octobre et se pen-
chera sur des questions de nature
opérationnelles. Pourrait être prise
MM. Kohl et Mitterrand. Les deux
chefs d'Etat ont été convaincus de la nécessité de
vers l'économie de marché. M. Kohl
serait gâché si elle intervenait au
début d'application d'un conseil
européen à trancher en faveur
des premiers.

Il est possible que le premier mini-
stre britannique trouve le soutien de
président George Bush, lors du som-
met des sept pays les plus industrialisés
début juillet à Houston. C'est ce que
le président de MM. Mitterrand et
Delors. L'un et l'autre, cependant, ne
font pas le même jeu. M. Mitterrand
a fait renouer la Communauté.

PHILIPPE LEMAITRE

L'Afrique du Sud s'attend à
l'intention exprimée par les
Douze d'assouplir progressivement
les sanctions contre l'Afrique du
Sud a été bien accueillie à Jor-
nesburg. Le ministre des affaires
étrangères, M. Pié Botha, a déclaré
le 26 juin que la Communauté
européenne avait restauré la sta-
bilité internationale de son
pays en prenant acte de la poli-
tique de réformes de M. F. W. de
Klerk. (AFP, Reuters)

ales décisions

La lutte contre la drogue. Les
Douze demandent la création d'un
service central européen de rensei-
gnement en matière de drogue. Le
projet de loi de l'Union européenne
adopté avant juillet
1991 sera proposé sur le plan
européen de l'argent et demandent
au CELAD (Comité européen de
lutte antidrogue) d'élaborer un
plan de lutte pour la fin de l'année
1991 et 1992.

Alégresse du Sud : Les Douze pro-
posent un « relâchement graduel »
des sanctions imposées en 1986 à
l'Afrique du Sud, quand apparaitra
la preuve que les changements
économiques ont débarrassé le pays
de la menace d'apartheid et
d'apartheid. Ils rendent hommage
à la « coopération et au courage »
du président De Klerk.

Proche-Orient. Le conseil rap-
porte qu'il prend la forme d'une
conférence internationale de haut
niveau pour discuter de l'avenir
politique du processus de paix.
Le conseil européen de l'Union
européenne a décidé de se réunir
à Bruxelles le 28 juin.

Les Douze ont décidé de se réunir
à la fin de l'année 1991 et 1992.
Le conseil européen de l'Union
européenne a décidé de se réunir
à Bruxelles le 28 juin.

Le conseil européen de l'Union
européenne a décidé de se réunir
à Bruxelles le 28 juin.

Le conseil européen de l'Union
européenne a décidé de se réunir
à Bruxelles le 28 juin.

Le RPR se déclare « très préoccupé » par les résultats

Les dirigeants du parti ont été
très préoccupés par les résultats
des élections. Ils ont décidé de
se réunir à la fin de l'année 1991
et 1992.

Le conseil européen de l'Union
européenne a décidé de se réunir
à Bruxelles le 28 juin.

La politique de l'Union européenne

Il est urgent d'attendre...

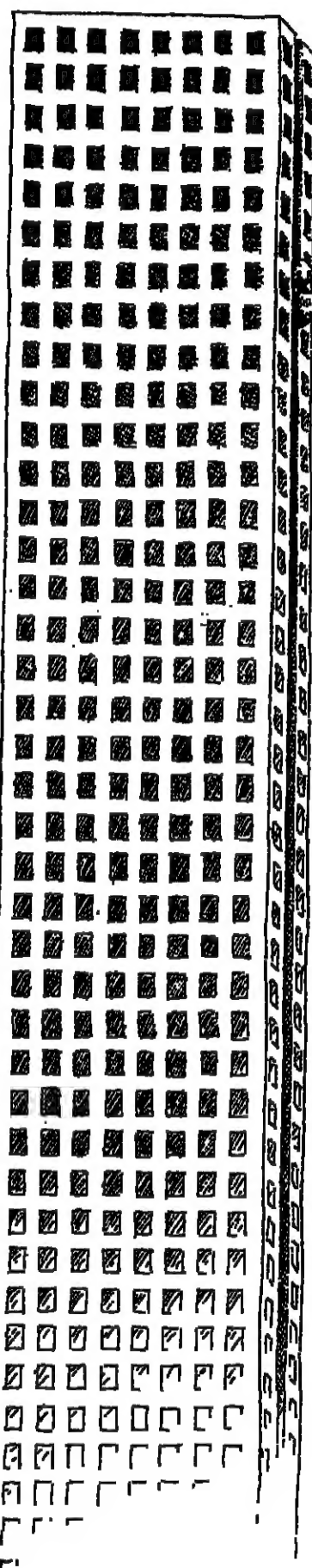
Le conseil européen de l'Union
européenne a décidé de se réunir
à Bruxelles le 28 juin.

Le conseil européen de l'Union
européenne a décidé de se réunir
à Bruxelles le 28 juin.

Le conseil européen de l'Union
européenne a décidé de se réunir
à Bruxelles le 28 juin.



Les hommes d'affaires vont être contents.
Delta Air Lines ouvre enfin un vol
Paris-Cincinnati.



- Robert, je veux retourner
dans l'avion.

A partir du 2 juillet, le nouveau vol Delta Air Lines va vous faciliter l'accès au Middle-West et à la côte Ouest des Etats-Unis.

Rien n'est plus beau et plus noble que la passion. Chez Delta Air Lines, la passion est notre métier. Et c'est sans aucun doute ce qui nous pousse à ouvrir notre nouveau vol sans escale vers les Etats-Unis : Paris-Cincinnati. Delta sera ainsi la seule compagnie aérienne offrant ce vol direct. Notre nouveau vol s'ajoute à notre vol Paris-Atlanta pour vous faire profiter d'un fabuleux réseau de correspondances vers plus de 240 villes en Amérique du Nord. Et comme toujours, notre amour du vol se vérifiera à travers le service à bord exemplaire qui fait que Delta Air Lines est élue numéro un parmi les principales compagnies aériennes américaines depuis 16 années consécutives*. Et pourtant, on sait à quel point certaines personnes sont inquiètes dès qu'elles quittent le plancher des vaches. Pour vos réservations, voyez votre agent de voyage ou appelez Delta à Paris au (1) 47.68.92.92. à Lyon, au (16) 78.38.17.59. à Marseille, au (16) 91.56.61.08. à Nice au (16) 93.82.24.03. à Toulouse au (16) 61.21.13.26.

*Statistiques du U.S. Department of Transportation.

PROCHE-ORIENT

IRAN : un an après la disparition de l'imam Khomeiny

Le régime reste en proie à des luttes intestines acharnées

Loin de mettre une sourdine au conflit larvé qui oppose les différentes tendances au sein du régime islamique, le tremblement de terre qui vient d'endosser l'Iran (lire page 12), a mis une nouvelle fois en relief les contradictions du régime. Le président Rafsanjani ne cesse d'éprouver des difficultés pour asseoir son autorité face aux radicaux.

TÉHÉRAN

de notre envoyé spécial

L'heure des règlements de comptes a-t-elle sonné en Iran, après une année de flottement et d'immobilisme du pouvoir islamique, consécutifs à la mort de l'imam Khomeiny ? Or le temps presse, tant la situation est grave et risquée de s'envenimer encore si aucun traitement n'est appliqué aux difficultés politiques et économiques du pays.

« La scène [politique] est silencieuse, mais, dans les coulisses, la lutte est acharnée », note un diplomate, observateur de longue date de la révolution iranienne. De l'avis de cet observateur, le président Ali Akbar Rafsanjani, qui reste l'homme fort de l'Iran, ne dispose plus guère de quelques mois pour remettre le pays en mouvement, s'il n'est pas déjà trop tard. Cela suppose qu'il vienne rapidement à bout de ses rivaux.

Car, si aucun des nombreux problèmes auxquels est confronté le régime n'a encore été réglé, c'est en raison des conflits internes qui minent et paralysent le pouvoir. Cette bataille oppose des personnalités religieuses ayant des vues très divergentes sur la meilleure façon « islamique » de traiter les problèmes.

La paralysie actuelle est d'autant plus grave que la classe politico-religieuse iranienne se bat sur les dossiers les plus brûlants, dont le règlement déterminera l'avenir de la république - qu'il s'agisse du conflit avec l'Irak, des problèmes régionaux, de l'affaire des otages du Liban, des relations avec l'Occident, et plus particulièrement avec les États-Unis et la Grande-Bretagne, ou de la situation socio-économique désastreuse. En outre, ces dossiers ont, au fil des décennies, en onze ans de révolution, été littéralement capotés par l'un ou l'autre des groupes rivaux, empêchant ainsi toute politique globale.

Oppositions internes et luttes fratricides ne sont pas nouvelles dans l'Iran islamique, dont la révolution a déjà dévoré nombre de ses enfants. Mais, depuis un an, la mort du « guide de la révolution » est venue modifier du tout au tout les rapports de forces : a disparu, avec l'imam Khomeiny, l'arbitre suprême susceptible de trancher et de faire taire les querelles - au moins provisoirement. Orphelins, les héritiers de l'imam savent qu'ils sont doublement exposés, qu'en l'absence de tout ciment véritable, de toute personnalité au charisme suffisant pour assurer la pérennité de la république, une bataille ouverte entre eux aurait de terribles effets sur l'édifice entier et pourrait être fatale au régime.

« Brûler les cartes de ses adversaires »

Dans les affrontements actuels, qui se déroulent derrière la scène et contrastent avec les empouilles publiques d'autant, un homme continue à dominer, même si, à l'instar de ses rivaux, il a dû, jusqu'à maintenant, avancer avec la plus extrême prudence : M. Rafsanjani, dont l'habileté lui a permis non seulement d'émerger mais, surtout, de ne jamais tomber - même après avoir trébuché. Sa tactique dans ce jeu d'ombres ? « Brûler les cartes de ses adversaires, sans les brûler eux-mêmes ; les désarmer et les neutraliser sans les tuer », explique un habitué des arcanes du pouvoir.

Pour ce faire, il dispose de l'alliance qu'il a dû nouer très tôt avec le « guide de la République islamique », l'ayatollah Ali Khamenei, et, plus récemment, avec le fils de l'imam défunt, M. Ahmed Khomeiny. Une alliance qui, pour être lourde d'arrière-pensées de la part de ces deux hommes qui ont, chacun, l'ambition de tenir la première place, n'en permet pas moins une parfaite distribution des rôles, et celle-ci donne l'impression d'une réconciliation entre la logique et celle de la révolution et celle de l'État. A M. Khamenei, l'idéologie,

à savoir la défense des « principes de la révolution » ; à M. Rafsanjani, la pratique des affaires de l'État ; quant à M. Ahmed Khomeiny, gardien de l'héritage de son père, il est la caution indispensable à tous.

Le fonctionnement de cette alliance est relativement simple : M. Khamenei, par exemple, défend le dogme en insistant sur le fait que la condamnation à mort prononcée par l'imam Khomeiny contre l'écrivain britannique (d'origine indienne) Salman Rushdie est « irrévocable ». Le lendemain, M. Rafsanjani n'a plus qu'à se retrancher derrière les paroles du « guide » pour, toutefois - réalisme oblige -, laisser la porte ouverte au rétablissement des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne en dissociant celles-ci de la fatwa (décret) de Khomeiny (le Monde du 8 juin).

M. Rafsanjani a pu, en outre, être tenté d'utiliser une nouvelle carte pour faire contrepoids à ses rivaux « radicaux », à la tête desquels se trouve le député de Téhéran et ancien ministre de l'Intérieur Ali Akbar Mohtashami : l'opposition libérale, qu'il avait contribué à écarter du pouvoir, à la faveur de la prise en otage du personnel diplomatique américain à Téhéran en novembre 1979. Fait exceptionnel, étant donné la dureté de la répression, les amis de M. Mehdi Bazargan (qui fut le premier chef de gouvernement nommé par Khomeiny au lede-

main de son retour en Iran, en février 1979) se sont, en effet, manifestés de façon spectaculaire, le 12 mai, en publiant une « lettre ouverte » à M. Rafsanjani dénonçant le « pillage » du pays par une « dynastie cléricale » dont le « despotisme » a mené l'Iran « au bord du précipice » (le Monde du 19 mai).

Or, contre toute attente, le chef de l'État a réagi avec modération à une telle audace, déclarant que « personne ne rejette ceux qui s'engagent à servir le peuple ». Mais, cette fois, c'est M. Rafsanjani qui s'est fait « brûler » cette carte : après que M. Mohtashami eut dénoncé « le complot de ces libéraux, chiens de garde des États-Unis », des proches de M. Bazargan, dont plusieurs anciens ministres signataires de la lettre ouverte au président, ont été arrêtés jeudi 14 juin (le Monde du 16 juin).

Risque d'explosion sociale

Si la prudence politique menée jusque-là par M. Rafsanjani pour assurer sa survie lui a peut-être permis de grignoter les « durs » de la révolution, elle lui a lié les mains et a paralysé le pouvoir, ce qui ne saurait, finalement, que se retourner contre lui. Car, de tous les dangers qui menacent le pouvoir, le plus grand est certainement aujourd'hui celui d'une explosion sociale, tant l'absence de gestion cohérente a contribué à dégrader la

situation intérieure, malgré les énormes potentialités du pays.

Un an après s'être hissé au sommet, M. Rafsanjani voit sa cote de popularité sans cesse s'éroder devant les difficultés croissantes de la vie quotidienne, qui ont mené à la déception l'espérance qu'une bonne partie de la population avait mise en lui et en ses capacités à se montrer « réaliste » ; mais il est vrai que la révolution islamique n'a jamais prétendu avoir une vocation « progressiste » ou purement sociale.

Des prix qui ne font que monter (dans un double système complexe de coupons de rationnement et de marché libre qui empêche tout calcul du taux exact d'inflation, dont les experts estiment qu'il est très largement supérieur au chiffre de 28,5 % avancé par les autorités), une « dollarisation » perverse de la vie économique (« on est payé en rials et on dépense en dollars ») aggrémentée de quatre cours de la monnaie américaine - de l'officiel à celui du « marché libre », - un chômage ou un sous-emploi touchant près de six millions de personnes sur treize millions d'actifs (alors que l'Iran est soumis à une terrible pression démographique), l'enrichissement de privilégiés parallèlement à l'appauvrissement des classes populaires et moyennes, un développement spectaculaire de la corruption et de différents trafics : autant de menaces sur un pouvoir jusque-là incapable de les conjurer, en dépit de perpétuelles promesses.

Et ce ne sont certainement pas les références incantatoires aux enseignements de Khomeiny et aux sacro-saints « principes de la révolution islamique » qui pourront, à eux seuls, écarter le danger, même si le régime bénéficie, par l'intermédiaire des mosquées et de nombreuses organisations, associations et « fondations » - des déshérités, des martyrs, etc. - de relais relativement efficaces après d'une partie au moins du peuple.

Combien de temps le clergé au pouvoir pourra-t-il jouer sur la « patience » des Iraniens, ou plutôt sur leur lassitude et leur crainte de nouvelles aventures au lendemain de la répression aura-t-elle raison du mécontentement ? M. Rafsanjani, pressé par l'urgence, pourrait, à terme, brusquer les choses pour sortir du blocage actuel et recourir à la force pour écarter ses rivaux. Et l'on parle à Téhéran de « dossiers » en préparation sur certains tenants de la révolution « radicale » ; de ces « dossiers » qui ont fait merveille, dans le passé, pour éliminer - politique ou physiquement - certaines personnalités du régime tombées en disgrâce.

YVES HELLER

AMÉRIQUES

CANADA : la crise entre les provinces

Un projet de Constitution du Québec est en préparation

MONTREAL

de notre correspondant

« Si on ne fait rien, on est mort. » Cette confidence d'un membre important du gouvernement québécois - le ministre de la justice et des affaires gouvernementales, Gil Rémillard - aux dirigeants du Conseil du patronat du Québec, qu'il recevait dans la matinée du mardi 26 juin à Montréal, a vite fait le tour de la province. Il fallait faire quelque chose, en effet, pour montrer aux quelque 300 000 Québécois qui avaient défilé la veille en scandant « On veut un pays » que le gouvernement libéral de M. Robert Bourassa ne se contentait pas de bouder les négociations constitutionnelles menées avec les neuf autres provinces du Canada, en guise de réplique au refus du Manitoba et de Terre-Neuve d'accorder un statut spécial au Québec francophone. Il était impératif d'abaisser à tout le moins une carte, avant de reporter à l'automne - au plus tôt - l'exposé des « choix politiques » qui s'offrent aux Québécois, soucieux de ménager leur avenir en ne comptant plus que sur leur propre détermination.

C'est ainsi que M. Rémillard a été chargé de révéler, en fin de journée, que son gouvernement préparait actuellement un « projet de Constitution ». Si cette petite bombe lancée, le ministre de la justice, bras droit de M. Bourassa dans le dossier constitutionnel, s'est empressé de rassurer ceux qui auraient pu croire que la « souveraineté » du Québec, telle que prônée par le Parti québécois de M. Jacques Parizeau, avait de nouveaux adeptes. Cette Constitution, a-t-il dit, n'est qu'une des options envisagées. Elle n'écartera, de plus, dans le cadre d'un « nouveau lien fédéral » à rechercher.

Convaincu depuis longtemps qu'« à chaque nation ne doit pas nécessairement correspondre un État

souverain », M. Rémillard a souligné devant la presse que le fédéralisme devait être conçu comme un « compromis en mouvement ». Or, de retour d'un voyage dans l'Europe des Douze, qu'il a souvent cité comme modèle, M. Bourassa avait rapidement effleuré, au début du printemps, l'idée d'une « association fédérative » canadienne reposant sur des structures « supranationales ». La marche vers l'unité de l'Europe l'inspirait-elle, en sens inverse, les voies à emprunter pour éviter la désintégration du Canada ?

En tout état de cause, a souvent répété M. Rémillard, il ne faut « rien brusquer » dans la préparation de « changements substantiels » qui s'inscriront « dans la continuité de l'héritage des acquis économiques » du Québec.

A Ottawa, trois députés conservateurs représentant des circonscriptions québécoises ont mis un terme à leur « période de réflexion » après le rejet des demandes constitutionnelles de leur province. Ils ont décidé de quitter les rangs de leur parti pour siéger dorénavant en tant qu'« indépendants ». Ils rejoignent ainsi trois de leurs collègues, dont l'ancien ministre et ex-ambassadeur du Canada en France Lucien Bouchard. Un petit noyau de députés déterminés à « servir pour la souveraineté du Québec » s'est ainsi constitué - à la Chambre des Communes d'Ottawa.

Ces « souverainistes », même si leurs rangs doivent encore grossir, mettront toutefois pas en danger la majorité dont dispose le premier ministre conservateur, Brian Mulroney. Ils ne veulent, à aucun prix, payer la voie du pouvoir à M. Jean Charest, nouveau chef du Parti libéral d'opposition, qui entend combattre les aspirations des Québécois, quelles qu'elles soient.

MARTINE JACOT

ÉTATS-UNIS : malgré quelques fausses notes

M. Mandela ovationné par le Congrès

WASHINGTON

de notre correspondant

Lech Walesa, Vaclav Havel, Nelson Mandela : les hommes qui ont puissamment poussé à la roue de la liberté se succèdent depuis huit mois devant le Congrès des États-Unis. Sénateurs et représentants n'en finissent pas d'applaudir, rassurés de constater que les héros du jour restent sensibles à l'hommage du Capitole qu'ils célèbrent les vertus universelles de la démocratie américaine. Mais M. Mandela, qui avait, mardi 26 juin, l'honneur de s'adresser à une session conjointe du Sénat et de la Chambre des représentants, est un cas un peu différent de celui des deux autres anciens prisonniers politiques. Il est noir, et jamais, depuis que le Congrès existe, un Noir n'avait reçu pareil hommage. Il professe des idées qui, pour certaines au moins, sont fort mal acceptées ici et il maintient des attachements qui révoltent d'autres

minorités de la société américaine. Pas plus que la veille devant le président Bush, M. Mandela n'a baissé pavillon devant le Congrès. Il a donc redit ce que nombre d'Américains n'aiment guère l'entendre dire : « L'égalité, la liberté et la poursuite du bonheur sont des droits de l'homme fondamentaux qui ne sont pas inaliénables, mais doivent, si nécessaire, être défendus avec les armes de la guerre ».

Les « camarades d'armes »

Certains élus avaient boudé la cérémonie, en particulier ceux qui trouvent inadmissible qu'il puisse voir un « camarade d'armes » dans un homme comme Yasser Arafat, toujours considéré comme « grand Salate » par nombre de politiciens locaux. Un élu de Californie, William Dannemeyer, est encore allé beaucoup plus loin, en osant comparer le vieux militant de la lutte contre l'apartheid à Willie Horton, un assassin récidiviste (Noir) rendu célèbre par l'utilisation que firent de son cas les promoteurs de la campagne électorale de M. Bush.

Mais, ces quelques fausses notes exceptées, M. Mandela a reçu l'accueil enthousiaste qu'il était en droit d'attendre de ce Congrès qui, en 1986, était passé outre au veto du président Reagan et avait imposé des sanctions économiques au régime de Pretoria. Le vice-président de l'ANC s'est même vu relativement rassurant quand il a évoqué la future démocratie sud-africaine, qu'il veut fondée sur le multipartisme, et où le secteur privé jouerait un rôle moteur, les nationalisations n'obéissant à aucun impératif idéologique. Après deux jours d'activités ininterrompues à Washington, M. Mandela, apparemment infatigable, doit poursuivre son long périple américain vers Atlanta et la Floride. Sa sympathie proclamée pour Fidel Castro fait déjà grincer des dents à Miami, capitale de l'émigration cubaine. Mais ce n'est pas cela qui diminuera l'enthousiasme des « Noirs de Liberty City », un des quartiers les plus déshérités de la ville.

J. K.

■ SURINAME : M. Brunswijk, assésé à se rendre aux Pays-Bas. - Le fondateur de la guérilla surinamienne a été finalement autorisé à se rendre aux Pays-Bas, où il avait été déclaré indésirable une semaine plus tôt, a indiqué, mardi 26 juin, le ministre des affaires étrangères à La Haye. M. Ronnie Brunswijk, qui a abandonné le 18 juin le commandement de la guérilla de l'ancienne colonie néerlandaise, a été accueilli provisoirement à Paris. Les Pays-Bas lui ont accordé un visa d'une durée de deux semaines. - (AFP)

ASIE

CHINE

M. Fang Lizhi « remercie chaleureusement » le président Bush pour son aide

Le dissident chinois Fang Lizhi, arrivé très discrètement dans la soirée du lundi 25 juin en Grande-Bretagne avec sa femme Li Shuxian, a fait parvenir une brève déclaration à la Royal Society, principale institution académique du pays, dont il est officiellement l'hôte, dans laquelle il « remercie chaleureusement » le président Bush de l'avoir aidé à sortir de Chine.

L'astrophysicien affirme également son intention « de faire tout son possible pour contribuer au progrès et au développement de la Chine » et remercie la Royal Society et l'université de Cambridge de lui permettre de poursuivre ses recherches scientifiques.

M. Fang Lizhi, qui, selon le Foreign Office, est arrivé de Pékin « fatigué mais heureux », espère que son fils resté en Chine pourra poursuivre ses études à l'étranger et le rejoindre bientôt. Les autorités britanniques lui ont accordé un visa de six mois renouvelable. Une conférence de presse organisée par la Royal Society a été annulée mardi par après que les fonctionnaires du Foreign Office eurent rencontré M. Fang.

A Washington, un responsable américain a déclaré, sous le couvert de l'anonymat, que les États-Unis

n'envisagent pas encore lever les sanctions économiques à l'encontre de la Chine malgré les pressions du Japon et de certains pays européens qui soulèveront la question lors du sommet des Sept à Houston (Texas), du 9 au 11 juillet. Le département d'État a affirmé mardi que de 1 000 à 2 000 personnes étaient toujours détenues en Chine à la suite des événements de la place Tiananmen.

L'université de Rome a décidé mardi, de son côté, de conférer le titre de docteur honoris causa en physique à M. Fang Lizhi qui est, depuis 1987, codirecteur de recherches au Centre international d'astrophysique de l'université de Rome. - (AFP)

■ PHILIPPINES : regroupement à Manille des volontaires américains du Peace Corps. - Les deux cent soixante et un volontaires du Peace Corps, l'organisation gouvernementale américaine d'aide aux pays en développement, sont regroupés à Manille à la suite de menaces de la guérilla communiste locale, a indiqué, mardi 26 juin, le département d'État à Washington. - (AFP)

Le Yunnan est devenu une filière importante du trafic d'héroïne

PÉKIN

de notre correspondant

Quatorze trafiquants de drogue ont été mis à mort au cours d'une séance d'exécution collective, mardi 26 juin, à Kunming, chefs de la province du Yunnan, l'ancien grenier à opium du sud-ouest de la Chine, en « l'honneur » de la journée internationale de la lutte contre le trafic des stupéfiants.

Tandis que les suppliciés recevaient une balle dans la nuque, les autorités mettaient le feu, en place publique, à une demi-tonne d'héroïne et à peu près autant d'opium brut, fruit de saisies opérées au cours des dernières années par la police chinoise, de plus en plus inquiète d'une recrudescence spectaculaire du trafic des narcotiques, en particulier dans cette région jouxtant le « Triangle d'or » de Haute-Birmanie.

Le mode de présentation de l'exécution collective dans la presse suggère une volonté délibérée de frapper les imaginations, pour tenter d'enrayer le phénomène de la drogue et son négoce lucratif, réapparus à la faveur de

l'émiettement de l'autorité centrale. Les spécialistes étrangers de la lutte antinarcotique assurent que la voie d'acheminement de la drogue raffinée menant de la frontière birmane à Hongkong via la Chine du sud est devenue une filière importante. Plus de la moitié de l'héroïne parvenant à Hongkong emprunte cette voie, au lieu de celle, traditionnelle, passant par la Thaïlande puis la mer de Chine méridionale.

Les autorités de Kunming ont sonné l'alarme voici quelques mois par le biais de la détérioration du sida, en annonçant avoir découvert près de cent cinquante cas de personnes séropositives parmi des drogués chinois.

L'ancienne Yunnan de l'époque coloniale française est, en fait, redevenue la « capitale de la drogue » en Chine, et peut-être celle du sida, du fait de l'éloignement de la capitale et de la présence, le long de la frontière birmane, d'une mosaïque d'insurrections ethniques que le gouvernement de Rangoun ne parvient pas à réduire. Ces maquis s'autofinancent par l'opium et ses dérivés.

FRANCIS DERON

AMICO 1350

Création de l'Union pour la France

L'opposition s'engage à présenter un seul candidat à l'élection présidentielle

Au terme de près de trois heures de discussions, mardi soir 26 juin, le Comité de coordination de l'opposition (CCO) a été entériné et l'Union pour la France (UPF) née. Au cours de cette ultime réunion du CCO a en effet été créée une confédération entre le RPR et l'UDF baptisée Union pour la France. Le RPR et l'UDF ont également adopté une charte pour des « primaires » à la française afin de désigner un candidat « commun » à la prochaine élection présidentielle.

Si ces décisions ont été prises « avec le plein accord de M. Méhaignerie, président du CDS », comme l'a indiqué M. François Bayrou, il n'en est pas allé de même pour M. François Létard. Le président du Parti républicain, s'il a approuvé le système des primaires, en revanche, refusé de souscrire à la création de l'Union pour la France. Il est le seul membre de l'UDF sur les neuf présents à avoir critiqué le principe d'une confédération de l'opposition.

« Un triple déficit »

M. Létard a même fait distribuer à la presse le relevé de ses objections, qu'il résume en un « triple déficit » : déficit de cohésion, car la confédération ne règlera pas, selon lui, les problèmes de discipline ; déficit de confiance, car le Front national sera l'arbitre dans toutes les primaires ; déficit de crédibilité, car le Front national, encore lui, « se nourrit de la décomposition de la droite parlementaire ». Cette attitude correspond à celle prônée par la Force unie de MM. Létard et Noir, qui propose une fusion de tous les partis ou la constitution d'une force nouvelle après dispersion des actuelles formations.

Nous objectons de M. Létard n'ont cependant pas convaincu les membres du CCO. M. Giscard d'Estaing s'est contenté de noter que M. Létard « avait exprimé une réserve ». M. Chirac, en présentant le document constitutif de la confédération, a précisé que chaque parti politique la composant conserverait sa personnalité mais accepterait de développer en commun une action plus cohérente. Il a souligné que l'Union pour la

France « s'interdirait de soutenir un candidat Front national ou socialiste dans quelque élection que ce soit ».

C'est pour cette raison que le CNI, que préside M. Yvon Briant, ne figure pas parmi les membres fondateurs de la confédération. Le maire de Paris a très clairement rappelé que la prise de position de M. Briant en faveur du candidat d'extrême droite dans l'élection de Villeurbanne était la raison de cette mise à l'écart. Il a toutefois indiqué que si les instances propres du CNI prenaient des engagements précis en souscrivant à toutes les obligations de l'UDF, le parti de M. Briant pourrait alors faire acte de candidature.

La porte lui est donc, pour le moment, fermée, mais elle pourrait s'entrebâiller de nouveau. M. Briant, qui voulait que sa demande d'adhésion fût agréée sur-le-champ, s'en remettra au comité directeur de sa formation, réuni au mois de septembre, et se réserve, pour le moment, de présenter des candidats CNI aux élections partielles contre ceux de la confédération.

Ainsi, le communiqué publié la veille par le président du CNI n'a pas suffi à convaincre ses alliés de la fermeté et de la sincérité de ses résolutions. S'il avait bien indiqué « qu'en aucun cas le CNI n'est partisan d'une alliance avec le Front national et qu'il se pliera à la discipline de vote de l'opposition », M. Briant avait cependant ajouté : « Le CNI n'a jusqu'à présent d'autre choix que de soutenir les candidats du Front national quand ils restent seuls en lice contre la gauche ».

Double promesse

M. Méhaignerie, notamment, ne pouvait se satisfaire de l'ambiguïté subsistant dans ces formules. M. Chirac lui-même, qui s'était plaint avec force de la cacophonie provoquée par l'absence de Villeurbanne, a préféré — pour le moment — écarter du nouvel orchestre les violons désaccordés.

La nouvelle confédération sera dirigée par un bureau politique de trente membres, composé à parité par les représentants de l'UDF et du RPR, mais les décisions y seront prises à la majorité des trois quarts.

Ainsi, deux ans après la constitution de l'actuel gouvernement de

M. Rocard (28 juin 1988), l'opposition a pu tenir, au moins momentanément, la double promesse qu'elle s'était alors faite à elle-même de mieux coordonner son action et d'éviter les rivalités qui lui avaient été fatales dans les précédentes élections présidentielles. La pression électorale du Front national a contribué aussi à la prise de conscience de ces nécessités.

Toutefois, la nouvelle Union pour la France ne constitue, pour le moment, qu'un moyen pour confédérer tous les opposants. Sa tâche politique ne fait donc que commencer, au terme d'une quinzaine d'années de luttes intestines farouches, période ouverte lors de l'élection de M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République, en 1974, et la nomination de M. Jacques Chirac à Matignon. En décidant de se donner le monopole de la bataille sur deux fronts — l'extrême droite et les socialistes — l'UPF veut contraindre ceux qui ne la rejoignent pas, ou qui restent réservés, à choisir clairement leur camp, sous peine d'apparaître marginaux.

ANDRÉ PASSERON

La charte de l'UPF

« La confédération dénommée Union pour la France a pour objet de proposer aux Français un projet politique commun ».

« Des formations associées peuvent être admises à faire partie de la confédération après accord des deux mouvements fondateurs. Le bureau de la confédération définit la représentation des formations associées ».

« Pour élaborer son projet politique, la confédération s'appuie sur les travaux des États généraux de l'opposition ».

« Les membres de la confédération s'engagent à soutenir le candidat commun à l'élection présidentielle qui sera élu dans le cadre de la procédure des « primaires » ».

« En vue de préparer d'un commun accord les autres scrutins, la confédération met en place une commission d'investissement ».

« En toutes circonstances, l'Union pour la France n'apportera son soutien qu'à des candidats qui défendent ses valeurs politiques et morales ».

Seize années de crise

La création de l'Union pour la France vise à mettre fin à seize années de conflits internes dans l'actuelle opposition.

— 4 avril 1974 : Deux jours après la mort de Georges Pompidou, M. Jacques Chaban-Delmas (Union pour la défense de la République), ancien premier ministre, annonce sa candidature à la présidence de la République. M. Valéry Giscard d'Estaing (Républicain indépendant), ministre de l'économie et des finances, annonce la sienne le 8 avril. Le 13 avril, M. Jacques Chirac, ministre de l'intérieur, lance un appel, signé par trois autres ministres et trente-neuf députés UDR, favorable à M. Giscard d'Estaing.

— 27 mai 1974 : M. Giscard d'Estaing, élu président de la République face à M. François Mitterrand le 19 mai, nomme M. Chirac premier ministre. Le 14 décembre, M. Chirac obtient du conseil national de l'UDR sa désignation comme secrétaire général du mouvement gaulliste.

— 25 août 1976 : M. Chirac annonce qu'il a « décidé de mettre fin » à ses fonctions de premier ministre. M. Giscard d'Estaing, nommé pour le remplacer, M. Raymond Barre. Le 5 décembre, M. Chirac transforme l'UDR en un rassemblement pour la République (RPR), dont il est élu président.

— 19 janvier 1977 : M. Chirac annonce sa candidature à la mairie de Paris contre M. Michel d'Ornano, proche de M. Giscard d'Estaing, chargé par ce dernier de conduire les listes de la majorité dans la capitale pour les élections municipales de mars. Le 25 mars, M. Chirac, dont les listes ont devancé celles de M. d'Ornano au premier tour et battu celles de la gauche au second, est élu maire.

— 1^{er} février 1978 : Le Parti républicain (avatar des Républicains indépendants), le Centre des démocrates sociaux et le Parti radical présentent une liste de candidats aux élections législatives de mars, réunis sous le sigle Union pour la démocratie française. Les élections des 12 et

19 mars donnent 154 sièges au RPR et 124 à l'UDF. M. Barre est reconduit comme premier ministre le 31 mars.

— 6 décembre 1978 : M. Chirac, qui se prépare à conduire la liste du RPR aux élections européennes du 10 juin suivant, lance, de l'hôpital Cochin où il est soigné après un accident de voiture, un « appel » dénonçant le « parti de l'étranger », qu'il accuse de travailler à « l'abolissement de la France » dans une conception fédéraliste de l'Europe. La liste du RPR obtient 16,31 % des voix, contre 27,60 % à celle de l'UDF.

— 27 avril 1981 : M. Chirac, devancé par M. Giscard d'Estaing au premier tour de l'élection présidentielle, la veille, ne donne pas de consigne de vote pour le second tour et se borne à indiquer qu'« à titre personnel », il votera pour le président sortant. Le 10 mai, M. Giscard d'Estaing est battu par M. Mitterrand. Aux élections législatives de juin, le RPR ne conserve que 38 sièges et l'UDF, 63.

— 4 septembre 1983 : La liste conduite par Jean-Pierre Stirbois, chef de file du Front national, obtient 16,72 % au premier tour de l'élection municipale partielle de Dreux (Eure-et-Loire). La liste du RPR s'allie avec celle de l'extrême droite et l'emporte au second tour. Aux élections européennes du 17 juin 1984, le Front national atteint 10,95 % des suffrages.

— 16 mars 1986 : Les élections législatives, à la représentation proportionnelle, donnent 40,09 % des suffrages et deux cent soixante-dix députés à la coalition RPR-UDF, 9,72 % des voix et trente-deux députés au Front national. M. Chirac est nommé premier ministre le 20 mars.

— 8 mai 1988 : M. Mitterrand est réélu président de la République avec 54,01 % des voix face à M. Chirac, qui a devancé M. Barre, candidat officiel de l'UDF, au premier tour, le 24 avril. M. Jean-Marie Le Pen (Front national) obtient, 14,39 % des suffrages.

A l'Assemblée nationale

Adoption à une large majorité du projet de lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme

Le projet de loi Evin relatif à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme a été adopté, en première lecture, tard dans la nuit du mardi 26 au mercredi 27 juin, à une large majorité : 315 députés ont approuvé ce texte qui prévoit un ensemble de dispositions renforçant l'interdiction de la publicité ou de la propagande en faveur du tabac et de l'alcool à partir du 1^{er} janvier 1993 ; tandis que 149 élus ont voté contre. Mais les députés ont amendé le projet de façon à exclure du dispositif restrictif les vins d'appellation contrôlée (AOC). M. Evin ne désespère pas de revenir sur cette disposition au cours des prochaines navettes.

Au terme d'une quinzaine d'heures de débat consacré à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme — débat qui a bouleversé les clivages classiques (l'UDF s'est retrouvée avec le PCF pour voter contre) — M. Claude Evin pouvait logiquement se satisfaire du résultat. Pourtant, s'il a gagné de haute lutte une bataille, il a subi, vers minuit, un revers infligé par les défenseurs des vins de pays et autres AOC. Ces derniers sont parvenus à faire adopter un amendement de M. René Couvénhes, député RPR de l'Hérault, permettant aux vins de pays et aux appellations d'origine, ainsi qu'aux manifestations viticoles traditionnelles d'échapper à la limitation de la publicité directe ou indirecte en faveur des boissons titrant plus de 1,2 degré d'alcool.

Cet amendement contre lequel le ministre s'est battu bec et ongles (du moins son premier volé concernant les AOC), a été adopté par 291 contre 282, grâce au vote du RPR, de l'UDF (à l'exception de MM. Ehrmann, Alpes-Maritimes et Koch, Bas-Rhin), de l'UDC (à l'exception de MM. Barrot, Haute-Loire et Zeller, Bas-Rhin) et du PCF. Seul le groupe socialiste et 9 non-inscrits s'y sont opposés.

Dans son argumentation le ministre a fait valoir le fait qu'en introduisant ainsi une discrimination entre les produits afin de favoriser les AOC, les parlementaires conduiraient le texte à se heurter

aux règles communautaires. Pour lâcher du lest, M. Evin s'est montré favorable à l'autorisation, par arrêté du ministre chargé de la santé, de la publicité en faveur des fêtes ou foires traditionnelles consacrées à des boissons alcoolisées locales. « Les fêtes oui, mais pas les festivals de la bière ! », a toutefois prévenu le rapporteur de la commission des affaires culturelles, M. Jean-Marie Le Guen (PS, Paris).

Un amendement du gouvernement allant dans ce sens a été adopté. Mais « cet os à ronger » n'était pas de nature à détourner M. Ladislav Poniatowski (UDF, Eure) et ses amis de l'idée d'extraire les AOC du dispositif. Exaspéré par le front AOC, M. Evin a lancé : « Le gouvernement a pris ses responsabilités ; demain je prendrai à témoin l'opinion publique, plus de 60 % des Français sont d'accord avec ces mesures. L'académie de médecine y est totalement favorable. On en reparlera, et alors on reviendra devant le Parlement ».

« A condition de ne pas en abuser... »

L'affaire était d'importance comme l'avait laissé prévoir, au début de séance de nuit, l'influence dans l'hémicycle. Elle avait de quoi surprendre les habitués des débats en nocturne. Curieusement, la plupart des orateurs en abordant l'article 7 du projet consacré à la lutte contre l'alcoolisme, étaient victimes du même tic de langage : « Le vin est la boisson la plus saine et la plus hygiénique qui soit... à condition, bien sûr, de ne pas en abuser ». Le ministre a facilement admis le propos en expliquant qu'il ne plaçait pas sur un même pied le tabac (toujours nocif) et l'alcool (sans effet néfaste quand on en use avec modération).

Plusieurs députés de l'opposition ont toutefois contesté le fait que le projet du gouvernement traite à la fois de l'alcool et du tabac. Chacun y est allé de son couplet pour expliquer l'importance et le rôle économique et culturel du vin dans notre pays. M. Joseph-Henri Maujean du Gasset (UDF, Loire-Atlantique) a défendu le vin de qualité et expliqué que les vignes n'étaient pas responsables de l'alcoolisme : « En URSS, il n'y a pas de vignes, mais il y a beaucoup d'alcoolisme... », a-t-il très sérieusement expliqué.

ment expliqué. M. Francisque Perret (UDF, Rhône) s'est indigné du fait que le ministre, au nom d'une « fausse bonne conscience », fasse peser des « effets pervers sur la vie économique et associative ».

Le ministre a répondu pied à pied à ses détracteurs. Il a rappelé qu'alcoolisme et tabagisme étaient les deux premières causes de la mortalité prématurée en France et que notre pays arrive en tête des consommateurs d'alcool pur par habitant (13,8 litres). Il a estimé que ce texte ne portait pas atteinte à la réalité culturelle et économique du vin en France, mais qu'il s'attaquait en revanche aux publicités pour les alcools durs qui représentent 90 % de l'ensemble des publicités dans ce secteur. Il a insisté sur le fait que la publicité n'était pas totalement interdite, contrairement au tabac. Les ventes par correspondance, les voitures de livraison, les enseignes dans les zones de production et à l'intérieur des lieux de vente, la presse pour adultes, les plaquettes réalisées par les initiateurs d'une opération de mécénat (amendement de M. Jacques Barrot) pourraient toujours être porteuses de publicité.

Parmi les autres modifications retenues, les députés ont voté deux amendements de la commission des affaires culturelles, l'un interdisant « de vendre des boissons alcoolisées dans les points de vente de carburant » — M. Julien Dray (PS, Essonne) a expliqué à quel point cela pouvait poser des problèmes, ivresse, agression, etc., dans certaines villes, auprès d'une population de jeunes un peu « paumés » qui se retrouvaient dans ces stations. — L'autre prévoyait que le gouvernement présentera au Parlement deux rapports d'évaluation : le premier sur les mesures transitoires pour le 1^{er} janvier 1993, le second en janvier 1995 après deux ans d'application de la loi.

M. Claude Evin était favorable au principe de ce type de rapport, mais il a mis en garde contre une tendance actuelle qui pourrait se transformer en dérives : du plus souvent le Parlement demande au gouvernement de lui présenter un rapport d'évaluation oubliant que, à travers son rôle de contrôle du gouvernement, il a tout loisir d'effectuer lui-même des missions d'évaluation de l'application des lois sans systématiquement « sous-traiter » le problème.

PIERRE SERVANT

La procédure des primaires

La charte qui décide que l'opposition présentera et soutiendra un candidat commun à la prochaine élection présidentielle prévoit les dispositions suivantes :

— une commission nationale de centralisation et de contrôle reçoit les candidatures, fixe les modalités pratiques des primaires, vérifie la régularité et proclame les résultats ;

— les candidats à l'investiture s'engagent à apporter leur soutien au candidat commun désigné au terme de cette procédure ;

— cette procédure est ouverte à tous les électeurs sympathisants de l'opposition républicaine. Les élus membres et sympathisants de l'opposition (députés, sénateurs, députés européens, conseillers régionaux et membres des Assemblées territoriales d'outre-mer, conseillers généraux et conseillers de Paris, maires et conseillers municipaux des communes de plus de 3 500 habitants, maires des communes de moins de 3 500 habitants, conseillers d'arrondissement de Paris, Lyon et Marseille, membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger) participent à cette procédure en raison de leur mandat ;

— les mandataires des électeurs et les élus ci-dessus mentionnés forment ensemble une « Convention nationale de désignation » ;

— les mandats représentant les électeurs directs sont attribués à raison d'un pour quarante suffrages exprimés dans le département. Ces mandats sont impératifs et portés à la convention par des représentants désignés par les candidats. Chaque élu présent ou représenté à la convention dispose d'un mandat.

La réforme des professions juridiques et judiciaires

La gaffe de M. Mermaz

Le projet de réforme des professions juridiques et judiciaires, rejeté en première lecture à l'Assemblée nationale, dans la nuit du mercredi 20 au jeudi 21 juin, a bien failli réapparaître à la fin de cette session parlementaire de printemps.

M. Louis Mermaz a fait une gaffe. Au cours de son point de presse, destiné à présenter le bilan de la session parlementaire, mardi 26 juin à l'Assemblée nationale, il a annoncé que le groupe socialiste reprendrait, dans une proposition de loi, le projet de réforme des professions juridiques et judiciaires et que ce texte, inscrit à l'ordre du jour prioritaire de l'Assemblée, serait débattu « d'ici à la fin de la session ». Le président du groupe socialiste a été contraint de démentir cette information quelques minutes plus tard.

Quittant le matin même l'hôtel Matignon, où avait eu lieu le traditionnel petit-déjeuner des « députés » qui réunit tous les mandataires des principaux dirigeants du PS autour du premier ministre, M. Mermaz avait pourtant bien cru comprendre que la question était tranchée. L'idée de déposer une proposition de loi était défendue par les conseillers et les fidèles du premier ministre, persuadés qu'une majorité se dessinerait cette fois pour faire adopter le texte auquel il n'avait manqué que trois voix le semaine dernière. D'autant que les représentants des avocats, particulièrement actifs en faveur de cette réforme, avaient entre-temps fait connaître aux élus de tous

les groupes leur déception et leur colère après l'échec du texte. Dans la nuit du lundi 25 au mardi 26, ils avaient en outre engagé de longues négociations avec les conseils juridiques pour adopter une position commune sur la réforme.

Fort de ces assurances, M. Mermaz et le premier secrétaire du PS, M. Mauroy, ont indiqué qu'ils ne voyaient aucun inconvénient à ce que le groupe dépose une proposition de loi. Mais c'était compter sans l'hostilité résolue du garde des sceaux qui ne voulait plus entendre parler de ce texte. M. Pierre Arpaillange, qui avait défendu le projet en vain à l'Assemblée nationale, ne goûtait pas du tout le petit jeu de Matignon, n'hésitant pas à voir dans le stratagème proposé « une atteinte à la démocratie parlementaire ».

Informé des intentions de Matignon, le garde des sceaux s'est donc efforcé de mobiliser ses propres amis au sein du groupe socialiste, pour qu'ils s'opposent fermement à la décision entérinée le matin même. M. Jean-Pierre Michel s'est ainsi chargé de protester avec violence contre les dires de Matignon, en indiquant au passage que le dépôt d'une proposition de loi « ne pouvait être décidé que par le groupe socialiste et non par le gouvernement ».

Prudemment, les conseillers du premier ministre ont donc décidé, en fin de matinée, de renoncer à leur idée. Mais c'était l'heure à laquelle M. Mermaz donnait une conférence de presse...

P. R.-D.

POLITIQUE

Les projets du ministre de l'intérieur pour la Corse

Un entretien avec M. Pierre Joxe

« Dans l'Europe démocratique, toutes les régions insulaires ont un statut spécifique »

Les projets de M. Joxe pour faire évoluer le statut de la Corse ont provoqué, sur place, de multiples réactions, parfois violemment hostiles. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Joxe souligne que « dans l'Europe démocratique, toutes les régions insulaires ont un statut spécifique ». Il ne désespère pas de convaincre les opposants les plus radicaux à son projet, en particulier MM. François Giacobbi et Emile Zuccarelli, respectivement sénateur et député MRG de Haute-Corse, ainsi que M. Nicolas Alfonsi, ancien député de Corse-du-Sud, conseiller régional apparenté PS.

« Vous avez proposé aux élus corse de débattre, dans la perspective d'un projet de loi, sur des orientations qui donneraient plus de responsabilités et plus d'autonomie à la région Corse, sans toutefois aller jusqu'à une véritable autonomie interne. Pourquoi n'êtes-vous pas allé jusque-là ? »

« Les catégories juridiques correspondent à des objectifs politiques. Dans le cas de la Corse, le droit commun paraît inadapté aux réalités locales. L'objectif politique est de parvenir à établir un statut adapté aux spécificités de la Corse, dans le cadre de la Constitution. Lorsqu'on la lit bien, cette dernière ouvre en effet la possibilité, notamment avec l'article 72, de concevoir un régime spécifique en dehors du droit commun. »

« Ce que je cherche, c'est, en regardant ce qui se passe dans l'Europe démocratique et en regardant ce qui se passe en Corse, comment le droit constitutionnel français peut offrir une réponse à cette question. D'où les orientations de ma lettre du 23 mai, aujourd'hui soumises au débat, qui tendent à accroître les responsabilités des élus insulaires. »

« Peut-on imaginer, dans le

cadre de la discussion de vos orientations, que l'avant-projet évolue jusqu'à offrir plus ou moins d'autonomie par rapport à ce que vous proposez aujourd'hui ? »

« S'il n'y a pas d'accord sur un projet à venir, il y a quasiment unanimité sur l'adaptation des institutions actuelles. Ce que je propose, c'est qu'on en parle. On me répond, je lis des lettres, des communiqués, je constate que le débat est ouvert, comme je l'avais souhaité. Et c'est aussi en fonction de ce débat que les contours définitifs du projet seront arrêtés, en regardant aussi autour de nous. Dans l'Europe démocratique, toutes les régions insulaires ont un statut spécifique : Madère, Açores, Jersey, Guernesey, Sardaigne, etc. »

« Des élus appartenant à tous les horizons... »

« Sur place, les réactions à votre avant-projet ont été partagées. Certaines positives, avec des nuances, d'autres violemment négatives. Êtes-vous globalement satisfait de l'accueil qu'ont reçu vos propositions ? »

« Je suis satisfait de deux choses. D'abord du nombre de réponses publiques ou privées que j'ai reçues. Pour m'en tenir aux réactions publiques, plusieurs dizaines d'élus, appartenant à tous les horizons politiques, et aussi des responsables socio-économiques, ont pris position. Ensuite, je constate que ce débat se déroule dans une atmosphère relativement sereine. J'ai connu il y a quelques années, en 1985, une période qui reste un de mes pires souvenirs, où le débat prenait la forme d'une confrontation et où l'atmosphère était particulièrement violente, puisqu'il y avait plusieurs centaines d'attentats dans l'année, des morts et des blessés. »

« Parmi les adversaires de votre projet, les plus déterminés - notamment au RPR et au MRG - vous accusent pratiquement de préparer l'abandon de la Corse par la France. Êtes-vous en mesure de les rassurer complètement ? »

« Personne ne demande l'indépen-

dance de la Corse. Le gouvernement recherche un statut adapté à la Corse dans le cadre de la République française. Cela ne signifie pas un degré de décentralisation. Des statuts spécifiques existent dans la plupart des pays d'Europe qui ont des régions insulaires, je le récite. »

« Les nationalistes demandent toujours une reconnaissance juridique du peuple corse. A votre avis, cette notion de « reconnaissance juridique » a-t-elle un sens au-delà, par exemple, de l'évocation de la réalité du peuple corse dans l'exposé des motifs du futur projet de loi ? »

« La réalité politique, sociale et culturelle du peuple corse a été évoquée par le président de la République, par moi, à plusieurs reprises ; par tous ceux qui sont amenés à s'intéresser à la Corse et par l'Assemblée de Corse elle-même. Quant à une reconnaissance juridique, je pense qu'elle peut trouver sa formalisation dans nos textes droit par l'existence même d'un statut spécifique et par son contenu. »

« On a vu le sentiment que l'Hôtel Matignon accueillait votre avant-projet avec une certaine prudence. Êtes-vous assuré du soutien du premier ministre à l'ensemble des orientations que vous défendez ? Que pense le président de la République de vos projets ? »

« Je suis, par tempérament et par prudence, très discipliné. Je n'entreprends rien dans les domaines politiques ou administratifs dont je suis chargé sans avoir l'aval du président de la République et du premier ministre. Le premier ministre a réuni à sa demande quatre comités interministériels depuis 1988, au cours desquels des mesures importantes ont été prises, notamment par les ministères de l'Éducation nationale, de la Culture, de l'Agriculture et de l'Équipement, entre autres. C'est d'ailleurs le dernier comité interministériel qui m'a chargé d'entreprendre la démarche culturelle, qui comprend naturellement la poursuite de l'action pour le respect de l'État de droit. »

« Optimiste »

« Vous cherchez un maximum de consensus autour de votre futur projet de loi. Mais certains élus corse - notamment les sénateurs MRG de Haute-Corse, dont M. François Giacobbi - sont radicalement opposés à vos orientations. Pour la rédaction définitive du texte, êtes-vous prêt à passer outre à de tels veto ? »

« Paradoxalement, parmi ceux qui s'opposent actuellement, une démarche qu'apparemment ils n'ont pas très bien comprise, on trouve des élus corse que je connais bien et depuis très longtemps, parfois de père en fils, avec lesquels j'ai siégé au Parlement. Donc, je ne parle pas de la diminution spectaculaire des attentats à l'explosif. Donc je pense que, devant ces faits, ces évolutions, certains dont j'ai parlé - je pense aussi à mes amis Zuccarelli et Alfonsi - pourront prendre en considération le fait que c'est à

l'intérieur des institutions de la République, comme ils le disent eux-mêmes, qu'on doit rechercher la solution. On n'est pas sûr de la trouver. Je pense que les conversations que nous pourrions avoir seront fertiles sur ce point. »

« Mais, même si je me trompe sur ce point particulier, j'ai un calendrier politique en tête que je compte mener à son terme avant la fin de l'année. Je proposerai au gouvernement un projet de loi. Les parlementaires pourront discuter dès la prochaine session du Parlement. Il pourra être amendé. Il arrivera un moment où il faudra voter et chacun prendra ses responsabilités. »

« Je suis optimiste sur la nature et l'issue du débat en cours. La vie politique s'inscrit dans le temps. Il faut à la fois ne rien oublier de ce qu'on a vu au cours des années écoulées et ne rien rejeter de ce qui peut arriver. Il n'est d'un optimiste bête ni être plus d'un pessimisme systématique. »

« La Corse a un bel avenir. Il dépend beaucoup, il dépend principalement des Corseux eux-mêmes, quels que soient ou aient pu être leurs engagements politiques présents et passés. »

Propos recueillis par JEAN-LOUIS ANDREANI

Condamnations pour fraude électorale à Bastia

Le tribunal de grande instance de Bastia (Haute-Corse) a prononcé, mardi 26 juin, des peines allant de 5 000 francs d'amende à dix-huit mois de prison avec sursis et 30 000 F d'amende, à l'encontre de dix-neuf des vingt et une personnes qui avaient comparu, les 29 et 30 mai, pour avoir fourni ou utilisé de fausses procurations lors du double scrutin législatif et régional du 16 mars 1986. Le tribunal a prononcé deux relaxes. Les autres ont été condamnés soit à l'amende, soit à la prison avec sursis. Le procureur de la République avait requis de quinze mois à deux ans d'emprisonnement, avec ou sans sursis, assortis d'une amende et, pour tous les prévenus, la privation des droits civiques.

Ces irrégularités - ainsi que d'autres constatées à l'occasion des scrutins de mars 1986 à Bastia - avaient entraîné l'annulation des élections régionales et législatives pour la Haute-Corse. Il était reproché aux inculpés, parmi lesquels onze médecins, soit d'avoir acheté des billets d'avion (quarante-huit au total), soit d'avoir établi de faux certificats médicaux (trente-quatre) utilisés, dans tous les cas, pour des procurations. Dix-huit mille procurations, pour quatre-vingt-six mille votants, avaient été dénombrées.

Les plus lourdes sanctions ont frappé M. Vincent Duriani, ancien adjoint (div. p.) au maire de Bastia (dix-huit mois de prison avec sursis et 30 000 F d'amende), et deux médecins, MM. Ulysse et Joseph Chiaroni, députés municipaux (div. p.). Les deux autres condamnés à deux mois de prison avec sursis, 20 000 F d'amende et à la privation de leurs droits civiques pendant six ans.

EN BREF

□ Le statut des PTT. - Le Sénat a examiné, mardi 26 juin, le projet de loi relatif à l'organisation du service public de la Poste et des télécommunications. La majorité sénatoriale est revenue à son texte initial à propos des préjudices financiers offerts par la Poste. Les sénateurs ont adopté un « gel » des fermes des bureaux de postes ruraux, jusqu'au 30 juin 1992, et à nouveau réclamé que le produit de la fiscalité locale, acquittée par la Poste et par France-Télécom, soit mis à la disposition de la dotation globale de fonctionnement attribuée par l'État aux collectivités locales.

□ PCF : M. Rol-Tanguy soutient M. Hermler. - Dans son édition du dimanche 24 juin, le quotidien communiste la Marseillaise indique que M. Henri Rol-Tanguy, membre du Conseil national de la Résistance, a rendu hommage à M. Guy Hermler, membre du bureau politique du PCF, avec lequel il a dit avoir de « nombreuses affinités ». « Je salue ce dirigeant communiste qui contribue aujourd'hui à nourrir la réflexion

sur un engagement révolutionnaire moderne », a précisé l'ancien responsable de la Résistance. M. Rol-Tanguy, qui ne s'exprime jamais publiquement sur son parti, a quitté volontairement le comité central lors du dernier congrès, en décembre 1987. M. Hermler est actuellement, avec MM. Charles Fiterman, Anicet Le Pors et Jack Rallite notamment, en opposition avec l'équipe de M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF.

□ M. Bebear quitte le conseil municipal de Rouen. - M. Claude Bebear, élu en mars 1989, sur la liste conduite par M. Jean Lecanuet (UDF-CDS), s'est démis de son mandat de conseiller municipal pour des raisons professionnelles et médicales. Le président du groupe Axa, qui avait pu apparaître comme un dauphin possible du maire centriste, avait été chargé par ce dernier de défendre la cause de Rouen auprès des industriels.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde DES LIVRES

Des propositions controversées

AJACCIO

de notre correspondant

Depuis que, le 22 mai, dans une lettre adressée aux élus corse, M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, a révélé les intentions du gouvernement sur le statut de la Corse, les prises de position sur l'île sont sans surprise.

Cinq des principaux dirigeants politiques insulaires, MM. Jean-Paul de Rocca-Serra, député RPR, président de l'Assemblée de Corse, Charles Ornano, sénateur bonapartiste, maire d'Ajaccio, Emile Zuccarelli, député de Haute-Corse et maire de Bastia, président national du MRG, François Giacobbi, sénateur MRG, président du conseil général de Haute-Corse, et Nicolas Alfonsi, ont dit « non » aux orientations de M. Joxe vers plus d'autonomie de l'île, estimant menacée l'unité nationale, accusant le ministre de l'intérieur de connivence avec les nationalistes et refusant toute aventure institutionnelle. « J'en appellerais, s'il le faut, à la plus haute autorité de l'État », a même ajouté M. de Rocca-Serra.

De leur côté, MM. José Rossi, député UDF (PR), président du conseil général de la Corse-du-Sud, Pierre Pasquini, député RPR de Haute-Corse, maire de l'Île-Rousse, François Musso, député européen RPR, François Zanotti, maire (divers droite) de Calvi, ne cachent pas leur désir de voir mettre en place une réforme positive et réaliste. Il n'est, selon eux, nulle ambiguïté dans le propos de M. Pierre Joxe, et c'est sans doute pourquoi ils répondent indirectement à M. François Giacobbi, qui avait fait observer : « Ni le mot France ni le mot République ne figurent dans la lettre. L'article 72 de la Constitution commence par les mots : « Les collectivités territoriales de la République. »

M. Yves Le Bomin, président du conseil économique et social de la Corse, et M. Jacques Fosina, président du conseil de la culture, de l'éducation et du cadre de vie, se déclarent eux aussi partisans d'une réforme en profondeur. Les socialistes soutiennent naturellement M. Joxe. Quant aux communistes, ils sont divisés : préjugé favorable en Corse-du-Sud, défavorable en Haute-Corse, alors que les réformateurs de ce département disent « oui ». Mais c'est au sein de la droite que le débat est finalement le plus vif. Outre M. José Rossi, MM. Henri Antona, vice-président RPR de l'Assemblée de Corse, Philippe Casaroli, également vice-président (divers droite) et le groupe des libéraux de Haute-Corse, qui compte douze membres sur les trente et un de la majorité régionale, se déclarent disponibles pour le dialogue.

Enfin, les trois organisations « coristes » - Cuncolta, Union du peuple corse (UPC), et Accolta nazionale corse (ANC), notent l'absence du gouvernement tout en faisant observer qu'il n'est pas question de reconnaissance juridique du peuple corse.

M. Max Siméoni, leader de l'UPC, député européen, résume ainsi les positions : « Les nationa-

listes encouragent tous la démarche pour des motifs divers et pas toujours très clairs aux yeux de l'opinion. L'ANC estime qu'on n'est pas dans une phase décisive de prise de pouvoir, la réforme Joxe peut être une étape pour atteindre la souveraineté du peuple corse. Pour la Cuncolta, tout ce qui arrive est de son fait. Elle est la vraie lutte de libération nationale. Toute avancée est bonne à prendre, à condition de rester maître du jeu interne à la famille nationaliste et l'organisation avec laquelle l'État doit traiter. Pour l'UPC, la seule révolution ne peut être que démocratique, donc le dialogue et le comportement démocratique permettront la prise de conscience du peuple corse et structureront la force nationaliste et progressiste dans l'alternative de demain. »

L'opinion divisée

Globalement, il apparaît cependant que, si elle reste divisée, l'opinion corse est d'autant moins défavorable à des changements institutionnels que la droite elle-même a, à plusieurs reprises, demandé l'élargissement des compétences de l'Assemblée de Corse. Mais il est sûr que sa très grande majorité ne transigera pas sur la franchise de l'île. En 1989, un sondage SOFRES-Express indiquait que 8 % des Corseux souhaitaient l'indépendance « d'ici dix ou vingt ans », 82 % s'y opposant. La proportion n'avait pas varié depuis la vague de sondages de 1975, au lendemain des événements d'Aléria (1). En mars 1990, un sondage BVA-La Presse a établi que 32 % des insulaires étaient favorables à l'autonomie et 53 % défavorables.

M. Pierre Joxe et le gouvernement ont quelques mois devant eux pour réussir à tirer l'île du mauvais pas où elle se trouve depuis au moins deux décennies. Dans ce pays « tout rouge et tout noir », selon le mot de Flaubert, tenter de réviser la « le » problème revient souvent à s'attaquer à la quadrature du cercle.

« Il y faut à mener, la manière, explique Mgr Sauveur Casanova, l'évêque de Corse. Si je vois que l'autre est violent, pourquoi ferais-je comme si je ne l'avais pas entendu, pourquoi croiserais-je les bras ? Pourquoi ne tenterais-je pas de voir si je peux le faire sortir de cette violence, à condition qu'il reconnaisse que l'existence, moi aussi ? Car, si je le reconnais, il doit me reconnaître lui aussi. »

Les 2 et 3 juillet prochains, l'Assemblée de Corse tiendra une session extraordinaire consacrée à l'examen des orientations. Il n'est pas évident qu'il en résultera un vote majoritaire. Mais, si chacun reconnaît l'autre, il est peut-être permis d'espérer un compromis sans compromission.

PAUL SILVANI

(1) En 1975, l'occupation d'une cave viticole appartenant à un insulaire d'Aléria par des nationalistes, à Aléria, sur la côte orientale, avait tourné en drame et s'était soldée notamment par la mort de deux gendarmes mobiles.

Contre un meeting de M. Le Pen dans le Gard

La commune de Sainte-Anastasie organise une « fête de la liberté »

La contre-attaque politico-médiatique de M. Jean-Marie Le Pen, qui intervient après la profanation du cimetière juif de Carpentras, se heurte à une certaine résistance multiforme. L'appel de deux cent cinquante intellectuels dénonçant le dirigeant d'extrême droite comme « un fasciste et un raciste » qui, selon ses promoteurs, reçoit des signatures en masse et une pétition d'artistes invitant les maires à refuser d'octroyer des salles au Front national - M. Jacques Chaban-Delemas, maire de Bordeaux, s'est fait transmettre le dossier de l'organisation de l'université d'été du Front national dans sa ville - étaient les premières manifestations de cette résistance à l'extrême droite. La commune de Sainte-Anastasie (Gard) va en inaugurer une nouvelle, le 1^{er} juillet.

Mécontents de l'organisation, ce jour-là, d'une « journée des tricolores », en présence de M. Le Pen, sur la commune de Dions, située à deux kilomètres de chez eux, des habitants de Sainte-Anastasie ont décidé de faire une « grande fête de

la liberté et des droits de l'homme ». Ils ont successivement pris contact avec les représentants départementaux de la Ligue des droits de l'homme, de SOS-Racisme, des partis de gauche et du collectif de Saint-Gilles, commune dirigée par M. Charles de Chambrun, membre du bureau politique du Front national, qui ont donné leur accord pour participer à cette manifestation.

« Notre but n'est pas de faire de la publicité à Le Pen mais de dire aux hommes politiques de ne plus jouer avec lui sur l'immigration et le racisme », indiquent le docteur Claude Vian, maire de Sainte-Anastasie. M. Gilbert Baumet, président du conseil général du Gard (ex-PS), M. Jean Bousquet, maire de Nîmes (UDF) et M. Jean-Marie Cambacérès, député (PS) qui compte « barrer symboliquement la route au Front national », participeront à cette manifestation.

O. B.

(Publicité)
Sous le haut patronage de
Monsieur François MITTERRAND
Président de la République
qui adressera un message aux participants.

Olivier STIRN
Président de « Dialogues 2000 »
vous invite aux :

ÉTATS GÉNÉRAUX DU PROGRÈS

2 et 3 juillet 1990 de 10H à 13H et de 15H à 18H 30
CENTRE CHAILLOT-GALLIERA
28, Avenue George V - 75008 Paris

Avec la participation des personnalités suivantes :

Roger BAMBUCK
Jean-Michel BAYLET
Maurice BENASSAYAG
Bernard BIOLAC
Marc BLONDEL
Lella BOUACHARA
Jean CHARBONNEL
J.-P. CHEVENEMENT
Jean-Marie DAILLET
Michel DURAFOUR
Jean-Paul ESCANDE
Laurent FABIUS
Françoise GASPARD
Gérard ISRAËL
Pierre JOXE
Jean KASPAR

Bernard KOUCHNER
Catherine LABRUSSE
Brice LALONDE
Jack LANG
Roger LERAY
Pierre MAUROY
Alain MINC
Pierre MIQUEL
Marc PAILLET
Jean POPPEREN
Marcel RIGOUT
Michèle SELLIER
Yannick SIMBRON
Jean-Pierre SOISSON
Alain TOURAINE
Antoine WAECHTER
Emile ZUCCARELLI

Olivier STIRN, Ministre du Tourisme,
fera la synthèse des travaux.

Michel ROCARD, Premier Ministre,
définira ses propres orientations dans
une communication adressée aux
« États Généraux du Progrès ».

LA VIEILLE

12 L'annuaire en France
13 Le Vatican et les théologiens contestataires

19 La Coupe du monde de football
20 Tennis : les Internationaux de Wimbledon

22 Les cinéphilas tentés par la télévision
La compétition autour de la septième chaîne hertzienne

La « bavure » de la rue de Mogador devant les assises de Paris

Gilles Burgos, policier très ordinaire

Accusé de « coups et violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner », l'ex-CRS Gilles Burgos, trente-quatre ans, comparait devant la cour d'assises de Paris depuis mardi 26 juin, pour avoir, dans la nuit du 4 au 5 juillet 1986, tué, à coups de fusil, Loïc Lafèvre, peintre-carrossier de vingt-huit ans qui tentait d'échapper à un contrôle, rue de Mogador à Paris. Au début de l'enquête, le policier avait tenté de justifier son attitude par une « légitime défense », face à un homme qui aurait sorti de son blouson un objet ressemblant à une arme. Par la suite, il a présenté les faits d'une manière plus nuancée, dans un raisonnement qu'il a maintenu à l'audience, en invoquant seulement une réaction instinctive devant un mouvement mal interprété.

« C'est une tragédie que je déplore, je n'avais pas le choix. J'ai senti ma vie en danger. J'ai agi d'instinct. » Très pâle, malgré son allure sportive, Gilles Burgos parle mécaniquement. C'est lui-même, il était dans un Ford Transit de la CRS 54, avec deux autres policiers chargés de sillonner le quartier de l'Opéra, dans le cadre d'une mission « anti-attentat ». Le chef de bord, Jean-Marc Rochetti, n'est pas un gradé, c'est seulement le plus ancien. Il explique à la cour comment il a d'abord crié au chauffeur d'une 2 CV, qui roulait sans feux éteints, d'allumer ses codes : « Il n'a pas compris, il a fait mine de mettre sa ceinture. Je lui ai fait signe de s'arrêter. » Après avoir marqué un temps d'arrêt, la

2 CV est repartie, arrachant le pare-chocs du véhicule qui se lançait à sa poursuite. La 2 CV s'engageait alors en sens interdit, rue de Mogador, puis percutait une Renault 5, avant de s'arrêter sur le trottoir, et le chauffeur s'enfuyait à pied. « Je me suis lancé à sa poursuite », raconte Burgos, qui reprend aussitôt le ton des rapports de police pour corriger : « J'ai pris en chasse cet individu. J'ai crié : Halte ! Police ! plusieurs fois. Il a tourné l'angle de la rue de la Victoire... » Le président, Jean Sauret, l'interrompt et s'étonne qu'un policier chargé d'un fusil de 3 kilos, qu'il tient à deux mains en courant avec des rangiers, ne se soit pas fait distancer par un homme chausé de baskets. « A l'époque, j'étais un coureur assez rapide », admet Burgos, sans retenir un sourire.

Une version « suggérée »

Lorsque le magistrat le laisse enfin poursuivre, Burgos, sans pouvoir se libérer du langage administratif, explique : « Tout à coup, il a eu un mouvement de pivot, une amorce de rotation du corps. Et un geste un peu rapide de la main qui plonge à l'intérieur du blouson. Debout dans son box, il mime le geste qui lui rappelle « les inspecteurs à l'entraînement » et sa main va vers sa ceinture, sous le pan de sa veste. « Ça a été comme un flash. J'ai pensé qu'il sortait une arme. Ça a été instinctif. Les deux coups sont partis. Très vite, je... » Le magistrat le coupe à nouveau : « Vous auriez pu attendre de savoir ce qu'il avait dans la main ? » Mais l'ancien policier répond : « A deux heures du matin, dans un quartier chaud, je ne pensais pas qu'on allait me sortir un portefeuille. J'ai fait comme on nous a appris : que l'on est en zone rouge ». Le pré-

sident tente vainement de se faire expliquer cette notion de « zone rouge », sans obtenir de précisions satisfaisantes, ni de Burgos, ni de son « chef de bord ».

Mais un autre sujet inquiète le magistrat : au début de l'enquête, le CRS avait clairement évoqué « un objet sombre, ressemblant à une arme », et, en revenant sur ses déclarations, il avait admis que cette version lui avait été « suggérée » par des gardiens de la paix. Aujourd'hui, Burgos répond rapidement au président, qui le laisse à peine parler : « Personne ne m'a rien suggéré ». Aussi est-ce Mr Philippe Lemaire, conseil de la famille Lefèvre, qui doit mener un interrogatoire avec suffisamment de silence pour que l'ancien CRS ait le temps de répondre, alors que le micro tremble dans sa main : « Suggérer ? Non... Enfin... je ne me souviens plus... » Un instant, derrière le masque du policier conditionné, est apparu un homme fragile.

Cet homme, l'interrogatoire de personnalité aurait pu le révéler si cette partie importante des débats de cour d'assises ne s'était transformée en un long monologue du président Jean Sauret, ponctué de quelques « oui » ou de « c'est exact » parcimonieusement accordés à l'accusé. Les jurés ont quand même pu apprendre que Burgos avait tout juste obtenu son certificat d'études, avant de devenir découpeur en boucherie et peut-être un peu cuisinier. Après son service dans l'infanterie de marine, il a passé deux fois le concours d'entrée dans la police nationale. « Les CRS, c'est une vocation ? » demande M. Sauret ; « Ça me plaisait ; j'ai toujours aimé les métiers des armes », admet naïvement Burgos.

Il est décrit par son entourage comme « solitaire, poli, calme » ou encore comme « obéissant, discipliné, serviable ». D'abord affecté à la police de l'air et des frontières, il s'était fait remarquer le 25 juillet 1983, lors d'un attentat contre la Turkish Airlines, à l'aéroport d'Orly, en sortant une femme des flammes, avant d'écarter le feu de ses vêtements avec ses mains. Il avait été proposé pour la médaille du courage et du dévouement, mais une plainte, déposée par une personne interpellée trop brutalement, est venue tout gâcher.

« Très limité sur le plan intellectuel »
A Marseille, à la CRS 54, ses supérieurs le notent pourtant comme un fonctionnaire « ponctuel, discipliné, ayant le sens de la hiérarchie ». Ils le considèrent comme « maître de lui », avec cette mention : « ne s'est jamais départi de son calme ». Toutefois, ils ajoutent : « semble très limité sur le plan intellectuel ». C'est aussi l'avis du psychiatre, le docteur Michel Dubecq, qui note que les possibilités intellectuelles de l'ancien CRS « se situent dans une zone très moyenne ». Il relève que « son discours spontané est extrêmement pauvre ». Sur les faits eux-mêmes, le spécialiste constate qu'il n'a trouvé aucun élément favorisant. « Il n'est ni violent, ni impulsif, ni activé politiquement ; il n'est pas alcoolique », observe le psychiatre, en avançant l'hypothèse d'un geste réflexe, dans une dimension d'auto-protection.

L'avocat général, M. Jean-Claude Thin, semble très intéressé par ces explications, mais, en posant ses questions, le magistrat révèle qu'il semble privilégier une autre explication au geste de Burgos : celle d'une « situation originale à laquelle il n'était pas préparé ».

MAURICE PEYROT

Une condamnation à perpétuité dans les Deux-Sèvres

Le mineur jugé « comme un majeur »

MIORT

de notre envoyé spécial

La session d'assises n'aura pas longtemps troublé la bonne ville de Niort (Deux-Sèvres). Tout juste neuf heures, déjeuner et délibéré compris. Le temps nécessaire pour condamner le meurtrier de la vieille épicerie de Frontenay-Rohan-Rohan à la réclusion criminelle à perpétuité après lui avoir successivement refusé les circonstances atténuantes et l'excuse de minorité. Il s'est pourvu en cassation.

« Devant nous, il y avait un homme de vingt et un ans. Nous l'avons vu comme un majeur. Nous l'avons condamné comme un majeur. » Logique implacable du président de la cour, M. Bernard Loew, et pourtant... La « publicité restreinte » accordée à l'affaire était là pour le rappeler : lundi 18 juin, on jugeait un mineur.

Il avait en effet dix-sept ans, le 22 novembre 1986, l'apprenti qui quittait le restaurant La Tuilerie pour rentrer chez ses parents, à Frontenay, petit village situé à une dizaine de kilomètres de Niort. Ce soir-là, il avait décidé de sortir. Alors, il raconte à sa mère qu'il devait servir en salle pendant tout le dîner. Dehors, il prit trois verres au café avec les copains. Jusqu'à ce que le barmen refuse de continuer à les servir. Les autres filèrent à la fête du village d'à côté, lui décida d'aller acheter de la bière à l'épicerie du coin. Il était 21 heures, seule la pluie traînait encore dans les rues. Geneviève Junin avait déjà fermé son magasin mais la lumière filait à travers les volets. Il frappa et la vieille dame de soixante-quatorze ans vint lui ouvrir, comme chaque fois qu'elle pouvait dépanner quelqu'un.

« Du sang jusque sur les murs »

Le lendemain, l'infirmière venue lui faire sa piqûre quotidienne découvrit le corps de l'épicier, un bandeau sur les yeux. Pour tout indice, les gendarmes relevèrent des traces de baskets et l'arme du crime, un Opinel.

Mais pas d'empreintes. Pendant deux ans, les enquêteurs piétinèrent. Auditions, relevés, analyses, c'était l'impasse. Jus-

qu'à l'arrestation, en février 1989, de trois hommes qui venaient d'attaquer une ferme. Au cours des interrogatoires, l'un d'eux finit par avouer le meurtre de Geneviève Junin. « Pour une tablette de chocolat et 200 francs », expliqua-t-il.

Une version qui n'a, semble-t-il, pas plus convaincu les jurés de la cour d'assises que le président Loew : « Il n'y avait aucun témoin lors de l'assassinat. Il pouvait raconter ce qu'il voulait. Rien ne dit qu'il ne l'a pas torturé pour lui dérober ses économies. D'ailleurs, il a menti à plusieurs reprises. Il a soutenu qu'il ne l'avait poignardé que deux fois alors qu'on a relevé quatre coups de couteau. Il a prétendu qu'il ne l'avait pas beaucoup frappée alors qu'il y avait du sang jusque sur les murs. Les photos des lieux, les jurés les ont vues. Et ils ont jugé. »

« Constaté » par le verdict, plusieurs magistrats de Niort et de Poitiers cherchent maintenant à déterminer les causes d'une telle décision. Il y a trois mois, la même cour, présidée alors par M. Joseph Ancel, avait condamné, pour l'attaque à main armée de février 1989, le même accusé à cinq ans de réclusion. Jugé alors comme majeur, son passé d'enfant épileptique malmené par un père alcoolique lui avait valu les circonstances atténuantes. Ce procès concernant des faits postérieurs au meurtre, l'audience de lundi jugeait donc en théorie un accusé qui n'avait « jamais été condamné ». Mais, si l'on en croit le président Loew, ces faits postérieurs n'ont pas moins pesé lourd dans la décision du jury. Car, cette fois, non seulement les circonstances atténuantes n'ont pas été accordées mais, chose rarissime, la cour a même rejeté l'excuse de minorité qui réduit automatiquement la peine d'un mineur.

Il y a trois mois, le ministre de la justice déclarait qu'il envisageait de limiter à dix ans la peine criminelle encourue par un jeune de moins de dix-huit ans (le Monde du 14 mars). Il venait de découvrir qu'il existait quelques part, dans une prison française, un mineur condamné à perpétuité. Aujourd'hui, ils sont au moins deux.

NATHANIEL HERZBERG

Un rapport sur le service public pénitentiaire

Les relations entre détenus et surveillants se sont « détériorées »

La sécurité des surveillants de prison « laisse à désirer », selon un rapport remis au ministère de la justice, qui propose d'améliorer les conditions de travail des 16 500 gardiens, de favoriser leur sens des responsabilités, et de transférer en détention les 1 500 agents qui occupent aujourd'hui des fonctions administratives. Ce document sur le service public de la surveillance pénitentiaire avait été demandé par le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, à une commission présidée par M. Bernard Ronze, inspecteur général des finances, au lendemain du conflit des surveillants d'octobre 1989, le troisième en un an.

« Le service public de la surveillance pénitentiaire ne fonctionne pas aussi correctement qu'il serait souhaitable », souligne le rapport qui, faisant état de « déficiences locales », indique que les problèmes « les plus aigus » concernent les maisons d'arrêt où les effectifs sont insuffisants compte tenu de la surpopulation pénale. Toutefois, le système de sécurité des prisons est « globalement fiable », souligne la mission qui a consulté responsables de l'adminis-

tration centrale, simples surveillants et syndicalistes, et visité huit établissements.

« La sécurité entre les détenus n'est pas non plus suffisamment assurée. Le phénomène du calvaire subsiste et se développe », ajoute le rapport, et « l'on ne parvient pas à faire cesser la pénétration de la drogue à l'intérieur des établissements ». Les rapports détenus-surveillants se sont « détériorés », les agressions contre des gardiens ayant, « durant ces dix dernières années, augmenté plus rapidement que la population pénale (300 % contre 55 %).

La participation des surveillants à la mission de « réinsertion » est « quasi nulle », affirme le rapport. Les surveillants se sentent d'autant plus frustrés que leur niveau de qualification s'est amélioré. La proportion de bacheliers est passée de 0 à 33 % de 1968 à 1989-1990, et celle des fonctionnaires sans diplôme de 100 % à 64 % aujourd'hui. Cette évolution a provoqué une crise d'identité des surveillants. Aussi le rapport Ronze préconise-t-il de « freiner, au moins temporairement, la multiplication des activités dans les maisons d'arrêt ». Il propose aussi la création d'un service de santé du travail dans chaque établissement, le personnel pénitentiaire étant une population « exposée » en raison des risques de contamination virale.

Pour protester contre « l'indigence des moyens »

Les magistrats du Mans lancent une « grève du zèle »

Les magistrats du tribunal de grande instance du Mans (Sarthe) ont décidé, à l'unanimité, de mener une « grève du zèle » pour protester contre « l'indigence des moyens » dont souffre l'institution judiciaire. En avril, des juges manchois avaient déjà décidé de libérer certains détenus pour réagir contre l'amnistie prévue par la loi sur le financement des partis politiques (le Monde du 26 avril).

Tous mobilisés aujourd'hui, procureur de la République et président du tribunal compris, toutes tendances syndicales confondues, les trente magistrats ont désormais choisi d'appliquer scrupuleusement

la procédure judiciaire. Lors d'une assemblée générale du 21 juin, ils sont convenus de « donner la priorité aux tâches judiciaires sur les tâches administratives » et de « transcrire la réalité des situations procédurales au risque de faire apparaître la nullité des décisions ».

Les décisions des juges des enfants, ainsi que les tutelles ou les affaires matrimoniales (divorces), encourront ainsi la nullité : « Nous avons l'habitude de réaliser des actes de procédure en l'absence effective de greffier, mais en mentionnant malgré tout sa présence sur le procès verbal », a indiqué M^{me} Marie-Hélène Tric, présidente

du tribunal, en soulignant que deux des trois postes de greffier en chef, et un poste de substitut, ne sont pas pourvus. M. Thierry Jean-Pierre, délégué régional du Syndicat de la magistrature, a indiqué pour sa part qu'il manque un juge des enfants, « car les deux magistrats qui assurent cette fonction suivent quatre mille mineurs à la fois », que « la femme de ménage a été remplacée par un détenu Témoin de Jéhovah », et que « les dossiers du juge des enfants s'entassent devant les toilettes à la rue de tous ».

A Lyon

Des peines de trois à six ans de prison requises contre les huissiers « démenageurs »

Une peine de six années de réclusion criminelle a été réclamée, mardi 26 juin, devant la cour d'assises du Rhône, contre Alain Carret, ex-huissier de justice, qui avait débarrassé et détruit le contenu d'une « planque » de la branche lyonnaise d'Action directe (le Monde du 27 juin). Quatre et trois ans d'emprisonnement, dont une partie assortie du sursis, ont été respectivement requis contre les frères Hervé et Jean-François Petitjean, associés et complices de Carret.

LYON

de notre bureau régional

Au-dessus de son nœud papillon, un sourire ambigu n'a cessé de flotter sur le visage d'Alain Carret durant les trois heures du réquisitoire prononcé par M. François-Louis Coste. On ne saurait dire. En analysant les curieux « exploits » du trio d'huissiers « démenageurs », le magistrat n'a pourtant eu de cesse de dénoncer « le dévoiement d'une mission d'intérêt public », la transgression d'un « rituel légal » qui est « la justification et la raison d'être » de cette profession ou encore le « crime » que constituait un « faux en écriture publique » de la part d'un officier ministériel « serviteur de la perfection de la preuve ».

Puis M. Coste s'est intéressé au modus operandi du vol et de la des-

truction des documents que renfermait la « planque » du groupe terroriste. Leurs motivations relèveraient de « l'entretien sur lequel les huissiers se sont cognés avec la force de l'habitude » et d'une obsession « à faire du chiffre sans prendre le temps d'un regard critique sur le sens moral de leur mission ». Mettant en relief les contradictions de certains témoignages des « plaigants » — le noyau dur d'Action directe à Lyon, — l'avocat général a fait part d'un sentiment qui ne s'appuie sur « aucune preuve » : « Je crois qu'il n'y avait ni argent ni argent dans l'appartement de la rue Robin. » Une explication qui est loin, selon lui, d'atténuer les conséquences du « nettoyage » opéré par les « stakhanovistes » de la saisie.

Très au fait des usages de la branche lyonnaise d'Action directe, pour avoir requis contre elle, voilà un an, M. Coste a recensé les pièces manquantes des archives-puzzle du groupe susceptibles d'avoir été entreposées rue Robin. Ainsi, certaines rubriques d'un fichier thématique délaissant — « Jachas, banques, Rhône-Poulenc, systèmes d'alarme, préfets, énergie, combattants antisionistes, etc. » — les revendications d'une quarantaine d'attentats « persisants », voire des manuscrits « inédits » de Max Frérot, ont-ils pu se trouver dans les quinze sacs-poubelle jetés ou brûlés par les huissiers, le 30 août 1986.

Avant d'insister sur le rôle d'« entraîneur moral » de Carret vis-à-vis de ses confrères et également beaux-frères, l'avocat général évoqua le contexte dans lequel s'était effectuée leur opération de « sabotage » judiciaire. « Toutes les polices de France étaient alors à la recherche de Frérot qui, le 9 juillet 1986, avait déposé une bombe meurtrière à la brigade de répression du banditisme de Paris, des affiches étaient placardées dans certains lieux publics et la chambre départementale des huissiers venait de diffuser une circulaire de mise en garde auprès des études. Pis encore, le commissaire Bruno Savoye, chargé de l'enquête au SRPJ de Lyon, avait eu un entretien sur ce sujet avec Carret... »

Ni « bêtise », ni « accident professionnel », la faute des trois huissiers justifie au yeux du magistrat des sanctions exemplaires.

ROBERT BELLENET

CE MOIS-CI DANS

SCIENCE S'AVENIR

LES ENIGMES DU SOLEIL

Que sait-on vraiment sur le Soleil ?

SANTÉ :

LES LIMITES DE L'EFFORT

Comment notre corps réagit aux contraintes extrêmes

EN VENTE PARTOUT 22F

SOCIÉTÉ

CATASTROPHES

Dernier bilan du séisme en Iran : 36 000 morts

« J'ai été frappé par la peine muette, résignée, de la population »

nous déclare M. Bernard Kouchner, de retour de Téhéran

36 893 morts, 35 693 blessés, 50 000 logements détruits et 1 500 villages touchés. Tel est le dernier décompte des victimes du tremblement de terre iranien, publié mardi 26 juin par l'agence de presse officielle IRNA. Le bilan est donc révisé à la baisse par rapport aux chiffres de 50 000 morts et 200 000 blessés annoncés plus tôt. Mais tandis que des avions continuent d'apporter du matériel de secours envoyé par de nombreux pays (171 jusqu'au 26 juin), les sauveteurs n'ont toujours pas pu atteindre des villages de montagnes coupés du monde par les éboulements. Seuls des hélicoptères peuvent lancer, près des villages isolés, des colis de matériel et de vivres. Secrétaire d'État français à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner est rentré mercredi 27 de Téhéran. Il répond à nos questions.

« Quel bilan tirez-vous de cette catastrophe iranienne ? »

« C'est une très grande tragédie pour ce pays. J'ai été frappé par la peine muette, résignée des Iraniens. Dans les hôpitaux, j'ai vu des blessés et des survivants sans plainte. J'ai été impressionné par la très grande tenue de la population, ainsi que par l'efficacité remarquable des secours iraniens, en particulier le Croissant-Rouge et l'armée. »

« Les derniers chiffres marquent une révision à la baisse du bilan des victimes. Comment l'expliquez-vous ? »

« Dans ce genre de catastrophe, les chiffres sont toujours, heureusement, révisés à la baisse. On a l'habitude de compter les populations globalement. Si une ville de 10 000 habitants est détruite à 80 %, on compte 8 000 victimes, mais une partie de cette population a pu fuir à temps. De même, pour recevoir un maximum

de secours, la tendance des autorités locales est toujours d'amplifier les chiffres. Ajoutez à cela qu'à Téhéran se livrait une lutte entre les « anciens » et les « modernes » à propos de l'ouverture du pays aux secours internationaux, et des chiffres différents ont ainsi pu circuler. »

« Pour ma part, je sais que 5 000 blessés environ ont été ramenés à Téhéran. Pour les morts, c'est plus difficile à estimer. La seule certitude est que ce tremblement de terre, qui s'est produit en pleine nuit, a fait plus de morts que de blessés. Les rochers des montagnes environnantes ont roulé sur les maisons, ce qui a provoqué une deuxième tragédie. Il faut compter au moins entre 10 000 et 20 000 tués. »

« Y a-t-il eu vraiment des traités de secours à Téhéran d'agissant de l'ouverture à l'aide internationale ? »

« Un bruit a couru en France, à partir d'une dépêche de Genève, que Téhéran avait refusé des secours internationaux. C'est faux. Au contraire, le Croissant-Rouge a publié la liste des matériels dont il avait besoin et de ceux dont il n'avait pas besoin. Mais les équipes arrivées sur place ont constaté que l'étranger n'avait apporté au plus vite vers les régions sinistrées. A présent, la phase d'urgence étant terminée, nous retirons nos équipes. »

« Les organisations humanitaires ont pu déplorer une « mollesse » de la générosité des Français envers les Iraniens, surtout comparée à celle destinée hier aux Arméniens et aux Roumains. »

« Je veux d'abord souligner l'énorme influence aujourd'hui de l'action humanitaire dans le monde, de sa véritable entrée en politique, notamment l'efficacité de l'aide française. Demain... ou dans trois ans, il se produira une véritable compétition de l'action humanitaire, et la France est plutôt bien placée à cet égard. Cela est heureux, car cette action signifie des vies sauvées. »

« Il est vrai que l'image de l'Iran n'est pas excellente aux yeux des Français. C'est peut-être une sanc-

tion à l'irrespect des droits de l'homme et de la femme dans ce pays. Et c'est pour moi l'occasion de dire combien l'action humanitaire peut favoriser la meilleure connaissance d'un pays. »

Propos recueillis par HENRI TINCO

CORRESPONDANCE

Le Front national et l'antisémitisme

Une lettre de M. Roland Gaucher

Directeur de National Hebdo, hebdomadaire proche du Front national, M. Roland Gaucher nous écrit :

Dans votre numéro du 15 mai, M. Edwy Plenel me présente, en compagnie de diverses personnes, comme antisémite.

Votre collaborateur cite, à cet égard, un passage d'un article que j'ai écrit dans « Tribune libre » : « Perspectives pour des combats nationalistes », supplément à National Hebdo.

Je conteste l'interprétation qu'il en donne. Ce passage est en effet détaché de tout un contexte qui porte essentiellement sur un débat de caractère religieux. Je m'y efforce d'expliquer que certains milieux juifs exercent une pression en vue d'inciter l'Eglise à faire du révisionnisme par rapport à sa propre histoire et notamment à celle du Christ.

Par ailleurs, M. Plenel affirme que National Hebdo est l'organe central du Front national. Il n'en est rien. National Hebdo se définit à sa « une » comme « Un journal pour la droite. »

J'ajoute enfin que votre collaborateur me présente comme une sorte de chef d'orchestre clandestin de toute la presse du Front ou proche de lui. Je me borne à assumer pleinement ma responsabilité de directeur de National Hebdo et de ses publications annexes.

[Adhérent du Front national depuis 1979, M. Roland Gaucher est un des trente membres du bureau politique de ce parti. Ancien député européen du FN, il est conseiller du dix-neuvième arrondissement de Paris. Aux législatives de 1981 et 1986 et aux municipales de 1983 et 1989, il avait été candidat du Front national.]

UN VRAI JOURNAL DE PROGRAMMES

Le Monde RADIO TELEVISION

Chaque samedi, numéro daté dimanche-lundi

DÉFENSE

Pour déterminer ses nouvelles orientations

« L'armée de terre doit éviter toute décision hâtive » estime le numéro deux de l'état-major

L'armée de terre française doit éviter toute précipitation dans le choix de ses prochains armements si elle veut être au rendez-vous des missions qui lui seront confiées demain. C'est l'avis, dans le dernier numéro de la revue L'Armement éditée par la Délégation générale pour l'armement, exprimé par le général de corps d'armée Bertrand Dupont de Dinechin, qui est le major général de l'armée de terre et, à ce titre, le numéro deux de la hiérarchie de l'état-major, après le général Gilbert Foray.

« Paradoxalement, écrit notamment le général Dupont de Dinechin, c'est parce que nous nous trouvons dans une période de ruptures (...) qu'il importe que l'armée de terre se garde de toute décision hâtive (...). Face à une Europe centrale où les nations sont renais-santes, face à un dépensement très probable des organisations militaires intégrées, face à un Bassin méditerranéen où le progrès profite davantage aux équipements militaires qu'à une population à trop forte croissance, la France, qui dispose d'une panoplie complète de moyens militaires, ne peut que voir son rôle et ses responsabilités accrues (...). Il faut vingt ans pour bâtir un système militaire cohérent, alors que, par des choix erronés, on peut en quelques mois compromettre irrémédiablement son efficacité. »

Le major général évoque « le niveau de stricte suffisance » de l'armée de terre. « En termes d'effectifs, écrit-il, le corps d'armée français stationné en RFA compte cinquante mille hommes, soit à peine plus du dixième des forces stationnées de l'Alliance atlantique. En termes de matériels majeurs, le parc actuel de 1 300 blindés, qui est d'environ 1 300 blindés, ne représente que 6,5 % du nombre total des chars que devra aligner l'Alliance atlantique à l'issue des accords de Vienne : 1 300 chars, c'est moins de 30 % de ceux que détient la RFA, c'est beaucoup moins que n'en possède chacun des pays tels que la Syrie, l'Irak, l'Égypte ou la Libye. Il n'est donc pas absurde de parler de stricte suffisance pour les capacités de notre armée de terre. »

Des arbitrages budgétaires en juillet

Dans ces conditions, le général Dupont de Dinechin considère que les discussions en cours, à Vienne, sur la réduction des forces classiques en Europe ne devraient pas avoir de conséquences majeures sur l'équipement des forces françaises. « Il apparaît donc, ajoute-t-il, que c'est davantage un désarroi budgétaire qui menace nos capacités, face à des campagnes d'opinion bâties autour du thème de la disparition des menaces, plutôt qu'un désarmement militaire négocié à Vienne où la modicité de nos moyens apparaît clairement. »

Néanmoins, le major général de l'armée de terre se montre prêt à admettre que l'évolution technologique des armements et les modalités d'un éventuel « combat futur à

l'horizon 2 010 » imposeront des contraintes. « La part des ressources consacrées à la production d'armement se verra très vraisemblablement limitée, observe-t-il. Cela imposera à l'armée de terre de modifier ses choix, de filtrer les technologies essentielles, pour ne retenir que celles qui fourniront le meilleur rapport coût-efficacité. »

Ces réflexions du général Dupont de Dinechin interviennent alors que le gouvernement se prépare à déterminer, en juillet prochain, les arbitrages budgétaires pour 1991, notamment l'enveloppe financière attribuée au ministère de la défense. Le débat, auquel

l'état-major de l'armée de terre apporte sa contribution par l'intermédiaire de son numéro deux, a commencé d'apparaître sur la place publique, il y a une dizaine de jours (le Monde du 13 juin), avec la polémique entre MM. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, et Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale. Pour l'essentiel, ce débat porte sur les économies qui seraient demandées aux armées, et spécialement à l'armée de terre, dès le budget de l'an prochain ou après 1992, dans l'attente de ce qui peut se passer à Vienne, mais aussi en Union soviétique et autour de la Méditerranée.

MÉDECINE

Selon une étude publiée dans « The Lancet »

Mise au point d'un test d'aide au diagnostic pour la sclérose en plaques

Selon une étude publiée par l'équipe du docteur Jean-Pierre Zanetta et du professeur Guy Vincendon (Centre de neurochimie du CNRS, Strasbourg) dans la revue médicale britannique The Lancet (datée du 23 juin), le liquide céphalo-rachidien de la plupart des patients atteints de sclérose en plaques contiendrait des anticorps dirigés contre une molécule, la lectine soluble cérébelleuse ou CSL. Un test d'aide au diagnostic a été mis au point.

On estime à 50 000 le nombre de personnes atteintes, en France, de sclérose en plaques. Cette affection neurologique, fréquente dans les pays tempérés de l'hémisphère Nord, se caractérise par une destruction localisée, en plaques, de la myéline, une substance qui gaine les fibres nerveuses et protège la « tête » du neurone, l'axone. Elle touche le système nerveux central, le cerveau et la moelle épinière et se traduit par l'apparition progressive, en général vers l'âge de trente ans, de handicaps extrêmement graves et invalidants.

Actuellement, on ignore les causes et la physiopathologie de cette maladie. Agent infectieux (virus, bactérie ou rétrovirus), maladie auto-immune : toutes ces hypothèses ont été avancées. Dans son étude, l'équipe de Strasbourg a, sinon apporté un élément de réponse, du moins montré une corrélation entre la sclérose en plaques et la présence dans le liquide céphalo-rachidien d'anticorps dirigés contre une molécule particulière, la CSL.

Recherchés chez 239 patients atteints de troubles neurologiques divers, les anticorps anti-CSL ont été

identifiés chez 77 d'entre eux. Sur 51 sclérosés en plaques, 47 ont été « positifs » par le test. En revanche, 30 patients présentant un test positif sans souffrir de cette maladie.

Si le test est sûr à 93,5 % chez les patients atteints de sclérose en plaques, les autres peuvent donc présenter dans 15 % des cas, des tests positifs alors qu'ils sont indemnes. C'est pourquoi, le docteur Zanetta ne propose, pour l'instant, ce test que comme une aide au diagnostic permettant d'orienter les personnes ayant un test positif vers une IRM (imagerie par résonance magnétique) capable de visualiser les lésions.

La présence d'anti-corps anti-CSL dans le liquide céphalo-rachidien des personnes atteintes de sclérose en plaques peut-être, au-delà de cette simple corrélation, l'origine de cette maladie ? Selon l'hypothèse avancée par le docteur Zanetta, ces anticorps dirigés contre la CSL, provoqueraient une sorte de décomposition des structures de la myéline.

Pour autant, il serait prématuré de conclure que ces anticorps sont, directement, responsables de l'apparition de la sclérose en plaques et que celle-ci est une maladie uniquement auto-immune. « Il faut savoir en particulier, explique le docteur Edmond Schaller (unité de neurobiologie cellulaire, moléculaire et clinique de l'INSERM, hôpital de la Salpêtrière, Paris), si de tels anticorps sont également présents dans le sang des malades et s'il existe une production endogène de ces molécules au niveau même du système nerveux, ce qui serait alors extrêmement significatif. »

MARTINE LARONCHE

CIRCULATION

Avant les départs en vacances

Lutte accrue contre l'insécurité routière

A l'approche des grands départs en vacances, le premier ministre, M. Michel Rocard, accompagné du ministre de l'Équipement, M. Michel Delebarre, et du secrétaire d'État chargé des transports routiers, M. Georges Sarre, a dressé, mardi 26 juin, à la base de loisirs de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), la campagne de sécurité pour l'été 1990. A l'occasion des départs en vacances, sept mille cinq cents policiers et autant de gendarmes seront mobilisés sur les routes et les autoroutes. Deux cent quatre-vingt-sept postes de secours seront ouverts sur les plages et les lieux de baignade (soit une augmentation de plus de 15 % par rapport à l'an dernier). Enfin, trois mille fonctionnaires des polices urbaines et des CRS participeront aux renforts saisonniers dans les villes et les stations très touristiques.

En matière de prévention de la délinquance juvénile, le ministère de l'Intérieur va augmenter sa contribution aux « opérations prévention été » organisées, dans vingt-quatre départements, par la Délégation interministérielle à la ville (DIV). L'an passé, ces opérations destinées à des adolescents qui ne partent pas pendant les mois d'été, ont profité à plus de deux cent cinquante mille jeunes de condition sociale modeste.

page d'information et de publicité « Faisons la route ensemble » sera reprise aux mois de juillet et d'août.

Par ailleurs, le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, a lancé, mardi 26 juin, à la base de loisirs de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), la campagne de sécurité pour l'été 1990. A l'occasion des départs en vacances, sept mille cinq cents policiers et autant de gendarmes seront mobilisés sur les routes et les autoroutes. Deux cent quatre-vingt-sept postes de secours seront ouverts sur les plages et les lieux de baignade (soit une augmentation de plus de 15 % par rapport à l'an dernier). Enfin, trois mille fonctionnaires des polices urbaines et des CRS participeront aux renforts saisonniers dans les villes et les stations très touristiques.

En matière de prévention de la délinquance juvénile, le ministère de l'Intérieur va augmenter sa contribution aux « opérations prévention été » organisées, dans vingt-quatre départements, par la Délégation interministérielle à la ville (DIV). L'an passé, ces opérations destinées à des adolescents qui ne partent pas pendant les mois d'été, ont profité à plus de deux cent cinquante mille jeunes de condition sociale modeste.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Orléans, directrice du développement
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télécopieur : 45-55-91-70 - Société filiale du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ARO

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10

ABONNEMENTS

Tarif	FRANCE	SUISSE-BELG. LUXEMB.	AUTRES PAYS (hors Europe)
3 mois	408 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 550 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne (tarif sur demande. Pour vous abonner, RENOYER CE BULLETIN

Accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-60-30-10

Changements d'adresse détaillés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐6 mois ☐1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer nos bulletins par avion en cas de changement d'adresse.

PP-Paris RP



Autant pour notre cuisine traditionnelle que pour notre cuisine américaine contemporaine, nous avons choisi l'authenticité.

RASSUREZ-VOUS, AUX USA, IL EXISTE QUELQUES RESTAURANTS DIGNES DE NOTRE *Nouvelle CLASSE AFFAIRES*. En dégustant notre homard Fajita, certains d'entre vous pourront

redouter de retomber dans le triste et morne "hamburger-frites" une fois arrivés aux USA. Rassurez-vous tout de suite, vous retrouverez toutes les joies culinaires de notre nouvelle Classe Affaires dans quelques-uns des restaurants les plus réputés de Boston, San Francisco ou de la Nouvelle Orléans. Même si ceux-ci n'ont pas reçu, comme nous, le prix du meilleur service



Notre assortiment de salades et de plats à l'apéritif, de nos hôtes jamais déçus.

de restauration en Classe Affaires attribué par le magazine Business

Traveller 1990, leur cuisine américaine est aussi soignée, saine, légère et équilibrée qu'à bord d'American Airlines. Il nous est malheureusement impossible de vous communiquer les coordonnées de ces restaurants. En revanche, si vous appelez votre agent de voyage ou American Airlines au 42 89 05 22, nous vous réserverons une table sur notre nouvelle Classe Affaires et d'ores et déjà nous vous souhaitons bon appétit.



Nous agrémentons notre service de 2 ingrédients très particuliers : le service et la courtoisie.

American Airlines Business Class

AA province : Bordeaux 56.44.52.90, Lyon 78.92.93.15, Marseille 91.91.66.34, Nantes 40.89.10.92, Nice 93.87.19.79, Strasbourg 88.32.90.22.



SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Face à la contestation dans l'Eglise catholique

Le cardinal Ratzinger dénonce le « magistère parallèle » des théologiens

Le Vatican a rendu public, mardi 26 juin, une instruction du cardinal Ratzinger, préfet de la congrégation pour la Doctrine de la foi, portant sur la « vocation ecclésiale du théologien ». Ce document est une réponse aux critiques venant de théologiens américains, allemands, néerlandais, suisses, à un degré moindre français et italiens, mettant en cause certaines prises de position du pape en matière morale, ainsi que le mode d'exercice de l'autorité dans l'Eglise catholique.

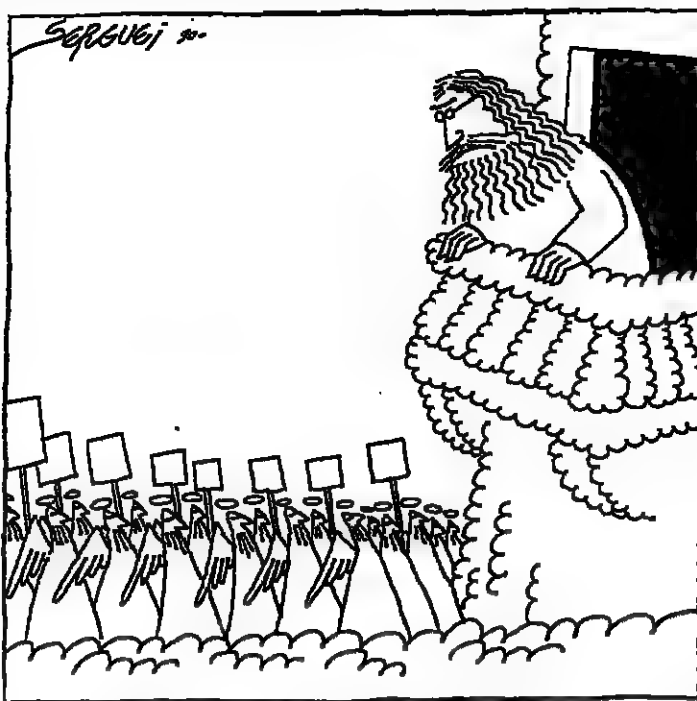
Le texte du cardinal Ratzinger traite surtout des rapports entre la théologie et le « magistère », c'est-à-dire l'autorité doctrinale du pape et des évêques. Leur but, souligne-t-il, est commun : « Garder le Peuple de Dieu dans la vérité qui libère ».

Plusieurs niveaux d'adhésion sont requis du théologien selon que le magistère de l'Eglise « se prononce infailliblement » ou propose, « d'une manière définitive » ou non, « des vérités concernant la foi et les mœurs ». Mais le cardinal Ratzinger développe une conception extensive de l'infaillibilité : « La compétence du magistère s'étend à ce qui regarde la loi naturelle (...). C'est une doctrine de foi que ces règles morales peuvent être infailliblement enseignées par le magistère », c'est-à-dire non soumises à discussion par les théologiens.

Des mesures onéreuses

Les tensions entre le magistère et le théologien sont inévitables, mais ce dernier « évite de recourir aux médias, plutôt que de s'adresser à l'autorité responsable, car ce n'est pas en exerçant une pression sur l'opinion publique que l'on peut contribuer à la clarification des problèmes doctrinaux et servir la vérité ».

Condamnant les « attitudes d'opposition systématique », le cardinal Ratzinger regrette qu'« on oppose la liberté de pensée à l'autorité de la tradition, considérée comme source de servitude ». Le poids de



l'opinion publique et de ses « conformismes » est dénoncé : « L'opinion se répand que l'Eglise ne devrait se prononcer que sur des problèmes que l'opinion tient pour importants et dans le sens qui plait à celle-ci. Par exemple, le magistère pourrait intervenir dans les questions économiques et sociales, mais devrait laisser au jugement individuel celles qui regardent la morale conjugale et familiale (...). Dans ce contexte, un discernement critique et avisé est requis du théologien ».

Les théologiens « qui visent à changer l'Eglise suivant un modèle de contestation inspiré par ce qui se fait dans la société politique » sont accusés de vouloir créer un « magistère parallèle ». Ils réclament, selon le document romain, un « pluralisme théologique poussé parfois jusqu'au relativisme, qui met en cause l'intégrité de la foi » ou tiennent l'enseignement du magistère de Rome pour « une théologie particulière ».

Le préfet de la congrégation pour la Doctrine de la foi revendique le droit de prendre des « mesures onéreuses » contre des théologiens qui

se rendent coupables de telles déviations : il évoque sans les nommer l'interdiction d'enseigner prise contre le théologien suisse Hans Küng en 1980 ou l'Américain Charles Curran en 1986, ainsi que les mesures de silence imposées en 1985 au père Boff, théologien brésilien.

« On ne saurait appliquer à l'Eglise des critères de conduite qui ont leur raison d'être dans la société civile ou dans les règles de fonctionnement d'une démocratie », écrit encore le cardinal Ratzinger. Encore moins peut-on, dans les rapports à l'intérieur de l'Eglise, s'inspirer de la mentalité du monde ambiant. Demander à l'opinion majoritaire ce qu'il convient de penser et de faire, recourir contre le magistère à des pressions exercées par l'opinion publique, se prévaloir d'un « consensus » des théologiens, prétendre que le théologien est le porte-parole prophétique d'une « base » ou d'une communauté, tout cela dénote une grave perte du sens de la vérité et du sens de l'Eglise ».

H. T.

Infaillibilité

par Henri Tincq

C'est un véritable précis du métier de théologien que publie le cardinal Ratzinger, espérant ainsi mettre un terme à une contestation qui, des écrits de Hans Küng à la fin des années 70 aux luttes des théologiens de la libération jusqu'aux dénonciations de l'« autoritarisme » romain en 1989 dans la « déclaration de Cologne », n'a jamais désarmé sous le pontificat de Jean-Paul II. Le ton de cette instruction se veut serein et apaisant. Le gardien romain de la doctrine insiste sur la complémentarité des deux « fonctions vitales », pour l'Eglise catholique, du théologien et du « magistère » du pape et des évêques. Mais cette complémentarité se traduit ici dans un rapport de subordination et de soumission.

Le cardinal Ratzinger ne méconnaît pas le droit au « dissentiment » pour un théologien, mais il en limite singulièrement l'exercice. On retrouve en condensé sous sa plume la critique la plus traditionnelle de tous les arguments, réels ou supposés, d'une théologie ouverte et moderne : la revendication de la liberté de recherche et de parole et, plus généralement, des « droits de l'homme » à l'intérieur de l'Eglise ; le recours à la sociologie et aux médias ; la primauté donnée à la conscience individuelle ou au « sens commun des fidèles » sur la norme et sur le dogme.

Le Vatican dénonce la confusion entre l'Eglise, qui n'est pas une démocratie, et le système politique, entre l'enseignement de la doctrine chrétienne et le « libéralisme philosophique ». Ces propos sont typiques d'une méfiance, à l'égard de la société moderne, qui

n'est pas nouvelle chez le pape et chez son principal collaborateur en matière doctrinale.

L'originalité de ce texte se trouve dans l'élargissement du champ des vérités présentées comme indiscutables et incontestables. Celles-ci touchent désormais les enseignements d'ordre éthique, parmi les plus critiqués par les fidèles et les théologiens d'avant-garde. La loi naturelle, qui fonde le discours moral de l'Eglise, relève désormais du domaine de l'« infaillibilité ».

Et pour enfoncer le clou, le cardinal Ratzinger, dont les « instructions » d'hier sur la théologie de la libération ou les procréations artificielles avaient fait l'objet de tant de critiques, considère que « les documents de la Congrégation pour la doctrine de la foi, approuvés par le pape, participent au magistère ordinaire du successeur de Pierre ». Quelle marge de discussion reste-t-il aux théologiens ? N'auraient-ils le choix qu'entre la discipline et le silence ?

LES VOIES DE LA RÉUSSITE EN COMMERCE INTERNATIONAL

● Négociations
● Langues
● Management Interculturel
● Amérique Latine - Espagne
● Asie
● Maghreb - Moyen-Orient

FORMÉS et OPÉRATIONNELS en 1 an après le bac (ou niveau bac)
Pour tous renseignements : INSTITUT ALFA - 42-66-46-56

ÉDUCATION

Aux assises nationales sur l'enseignement supérieur

MM. Rocard et Jospin défendent la diversité et la complémentarité des universités

MM. Michel Rocard, premier ministre, et Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, ont ouvert mardi 26 juin à la Sorbonne les assises nationales « Universités 2000 », qui réunissent pendant quatre jours un millier de représentants du monde universitaire, politique et socio-économique pour débattre de l'avenir de l'enseignement supérieur.

A mi-chemin d'un long processus de discussions et de négociations qui doit déboucher, d'ici la

Les sénateurs étudient un système de prêts aux étudiants

Les sénateurs ont examiné, mardi 26 juin, en présence de M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, deux propositions de loi tendant à instituer un droit à l'emprunt en faveur des étudiants, présentées par MM. Georges Gruillot (RPR, Doubs) et Paul Lorient (PS, Essonne).

M. Jean Clouet (Rép. et Ind., Val-de-Marne), rapporteur au nom de la commission des finances, a souligné les carences du dispositif actuel des financements individuels des études supérieures. « Pour les classes moyennes, soit plus de 60 % des effectifs, il n'existe rien », a-t-il expliqué avant de proposer de compléter ce dispositif par un double système reposant sur un nouveau type de prêt, garanti par l'Etat, et sur un système de préfinancement du coût des études.

M. Jospin a remarqué que le gouvernement travaillait déjà en ce sens, et que la voie réglementaire lui paraissait plus opportune pour la mise en place, rapide et expérimentale, de dispositifs similaires à ceux prévus par les sénateurs. A l'issue de la discussion générale, le ministre a opposé l'article 40 (selon lequel les propositions de parlementaires accroissant le budget de l'Etat sont irrecevables) à un examen détaillé des propositions sénatoriales.

Lire page 15 l'article de Gérard Courtois : « L'introuvable réforme de l'aide aux étudiants ».

Adoption définitive du projet de loi relatif au financement des collèges. — Les députés ont adopté définitivement, mardi 26 juin, le projet de loi qui prévoit la prise en charge par le département des dépenses des collèges conformément à la loi de décentralisation du 22 juillet 1983. La participation des communes au financement des collèges ne sera donc plus obligatoire. Il revient aux préfets de décider de la date à laquelle cette participation communale prendra fin, au plus tard le 31 décembre 1994 pour les dépenses de fonctionnement et le 31 décembre 1999 pour les dépenses d'investissement. Seul le PS a voté pour, le PC et les partis de l'opposition se sont abstenus.

SCIENCES

Mort d'Ilya Frank, prix Nobel de physique 1958. — Le physicien soviétique Ilya Mikhailovitch Frank est mort vendredi 22 juin à l'âge de quatre-vingts ans. Ilya Frank avait partagé le prix Nobel de physique en 1958 avec ses compatriotes Pavel Cherenkov et Igor Tamm pour leur travail sur « l'effet Cherenkov », un phénomène responsable de la luminescence bleue produite par les radiations gamma sur l'eau des piscines des centrales nucléaires et qui est aussi utilisé pour la détection des particules de haute énergie du rayonnement cosmique.

fin de l'année, sur la définition d'un « schéma national de développement universitaire », ces assises n'avaient pas pour objectif de trancher le débat prématurément, mais, au contraire, de le cadrer et d'en fixer les règles du jeu.

MM. Rocard et Jospin s'y sont employés longuement après avoir rappelé le retard accumulé depuis quinze ans et l'ampleur des efforts budgétaires consentis depuis deux ans par le gouvernement : « Nous aurons la persévérance nécessaire pour poursuivre la rénovation de l'enseignement supérieur », a souligné le premier ministre, avant de lancer cependant un avertissement : « Les Français reprocheraient sévèrement au gouvernement et aussi aux universitaires d'englober des milliards dans les universités, s'ils avaient le sentiment que cet argent est mal employé ».

La volonté du premier ministre d'utiliser cet argent « le plus intelligemment possible » l'a conduit à rappeler à l'ordre très fermement l'ensemble des acteurs du monde universitaire et politique. « Il faudra certes créer de nouvelles universités dans les régions qui ont un retard à combler ou qui hélas sont sous le nombre », comme en Ile-de-France ou dans le Nord. Mais « il serait totalement déraisonnable de vouloir créer dans chaque chef-lieu de département une université complète, de niveau européen. Une université n'est pas un lycée supérieur ».

Refusant de « gaspiller nos ressources à des saupoudrages complaisants », M. Rocard a donc plaidé avec beaucoup de vigueur pour la constitution de « réseaux universitaires organisés, structurés, avec des engagements durables », permettant à chaque université de développer ses spécificités. « On ne peut pas faire tout partout. Certaines formes de rivalité entre universités voisines ne sont pas acceptables. Nous devons nous ouvrir à des complémentarités négociées, non aux rivalités que suscite un égoïsme déplacé ».

Le premier ministre faisait ainsi écho aux propos du ministre de l'éducation. « Je veux la qualité partout, mais la qualité dans la diversité. La logique dans laquelle

je ne dois pas déboucher pas sur des universités concurrentielles, mais sur des universités complémentaires et diverses. Seule cette diversité républicaine assure une réelle égalité », a notamment souligné M. Jospin.

Des prêts pour les étudiants

Enfin MM. Jospin et Rocard ont confirmé le projet du gouvernement de développer l'aide sociale aux étudiants (voir notre supplément « Campus », page 15). C'est notamment une affaire de logement, a précisé le ministre de l'éducation, fixant l'objectif de 15 000 logements nouveaux construits chaque année pour les étudiants. Mais c'est aussi un problème de financement des études. « L'allocation d'études » que propose le ministre combine des bourses, dont le montant et le nombre continueront à progresser, et des « prêts attribués selon des critères sociaux et pédagogiques, où l'Etat jouerait un rôle de garant, mais où les collectivités locales et entreprises pourraient être associées pour les étudiants ». Mais c'est aussi un problème de financement des études. « L'allocation d'études » que propose le ministre combine des bourses, dont le montant et le nombre continueront à progresser, et des « prêts attribués selon des critères sociaux et pédagogiques, où l'Etat jouerait un rôle de garant, mais où les collectivités locales et entreprises pourraient être associées pour les étudiants ».

Passant du conditionnel au futur, le premier ministre a annoncé que ce système sera mis en place « à titre expérimental au cours de la prochaine année universitaire. Selon les résultats de cette expérience, nous verrons s'il y a lieu de l'étendre ». Plutôt que de tester un mécanisme de prêt sur trois ou quatre académies comme le proposait le ministre de l'éducation, le gouvernement estime désormais préférable de le lancer au plan national, en limitant pour la première année le nombre de prêts à deux cent mille environ. Reste toutefois à définir les conditions exactes d'attribution, de montant ou de remboursement. Autant de points encore en suspens.

G. C.

Lire page 15 le point de vue de M. Charles Millon : « Crise universitaire : une chance à saisir ».

Le Monde ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voir norme)	Mont de n°
2 semaines	100 F	165 F	13
3 semaines	150 F	245 F	19
1 mois	180 F	310 F	26
2 mois	290 F	550 F	62
3 mois	400 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 48-80-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____ du _____ au _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM _____ PRÉNOM _____
N° _____ RUE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____
PAYS _____

● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

● N° CB _____

Expiré fin _____ Signature obligatoire _____

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) _____

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

catholica

Numéro 20 45 F

La liberté et ses ennemis
Compagnon, Danchin, Ellul :
l'art du néant

L'Eglise, l'Etat et la société civile
Emmanuel Severino,
maître d'athéisme

Synodes : révolution tranquille

Abonnement 200 F

Paris : en vente à la Procure
1, rue de Ménilmontant, 10°

BP 19 - 75660 PARIS Cedex 14

L'introuvable réforme de l'aide aux étudiants

Un conflit entre les finances et l'Education retarde la reconnaissance d'un droit aux prêts pour les étudiants. Le débat porte sur le rôle des banques, de l'Etat et des collectivités locales

L'AIDE sociale aux étudiants serait-elle devenue l'Arctique de la politique universitaire ? Ce dossier, en effet, ne figure pas au programme des Assises nationales Universités 2000, qui réunissent à la Sorbonne, depuis mardi 26 juin et jusqu'au 29 juin, acteurs et partenaires de la communauté universitaire. Le menu de ces débats est pourtant copieux et rien ne semble avoir été oublié des enjeux à moyen terme du développement de l'enseignement supérieur français : l'accueil et l'orientation, la diversification des types de filières ou d'établissements, l'aménagement des campus, l'autonomie des universités et leurs liens avec les collectivités locales, l'évaluation et l'articulation entre la formation et l'emploi. Rien ne manque, si ce n'est, précisément, l'épineux problème du financement des études de ces centaines de milliers de jeunes supplémentaires que l'on attend, demain, dans les universités.

Ce silence est d'autant plus surprenant que, depuis des mois, le ministère de l'Education a pas les annonces en la matière. Dès l'automne dernier, M. Jospin prévoyait de faire de 1990 « l'année des étudiants ». Au début de l'année (le Monde du 13 janvier), le ministre de l'Education précisait son intention « d'accroître considérablement le nombre des étudiants bénéficiant d'une aide sociale ». Pour répondre à cet objectif, il préconisait d'augmenter le nombre et le montant des bourses de l'enseignement supérieur, mais aussi de compléter les bourses grâce à un système de prêts, « obéissant à des critères de ressources » et bénéficiant de « garanties de l'Etat, des universités, des collectivités locales et des entreprises ».

Dès le mois de janvier, un projet ambitieux était élaboré par les services du ministère. Le 9 février, M. Claude Allègre, conseiller spécial du ministre, annonçait à Montpellier que ce plan d'aide sociale pouvait être appliqué, dès la rentrée 1990, dans quatre universités pilotes. Et aux au long du printemps, le ministre tentait de coupler les discussions interministérielles sur la construction de nouveaux locaux universitaires et sur la mise en œuvre de ce plan social. En vain. Le conseil des ministres du 25 mai s'engageait à débiter 16 milliards de francs supplémentaires sur cinq ans pour aménager des amphithéâtres et des salles de cours, mais ne faisait aucune mention des bourses et des prêts.

Assumer le coût des études

L'enjeu est pourtant de taille. Il s'agit de savoir si les étudiants d'aujourd'hui, et plus encore ceux de demain, auront les moyens d'assumer le coût de leurs études. Tous les observateurs estiment en effet que l'ensemble des frais (logement, restauration, transports, etc.) s'élève en moyenne à environ 30 000 francs par an et par étudiant, avec des disparités sensibles entre Paris et la province.

Pour faire face à cette charge non négligeable, les 1 111 000 étudiants actuellement inscrits à l'Université se débrouillent tant bien que mal. Un peu plus de 200 000 d'entre eux (208 000 en 1989) bénéficient d'une bourse de l'enseignement supérieur dont le montant s'échelonne, en fonction des revenus des parents, de 5 000 à 16 000 francs par an, soit une aide très inférieure aux besoins réels. D'autre part, une centaine de milliers d'étudiants ont recours aux prêts bancaires classiques pour compléter le financement de leur scolarité ; compte tenu des critères d'attribution retenus par les banques (taux de crédit, prestige et stabilité supposés de la filière universitaire), ces étudiants constituent une population bien typée, issue pour l'essentiel de milieux sociaux aisés.

Mais entre ces 200 000 boursiers et ces 100 000 jeunes qui font leurs études à crédit, la grande masse des étudiants ne bénéficie d'aucune aide, si ce n'est celle de leurs parents, éventuellement complétée par une activité salariée plus ou moins régulière. Ces contraintes économiques constituent dès à présent une source de difficultés dans la poursuite des études. Une enquête de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF) évalue ainsi que deux étudiants sur dix abandonnent leurs études en cours de route faute de pouvoir s'y consacrer à plein temps, sans soutien financier (le Monde du

10 mai 1989). Or l'augmentation rapide du nombre des étudiants dans les années à venir et l'élargissement de leur recrutement risquent de rendre le problème beaucoup plus aigu. Comme le soulignent M. Paul Lorient et les sénateurs socialistes dans une proposition de loi qu'ils ont déposée récemment : « Après avoir longtemps été le champ d'une certaine élite sociale, l'Université ouvre chaque jour un peu plus ses portes à des étudiants venus d'horizons plus modestes, même si la composition sociologique des établissements d'enseignement supérieur est encore loin de refléter celle de l'Hexagone ». Et ils ajoutent : « Un des principaux obstacles à un plus grand accès des couches populaires à l'enseignement supérieur demeure le coût global de celui-ci ». Autrement dit, tant que la grande masse des étudiants était issue de milieux aisés, l'on pouvait s'en remettre à leurs parents pour assurer le coût des études. Cela serait de moins en moins facile au fur et à mesure que l'Université démocratisera son recrutement.

Consensus politique

Cette prise de conscience explique la multiplication des initiatives sur ce terrain depuis quelques mois. Ainsi M. Roland Carraz a institué depuis un an, pour les étudiants résidant dans la commune de Chêvenne (Côte-d'Or), dont il est le maire, un « revenu minimum étudiant » qui est une allocation municipale destinée à aider les étudiants les plus défavorisés à poursuivre leurs études. L'ancien ministre met, d'autre part, la dernière main à un rapport parlementaire sur l'aide sociale aux étudiants. Ses collègues sénateurs, on l'a vu, ont, de leur côté, déposé une proposition de loi instituant un droit à l'emprunt bancaire pour les étudiants de deuxième et troisième cycles et prévoyant un système national de garantie mutuelle de ces prêts. Cette proposition, ainsi que celle, complémentaire, des sénateurs RPR, ont fait l'objet d'un rapport de la commission des finances du Sénat, qui devait être discuté mardi 26 juin.

Ce consensus politique est d'ailleurs manifeste à la lecture des pre-

miers signataires de l'appel qui vient de lancer la MNEF en faveur d'un nouveau statut social de l'étudiant fondé sur cinq mesures, et en particulier sur l'institution d'un droit au prêt pour tous les étudiants. Se retrouvent côte à côte, sur ce thème, quatre-vingts parlementaires de la majorité comme de l'opposition, des maires de grandes villes comme M.M. Baudis à Toulouse, Noir à Lyon, Frêche à Montpellier, Bodo à Valenciennes, Mosilot à Cannes ou Jarry au Mans, des présidents de conseils régionaux ou généraux, ainsi que nombre de personnalités comme M.M. Teulade, président de la Fédération nationale de la mutualité française, Yvanik Simabron, secrétaire général de la Fédération de l'Education nationale, Christophe Borgel, président de l'UNEF indépendante et démocratique, le principal syndicat étudiant, ou encore René Sylvestre, directeur du mensuel L'Étudiant et infatigable promoteur d'un système généralisé de prêt aux étudiants. Sans compter des centaines d'universitaires, professeurs ou présidents d'université.

Cette effervescence sera-t-elle suffisante pour faire avancer le dossier ? Le ministère de l'Education n'est plus à convaincre. « L'accroissement du nombre des boursiers et du montant des bourses ne saurait suffire à répondre aux besoins des nouvelles générations d'étudiants ».

Notre système de bourses ne réussira pas à s'étendre à l'ensemble des 500 000 à 600 000 étudiants qui ont absolument besoin d'une aide autre que familiale pour faire leurs études », estime-t-on rue de Grenelle. Le ministère tente donc, depuis des mois, de faire passer une nouvelle politique d'aide sociale instaurant une allocation d'études beaucoup plus largement dispensée et qui associerait des bourses et des prêts garantis. Ce système mixte doserait le panachage de bourses et de prêts en fonction du coût réel des études. Ces prêts seraient garantis par l'Etat et financés par plusieurs partenaires, notamment les collectivités locales, les entreprises, voire les universités.

Des commissions d'attribution associant notamment des étudiants seraient placées auprès de chaque université et statuerait sur l'ensem-

ble du dossier social de chaque étudiant demandeur.

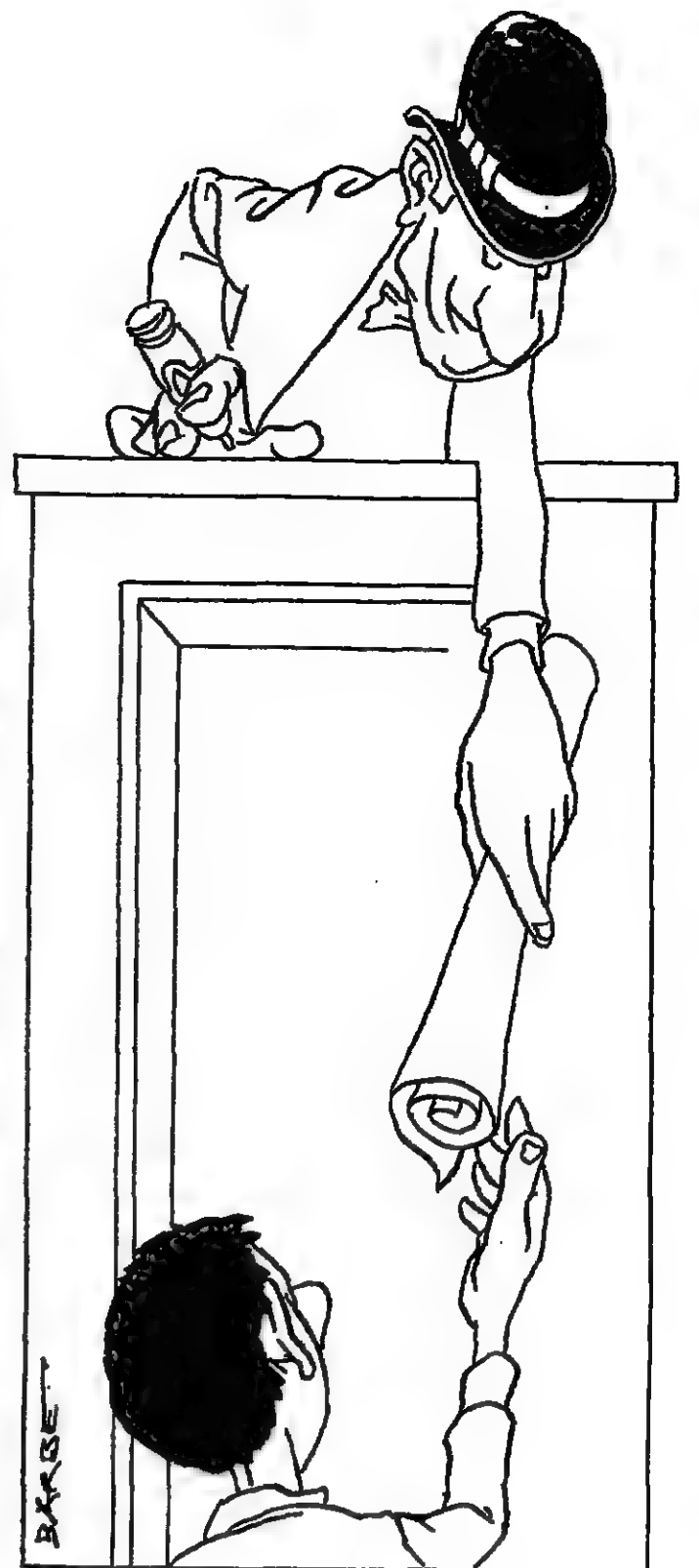
Vaste programme. Mais qui se heurte pour l'instant à l'hostilité des grands argentiers. Le ministère des finances n'est pas opposé à l'institution d'un fonds de garantie doté par l'Etat et supportant 40 à 50 % du risque ; il ne voit pas non plus d'un mauvais œil l'idée de responsabiliser les universités elles-mêmes en leur demandant d'accorder une garantie complémentaire (de l'ordre de 15 % du montant des prêts). En revanche, la direction du Trésor s'oppose à toute bonification des prêts et préfère faire respecter ce système sur la concurrence entre les banques. Une perspective libérale qui paraît inacceptable dans l'entourage du ministre de l'Education. Difficile en effet de défendre l'idée d'une grande politique sociale en faveur des étudiants, si les banques restent maîtresses du jeu et, pour l'essentiel, des critères d'attribution.

Des questions en suspens

Ce désaccord de fond, aiguë par des rivalités politiques entre le ministère de l'Education et ses collègues de l'Economie et du Budget, a pour l'instant laissé en suspens des aspects essentiels du dossier : quel serait le montant des prêts (on évoque un maximum de 13 000 francs par an) ? Quels seraient les bénéficiaires (étudiants de première année, de deuxième année ou seulement de deuxième cycle) ? Quelle serait la durée de remboursement et après quelle période de franchise ? Sur quels critères enfin les prêts seraient-ils attribués ? (1) ? Avant de questions qui ne sont toujours pas tranchées faute d'un accord gouvernemental sur la philosophie générale du système et sur ses incidences budgétaires. Tout laisse penser que, pendant quelques semaines encore, l'aide sociale aux étudiants restera l'Arctique de la politique universitaire du gouvernement.

GÉRARD COURTOIS

(1) Sur l'opinion des étudiants sur ces questions, voir notre sondage dans le numéro spécial de Campus (« Les étudiants jugent l'Université ») dans le Monde du 20 juin.



POINT DE VUE

Crise universitaire : une chance à saisir

par Charles Millon

L'UNIVERSITÉ est en crise. L'explosion du mécontentement menace. Pour la conjurer, le gouvernement doit sortir soudain l'urgence et, dans la précipitation, organiser des « assises ».

L'urgence, le court terme, ce sont des locaux à construire ou à aménager, des financements à trouver. Mais nous ne pouvons accepter de nous enfermer dans cette approche. La crise n'est pas que quantitative. Elle appelle une réflexion et une évolution de fond. Ne laissons pas échapper la chance de trouver et de mettre en œuvre de véritables solutions.

Le débat parlementaire a, pour l'instant, été refusé par le gouvernement malgré le dépôt de plusieurs propositions de loi émanant de l'opposition — dont bien sûr celle que j'ai déposée au nom du groupe UDF au début du printemps. Mais le débat est désormais largement engagé dans le pays. Devant l'ampleur du problème, une proposition croissante de professeurs, d'étudiants, de lycéens, de parents, de chefs d'entreprise, d'élus locaux et nationaux s'y engageant.

Chaque maire de grande cité, chaque président de conseil général ou de conseil régional est prêt à prendre sa part dans cet effort pour l'Université. Mais tous demandent une nouvelle règle du jeu. Celle-ci sera trouvée dans un triple mouvement de décentralisation des pouvoirs, d'autonomie des universités et d'implication du monde économique. Et dans ce mouvement, sachons utiliser la région.

La région Rhône-Alpes, que je préside, a déjà mis en place une politique : financement de constructions universitaires, en harmonie avec sa conception de l'aménagement de son territoire, aide à des expériences pédagogiques nouvelles (formations professionnelles, formations liées à la recherche ou à l'ouverture internationale), systèmes de bourses internationales et d'échanges d'enseignants et de chercheurs. Enfin, dans le prolongement de la responsabilité qu'est la

sienne au sein des lycées, la région entend, avec les établissements universitaires, l'Etat et les professionnels, une vaste action d'information et d'orientation des lycéens et des bacheliers.

Pour mettre en œuvre cette politique, notre région a proposé aux établissements de signer avec elle des « contrats d'objectifs ». Une vingtaine d'universités et d'écoles signent les premiers à l'automne prochain.

Un creuset d'innovations

Mais ce ne sont là que les prémices d'une nouvelle donne. Tout d'abord, face à la tentation que l'Etat peut avoir de mettre aux enchères le développement universitaire, la région devrait être le lieu privilégié d'une coordination des interventions des collectivités territoriales. Les chantiers sont nombreux : urbanisme universitaire, conditions de la vie étudiante (logement, transport, restauration, activités sportives et culturelles), construction de locaux, équipement et fonctionnement des établissements, développement des relations internationales... Chaque collectivité est sollicitée de participer de façon active à la construction d'une Université performante qui doit être à la mesure des universités de l'Europe et du monde.

Mais, partenaire, cela veut dire aussi que chacune assume des choix.

La région, quant à elle, peut être un creuset d'innovation pour l'Université.

— Innovations dans l'autonomie des établissements. Il faut que les universités soient plus concurrentielles, plus maîtresses de leurs programmes et de leurs initiatives, qu'elles soient en mesure d'attirer des professeurs pour entrer des professionnels ou d'enseignants étrangers. Bref, qu'elles deviennent majeures, complètement « capables » de contracter avec leurs partenaires. Il faut également que les responsables d'établissements soient véritablement investis d'une mission

de direction et assument, en toute indépendance, cette fonction.

— Innovations dans la gestion des établissements. La constitution, ou plutôt la reconstitution, d'un patrimoine peut être un moyen pour les présidents d'université de développer leur établissement et d'expérimenter des formes nouvelles.

Disposer d'un patrimoine foncier par exemple, que l'université valoriserait par le développement d'activités économiques liées à elle, ce serait un moyen de renforcer ses liens avec le monde des entreprises, mais aussi de lui apporter une autonomie financière quasi inconnue en France, à l'inverse de ce qui se passe à l'étranger et singulièrement aux Etats-Unis.

Innovation en matière de gestion, mais aussi simplification des différents processus de financement de l'Université : l'imbrication des différents ministères (Education nationale, recherche...), comme des organismes nationaux ou internationaux de financement de la recherche, ne permet que rarement d'avoir une vue claire, donc une gestion efficace, des moyens financiers de l'Université.

— Innovations pédagogiques enfin. La création de cycles courts professionnalisants, mis en place en association avec les milieux professionnels, est l'une des expériences les plus intéressantes que nous menons en Rhône-Alpes. Elle pourrait être généralisée dans les domaines où cela est possible, en incluant, chaque fois que cela peut se faire, des séquences d'alternance en entreprise, véritables passerelles vers la vie professionnelle.

Bien d'autres innovations pédagogiques sont possibles. A l'époque où la civilisation de l'image paraît l'emporter sur celle de l'écrit, peut-on imaginer que les technologies que l'on enseigne n'investissent pas aussi l'enseignement ? Les années 50 ont vu la naissance des INSA, les années 60, l'essor des IUT au sein des universités. Depuis vingt ans, en dehors de l'expérimentation (unique) de Compiegne, bien

peu de formules nouvelles ont vu le jour. S'il faut maintenir la cohérence de l'ensemble du système universitaire, il faut accepter que, par dérogation à la règle, soit tentée l'expérimentation d'établissements nouveaux susceptibles de mieux répondre aux trois critères de qualité, d'adaptabilité et d'autonomie. Chacun, au niveau national, comme au niveau régional et local, mesure l'enjeu que représente l'enseignement supérieur. Les régions, à l'instar de leurs homologues européennes, pourraient apporter une contribution importante à la définition d'une nou-

velle « règle du jeu » en apportant, comme partenaire d'une université plus autonome, et en accord avec les autres collectivités publiques, comme avec le monde économique, non seulement un appui financier croissant, mais aussi un cadre adapté à l'innovation. L'heure n'est plus aux discours, au replâtrage, ni à la fuite en avant. Saisissons la chance de bâtir l'Université du vingt et unième siècle. Demain, il sera trop tard.

► Charles Millon est président du groupe UDF à l'Assemblée nationale et président de la région Rhône-Alpes.

GROUPE ESC

Ecole Supérieure de Commerce de Dijon.

Mastère (MS) en Management de l'Industrie Pharmaceutique.

Mastère (MS) Européen en Management des Entreprises Culturelles

en collaboration avec la Fondation Claude-Nicolas Ledoux d'Art et de Sens.

DEA en Sciences de Gestion

en collaboration avec l'Université de Bourgogne.

Commerce International du Vin (CIV)

en collaboration avec le CRPPA de Beaune.

BOURGOGNE
FRANCHE-COMTÉ

29, RUE SAMBIN - 21000 DIJON - TELEPHONE 80 72 12 40

CAMPUS

La nouvelle orthographe

Voici les recommandations du Conseil supérieur de la langue française, approuvées par le premier ministre et l'Académie

« Ajuster », « rectifier », « réformer » l'orthographe... L'éternel débat, rouvert l'automne dernier avec la publication de plusieurs ouvrages admettant certaines anomalies de l'écriture du français, semble avoir été tranché avec l'approbation par le premier ministre, des propositions du Conseil supérieur de la langue française (le Monde du 21 juin). Les rectifications, acceptées à l'unanimité par l'Académie française, sont limitées aux cinq points suivants. Boccard avait fait allusion dans son discours d'installation de ce Conseil,

en octobre dernier : le trait d'union, le pluriel des mots composés, l'accent circonflexe, le participe passé des verbes pronominiaux et « diverses anomalies ». Selon ses promoteurs, l'orthographe nouvelle devrait permettre de résoudre un certain nombre de difficultés : on n'hésitera plus désormais sur l'accent circonflexe du *il* et du *li*, la consonne des verbes du type de *ruisseler* (désormais : *il ruisselle*, *il épousa*), le singulier et le pluriel des composés comme *pèse-lettre* ou *après-ski*, de mots empruntés (des *appareillages*), le tréma de

aigüe, l'accent de *je considérerais*, ou l'accord de *elle s'est laissée convaincre*, etc. Les nouvelles règles ne seront pas imposées aux adultes, la pratique actuelle restant considérée comme variante correcte « jusqu'à ce que les nouvelles graphies dominent dans l'usage ». Toutes les rectifications feront l'objet d'une circulaire du ministère de l'éducation nationale et les enseignants auront un an pour en prendre connaissance ; elles devront être enseignées dès la rentrée 1991. Nous en publions l'essentiel ci-dessous et page 18.

Pingpong gréco-romain

Actuellement, dans les mots composés, le trait d'union peut marquer la différence avec de simples groupes syntaxiques, notamment :

- lorsque le groupe syntaxique est nominalisé : un sans-gêne (préposition + nom), un ouvre-boîte (verbe + complément). Ce procédé est extrêmement productif en français ; le bien-être, un tête-à-tête, un laissez-passer, le qu'en-dira-t-on.

- lorsque le sens (et parfois le genre ou le nombre) du composé est différent de celui du groupe syntaxique : un rouge-gorge (médicament), un pot-de-vin, un cil-de-bœuf (métaphore), nu-propriétaire (dérivé du groupe syntaxique « nue propriété », comme long-courrier de « long cours »), franc-maçon (celui de l'anglais), et évolutions particulières : grand-père, petit-fils, belle-fille ;

- lorsque le composé ne respecte pas les règles ordinaires de la morphologie et de la syntaxe, par calque d'une autre langue (haut-parleur) ou survivance d'anciens usages : grand-rue (qui n'est pas nécessairement une grande rue), quatre-vingts, soi-disant, etc. ; nouveau-né, court-vêtu, demi-heure, mâtée (adjectif invariable).

Désormais, on pourra utiliser le trait d'union lorsque le nom composé est employé métaphoriquement : barbe-de-capucin, langue-de-bœuf (en botanique), bonnet-d'évêque (en cuisine et en architecture) ; mais *taille de guêpe* (il n'y a pas de métaphore que sur le second terme), *langue de terre* (il n'y a pas de métaphore que sur le premier terme), *langue de bœuf* (en cuisine, sans métaphore).

L'usage du trait d'union sera étendu aux numéraux formant un nombre complexe, en-deçà et au-delà de cent. Exemples : elle a vingt-quatre ans, il lit la page vingt-quatre, elle a cent-deux ans, il lit la page cent-trente-deux, il possède sept-cent-mille-trois-cent-vingt-et-un francs.

L'extension de la soudure peut concerner les cas suivants :

- des noms fortement ancrés dans l'usage, composés d'une forme verbale suivie d'une forme nominale ou de « tout ». Exemples : un croque-mitaine, un pique-nique, un falot, un fourre-tout, un passepartout ;

- des noms composés d'une particule invariable suivie d'un nom ou d'un adjectif ; la tendance existante à la soudure sera généralisée avec les particules « contre, entre » quand elles sont utilisées comme préfixes, sur le modèle de « en » et « sur », déjà pratiquement toujours soudés. L'usage de l'apostrophe sera également supprimé par la soudure. Exemples : à contre-cour-

IL N'Y A PLUS DE TRAIT D'UNION À CINECLUB NI D'ASTROLOGIE AYANT.



rant (comme à contresens), s'entre-dévoier (comme s'entre-manger), s'entraîner (comme s'entraider).

- des mots composés au moyen des préfixes latins ou grecs : extra, intra, ultra, infra, supra. Exemples : extraconjugal (tout comme extraordinaire), ultrafiltration, infrarouge, etc. ;

- des mots composés à partir d'onomatopées ou similaires. Exemples : blabla, bouibou, coïcoïco, froufrou, grigri, kifkif, mélé-mélé, pélemélé, pingpong, préchi-précha, tamtam, teuf-teuf, tohubohu, traintrain, troutrou, tsétsé, virevire, yoyo ;

- d'autres mots composés d'éléments nominaux et adjectivaux, et souvent peu analysables aujourd'hui : chausserappe (où il n'y a ni notre « chausser », ni notre « trappe »), quotepart, poudesoie (dont l'origine est obscure), terre-plein calque de l'italien, qui ne comporte pas notre adjectif « plein », etc. ;

- des mots composés d'origine latine ou étrangère, bien implantés dans l'usage. Exemples : blackout, bluejean, chocho, covergirl, cowboy, cyclocross, fairplay, folklore, globetrotter, handball, hordog, lockout, majong, ossobuco, pipeline, sidécar, striptease, weekend, apriori (nom), exvoto, statuquo, vadémécum ;

- les nombreux composés sur thèmes « savants ». On écrira donc par exemple : autovaccin, cinéroman, circomulus, électroménager, etc. On fera cependant exception quand la composition sert précisément à marquer une relation entre deux noms propres ou géographiques : les relations germano-polonaises, les contentieux anglo-danois, les mythes gréco-romains, la culture finno-ougrienne, etc.

Pèse-lettres et hotdogs

Les hésitations concernant le pluriel de mots composés à l'aide du trait d'union sont nombreuses, problème qui ne se pose pas quand les termes sont soudés. Bien que le mot composé ne soit plus un groupe syntaxique, les grammaticiens de naguère ont essayé de maintenir les règles de variation comme s'il s'agissait d'un groupe syntaxique :

- en se contredisant tantôt à propos des singuliers, tantôt à propos des pluriels : un cure-dent, un cure-ongles, des après-midi, mais des après-dîners, etc.

- en établissant des distinctions raffinées : entre des garde-meubles (hommes) et des garde-meubles (lieux), selon une analyse fautive que Littré avait déjà dénoncée ; entre un porte-montre si l'objet ne peut recevoir qu'une montre, et un porte-montres s'il peut en recevoir plusieurs.

Le Conseil supérieur propose que les noms composés d'un verbe et d'un nom prennent une marque du pluriel finale seulement quand le nom composé est lui-même au pluriel. Exemples : un pèse-lettre, des pèse-lettres, un cure-dent, des cure-dents, un garde-meuble, des garde-meubles (sans distinguer s'il s'agit d'homme ou de lieu). Il en sera de même de ceux composés d'une préposition et d'un nom. Exemples : un après-midi, un

sans-abri, des après-midis, des sans-abris.

Cependant, quand le nom prend une majuscule, ou quand il est précédé d'un article singulier, il ne prendra pas de marque de pluriel. Exemples : des prie-Dieu, des trompe-l'œil, des trompe-la-mort.

Le pluriel des mots empruntés

On accentuera l'intégration des mots empruntés en leur appliquant les règles du pluriel du français.

Les mots étrangers formeront régulièrement leur pluriel avec un S non prononcé. Exemples : des matchs, des lieds, des solos, des appareillages. Il en sera de même des mots d'origine latine. Exemple : des maximums.

Cependant, les mots terminés par s, x et z resteront invariables. Exemples : un boss, des boss, un kibboutz, des kibboutz. Les noms d'origine étrangère auront un singulier et un pluriel réguliers : un zakouski, des zakouskis ; un camp touareg, des camps touaregs ; un ravioli, des raviolis ; un lazzi, des lazzi ; un confetti, des confettis, etc. Le pluriel de mots composés étrangers se trouvera simplifié par la soudure. Exemples : des covergirls, des bluejeans, des ossobucos, des weekends, des hordogs.

EX.CO.SUP
MÉDECINE - PHARMACIE
De la Terminale à la 2^e année
10 centres de préparation
CLASSES PRÉPARATOIRES
Physique - Chimie - Biologie
Enseignement par Minibul : 9615 EXCOSUP
12, rue Hautefeuille - 75006 PARIS - Tél. : 46.34.06.33

CENTRE NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL NOTARIAL

11 bis, rue d'Edimbourg, 75008 Paris
Tél. : (1) 43-87-44-07

ACCÈS AUX FONCTIONS DE NOTAIRE NOUVEAU RÉGIME DE LA VOIE DITE « PROFESSIONNELLE »

AVIS D'EXAMEN D'ENTRÉE DANS LES CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE NOTAIRES

Les épreuves écrites d'admissibilité de l'examen d'entrée aux centres de formation professionnelle de notaires auront lieu pour la session 1990 :

- le MARDI 6 NOVEMBRE 1990 à 8 h 30 pour la note de synthèse
- le MERCREDI 7 NOVEMBRE 1990 à 9 heures pour la composition juridique.

Ces épreuves se dérouleront à Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Paris, Poitiers, Rennes, Strasbourg, Toulouse.

Pour les candidats déclarés admissibles, les épreuves orales d'admission se dérouleront aux mêmes lieux dans le courant du mois de décembre 1990.

POUR INSCRIPTION AVANT LE 6 SEPTEMBRE 1990 ET POUR TOUS RENSEIGNEMENTS, S'ADRESSER AUX CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE LE NOTARIALE DE :

AIX-EN-PROVENCE	Tél. : 91-37-25-01
BORDEAUX	Tél. : 56-44-00-91
LILLE	Tél. : 20-54-54-52
LYON	Tél. : 78-93-87-57
NANCY	Tél. : 83-35-43-14
MONTPELLIER	Tél. : 67-54-16-38
PARIS	Tél. : 43-80-45-55
POITIERS	Tél. : 49-88-14-93
RENNES	Tél. : 99-63-16-66
STRASBOURG	Tél. : 88-32-10-55
TOULOUSE	Tél. : 61-23-22-91

IFAM.

ADMISSIONS SUR TITRES EN 2^e OU 3^e ANNÉE

L'admission sur titre permet aux diplômés de l'enseignement supérieur d'intégrer l'I.F.A.M. et d'obtenir à l'issue du programme le diplôme I.F.A.M. et le diplôme M.B.A. (Master of Business Administration) de l'une des universités américaines associées. Pour la deuxième année, les candidats doivent être titulaires d'un DEUG, DUT, BTS ou diplôme équivalent.

Pour la troisième année les candidats doivent être en possession d'une licence, d'une maîtrise ou avoir validé au moins deux années d'école de commerce.

Dates des épreuves
1^{re} session : 9 juillet 1990
2^e session : 7 septembre 1990

Renseignements - Inscription
I.F.A.M.

Institut Franco-Américain de Management
19, rue Cepré, 75015 Paris. Tél. : (1) 47-34-38-23

Établissement privé d'enseignement supérieur fondé en 1982

CARRIÈRES INTERNATIONALES
Enseignements juridiques, diplomatiques, économiques et linguistiques
Durée des études : 4 ans - Statut étudiant
INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES
Établissement privé d'enseignement supérieur
12, rue des Saints-Pères 75007 Paris - Tél. : (1) 42-98-51-48

GROUPES E.S.C. TOULOUSE
JUSQU'A L'EXCELLENCE PROFESSIONNELLE
5 SUP DE CO TOULOUSE MASTERES SPECIALISES
■ AUDIT INTERNE ET CONTROLE DE GESTION
■ COMMUNICATION D'ENTREPRISE
■ INTERFACE MARKETING TECHNOLOGIE AGRO-ALIMENTAIRE
■ MANAGEMENT DE L'INNOVATION ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIE
■ SYSTEMES D'INFORMATION AUTOMATISES DE GESTION
Pour valoriser votre diplôme
Je souhaite recevoir une brochure de présentation.
NOM : PRENOM :
ADRESSE :
Code Postal : VILLE :
MASTERE Choisi :
A RETOURNER A : GROUPE ESC TOULOUSE
20 Bd LASCROSSES 31068 TOULOUSE CEDEX.
TEL: 61 29 49 49
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE TOULOUSE

COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

• Journée des dupes pour la Belgique et l'Espagne éliminées après avoir pratiqué le meilleur football • L'équipe anglaise, en pleine mutation technique, rencontrera le Cameroun • La Yougoslavie, conglomérat de talents, affrontera l'Argentine • Six équipes européennes en quarts de finale • Expulsion de plus de deux cents supporters anglais •



La réhabilitation inespérée de Bobby Robson

L'Angleterre a arraché in extremis sa qualification devant une équipe belge scintillante. Une heureuse réplique à la critique

Angleterre b. Belgique : 1-0 après prolongation

BOLOGNE

de notre envoyé spécial

Bobby Robson est un bon bougre. Le sélectionneur anglais est de ces hommes dont le visage ne saurait mentir. Une grimace, un sourire, un regard, des yeux trop ronds, un regard trop embué, trahissent son bon cœur de brave type.

Mardi soir 26 juin, à Bologne, lorsqu'il s'est présenté devant les journalistes après le superbe match Angleterre-Belgique, des gouttes de sueur perlaient sur sa joue rouge et ses yeux brillaient d'une pure émotion. Bobby Robson était un homme comblé. La victoire de ses joueurs face aux Belges (1-0) était aussi la sienne, celle d'un technicien si critiqué dans son propre pays qu'il s'est un jour auto-proclamé « ennemi public numéro un » tant il avait le sentiment de faire l'humanité contre lui.

Depuis cette soirée bolognaise, qui a vu les Britanniques éliminer les « Diables Rouges » de Belgique grâce à un but de David Platt à deux minutes de la fin de la prolongation, il se sent un peu plus à l'aise. Ce succès, qui ouvre aux

Anglais la voie des quarts de finale contre le Cameroun, dimanche 1^{er} juillet à Naples, est, sans doute, le plus important d'une carrière de sélectionneur entamée en 1982 et qui s'achève, quoi qu'il arrive, après le Mondial lorsqu'il prendra en main le club néerlandais d'Eindhoven.

La victoire de Bologne pourrait l'autoriser à quitter son poste en héros lui qui, à cinquante-six ans, semblait destiné à un départ de « forger ». Le Cameroun étant un adversaire supposé à la portée des joueurs de la Rose, c'est en effet une demi-finale, celle du Tchad, l'ovaquie ou la RFA, qui se profile à l'horizon britannique. Si cet objectif est atteint – les Anglais ne doutent pas une seconde qu'il le sera – Robson laissera l'image plutôt positive du sélectionneur qui aura contribué à redonner quelque vigueur à une sélection bien décevante depuis vingt-quatre ans.

Depuis 1966 et sa victoire à Wembley contre l'Allemagne de l'Ouest (4-2), l'Angleterre n'a jamais cessé de courir après sa splendeur passée. Robson lui-même présente un bilan jusqu'à régalif dans les grandes compétitions internationales : quart de finaliste au Mexique contre l'Ar-

gentine lors du précédent tournoi mondial, en 1986, absente du Championnat d'Europe des nations 1984 en France et éliminée au premier tour de l'édition de 1988 en RFA (trois matches, trois défaites), l'équipe d'Angleterre, pourtant dotée de joueurs de talent, n'a jamais justifié les espoirs placés en elle.

Campagnes de presse

Bobby Robson, qui avait pourtant obtenu d'excellents résultats à la tête du club d'Ipswich, en a directement subi les conséquences. A mesure que l'équipe nationale accumulait les défaites, il voyait sa cote d'impopularité grimper jusqu'à devenir la cible privilégiée de campagnes de presse d'une violence extrême.

En juin 1988, après les trois défaites consécutives lors d'un désastreux Championnat d'Europe, les quotidiens populaires publiaient des caricatures vulgaires surmontées de titres sans équivoque : « Virez-le ! », « Bobby, tu dois foutre le camp ! ». Les journaux de « qualité », bien que plus élegants dans les termes, réclamaient également l'éviction de ce technicien trop « anglais moyen » pour plaire à

l'aristocratie du ballon rond. Il n'est pas parti. La fédération lui a maintenu sa confiance. Les joueurs aussi, il a toujours entretenu de bonnes relations avec la plupart d'entre eux, notamment avec les plus anciens, Terry Butcher ou Bryan Robson (aucun lien de parenté). Quand, au début du Mondial, un scandale metait en cause trois de ses joueurs et une hôtesse d'accueil (le Monde du 20 juin) a éclaté, il est lui-même monté au front pour fusiller certains journalistes qualifiés en public de « fouille-merde ».

Sous ses allures de bon bougre, serait-il donc hermétique à la critique ? Il s'est, en tout cas, toujours efforcé de le paraître. « Cela ne m'empêche pas de vivre », rétorque-t-il à chaque nouvelle affaire. Ce qui n'empêche pas un proche de la sélection d'assurer : « Il feint de ne rien ressentir mais c'est faux. Bobby est un homme sensible, les critiques sur ses choix de techniciens, tout autant que les scandales concernant sa vie privée, le touchent au plus haut point ».

Sa passion pour le football se double d'un fétichisme. L'entraîneur est aussi ténu que l'homme est fragile. Ainsi est-il toujours passé pour un conservateur forcené, adepte d'un style britannique

peu soucieux de l'évolution du jeu sur le continent. Il aura fallu attendre les derniers matches de sa carrière de sélectionneur pour voir l'équipe d'Angleterre présenter un visage nouveau, que ce soit du point de vue tactique (utilisation d'un libéro) ou technique (jeu court et en mouvement).

Sans doute est-ce d'ailleurs là le paradoxe de ce huitième de finale : l'Angleterre, même si elle aurait très bien pu s'incliner dès les huitièmes de finale tant les Belges ont été brillants, a disputé son meilleur match en compétition depuis l'arrivée au pouvoir de Robson, en pratiquant un jeu vif et technique, totalement opposé à celui qu'il préconisait jusque-là.

A l'instar d'un Chris Waddle qui a, enfin, fait preuve sous le maillot national du même talent qu'à Marseille, l'ensemble de la sélection a cherché à se mettre au diapason du football moderne. Certaines vedettes, lassées des conceptions trop britanniques de leur sélectionneur, ont peut-être joué les frondeurs. Leur initiative pourrait sauver l'Angleterre du désastre qui lui était promis à l'issue du premier tour. Elle pourrait également valoir à Bobby Robson la plus inattendue des réhabilitations.

PHILIPPE BROUSSARD

Un grand match

Au moins, cette fois, les deux entraîneurs sont tombés d'accord. La rencontre Angleterre-Belgique aura été, au-delà du résultat bien cruel pour les Diables Rouges, d'un haut niveau.

Bobby Robson a su avoir les mots qui convenaient : « Ce fut un grand match contre un grand adversaire, qui a frappé deux fois le poteau ». Guy Thys a su exprimer dignement ses regrets : « Malgré la défaite, on ne peut pas être déçu après ce magnifique match. Ce n'était vraiment pas notre jour. Le Brésil et la Belgique méritaient d'aller plus loin. Je suis très fier de notre équipe ».

Les spectateurs du stade de Bologne ne trouveront évidemment rien à rajouter à cet hommage mutuel. Angleterre-Belgique aura été, et de loin, la meilleure partie de football jouée dans un Mondial, il est vrai, singulièrement décevant sur ce plan.

A l'extrême qualité du jeu collectif belge, animé par Enzo Scifo, le virtuose, l'équipe anglaise sortant de son registre habituel a su opposer son esprit de corps. Il fallait de la chance pour l'être. La chance fut anglaise. Après tout, mieux vaut cela que la roulette russe des tirs au but.

HORS-JEU

Bagarres italo-anglaises

BOLOGNE

de notre envoyé spécial

Deux cent quarante six supporters anglais ont été expulsés d'Italie à la suite des incidents qui ont éclaté dans la soirée du lundi 25 juin, à Rimini, une station balnéaire de la côte Adriatique. Peu avant minuit, de violentes bagarres ont opposé des jeunes Britanniques à des supporters italiens qui fêtaient la victoire de l'Italie contre l'Uruguay. Des jeunes gens originaires de Pescara et supporters du club de cette ville ont favorisé ces échauffourées au cours desquelles une vingtaine de personnes ont été légèrement blessées.

Dimanche 24 juin, dix-neuf Britanniques avaient déjà été expulsés d'Italie à la suite d'incidents à Bologne. La veille, un Anglais âgé de vingt-trois ans avait été renversé par une voiture. Il était mort quelques heures plus tard à l'hôpital. Contrairement à ce que prétend la police locale, il ne s'agit pas, selon plusieurs sources concordantes, d'un accident mais d'un règlement de comptes entre jeunes supporters.

Le ministre britannique des sports, M. Colin Moynihan, a pour sa part condamné l'égoïsme inconsidéré de cette minorité criminelle de soi-disant supporters anglais, dans un communiqué publié à Bologne. « Les gouvernements italien et britannique ne toléreront pas des pratiques de hooliganisme a-t-il déclaré ».

A Londres, le président suédois de l'Union européenne des associations de football (UEFA), M. Lennart Johansson, renchérit, en déclarant à la BBC que les « terribles nouvelles » de Rimini affectaient « très probablement » les chances d'un retour des clubs anglais dans les compétitions européennes pour la prochaine saison. La commission exécutive de l'UEFA doit examiner la réintégration des clubs anglais juste après la fin du Mondial.

Ph. Br.

L'emprise européenne sur le Mondiale

Les Latino-Américains grandes victimes du second tour

ROME

de notre envoyé spécial

Le Mondial aurait dû profiter des huitièmes de finale pour se mettre en quatre, le football sortant enfin de son habit de fête. Hormis le choc entre la République fédérale d'Allemagne et les Pays-Bas et le superbe affrontement entre Belges et Anglais, avec leur lot d'exploits et d'émotion, le spectacle fut bien médiocre.

On a beau dire qu'une si longue compétition ne saurait qu'être épuisante pour les équipes, l'heure des calculs est en principe passée, et les observateurs s'inquiètent déjà du niveau de cette Coupe du monde. L'Italie de 1990 souffre déjà de la comparaison avec le Mexique de 1986.

La présence de l'équipe du Cameroun en quarts de finale est l'illustration du faible niveau général. Non pas parce que c'est une équipe d'Afrique, continent sous-évalué de la planète foot. Mais ces « Lions indomptables », qui ravissent les amateurs d'insolite, sont loin d'être les meilleurs représentants que le Cameroun ait connus au plus haut niveau. L'équipe était meilleure en 1982 lorsqu'elle fut éliminée sans avoir perdu un match au premier tour du Mondial espagnol. Assurément, elle est plus proche de celle qui fit naufrage cette année en Coupe d'Afrique des nations.

Joseph-Antoine Bell avait raison de critiquer la préparation de la sélection, tiraillée entre quatre entraîneurs qui ne parlent pas la même langue. Mais les événements lui ont infligé un cinglant démenti. Où est l'erreur ? Les Camerounais

Le drame du Heyssel : peines aggravées en appel pour onze supporters britanniques. — Onze des quatorze supporters britanniques reconnus coupables d'homicide involontaire et condamnés en 1989 à trois ans de prison, dont dix-huit mois avec sursis, après le drame du stade du Heyssel, à Bruxelles (39 morts, plus de 500 blessés lors de la finale de la Coupe d'Europe entre Liverpool et la Juventus de Turin en 1985) ont vu leur peine aggravée en appel, mardi 26 juin. La cour d'appel de Bruxelles a acquitté un accusé, a confirmé la condamnation à trois ans pour deux autres, mais a porté à quatre ou cinq ans la peine des onze autres. Ces derniers devront être extradés une deuxième fois vers la Belgique pour y purger leur peine.

ont eu la chance de jouer contre des adversaires plutôt légers, les ont d'ailleurs exploités contre la seule équipe rapide, l'URSS. Le faux rythme leur convient parfaitement et un homme a fait la différence. Mais, que l'on sache, la classe de Roger Milla était au moins aussi grande il y a huit ans.

Contrairement ses adversaires à jouer plus mal que soi, c'est la recette qui applique aussi les symptômes d'un problème. Un programme minimum qui permet généralement aux modestes d'accomplir un ou deux coups d'éclat. Ici, les hommes de Charlton suivent un parcours historique. Face à eux, les Roumains ont oublié leur football. La République d'Irlande y gagne un standing international. Le spectacle a été beaucoup. Autre exemple d'équipe qui a gagné contre plus fort qu'elle : l'Argentine. Il faut être triste pour le Brésil, contraint de jouer contre nature par un entraîneur qui dilapide les richesses nationales.

Ce n'est certes pas le cas de la Belgique qui a développé un superbe football avant de s'incliner, contre le cours du jeu, sur un but marqué par les Anglais à deux minutes de la fin de la prolongation. Comment peut-on dominer si outrageusement sans marquer le moindre but ? La finition est un problème qui ont rencontré ont rencontré plusieurs équipes : feu le Brésil mais aussi

l'Espagne, voire l'Italie qui a dû transpirer une bonne heure face à l'Uruguay pour autant bien résister.

Les statistiques de huitièmes de finale nous ont offert de longues séquences de sur-place. Les ordinateurs le confirment cruellement : il est bien rare que le temps de jeu effectif dépasse cinquante minutes sur la totalité d'un match. Cela permet à Télé-Monte-Carlo de placer ses flashs publicitaires : des spots de cinq secondes qui surgissent sans crier gare sur l'écran de la chaîne privée lorsque l'arbitre siffle un coup franc, une sortie de but ou une touche.

Au hit-parade des équipes les plus décevantes, les formations sud-américaines sont parfaitement ex æquo. Il n'en reste plus qu'une en course, l'Argentine, et dans quel état ! Il est impensable que ce football moribond aille plus loin. L'Amérique du Sud persévère dans son obsession à copier l'Europe, mais elle a définitivement agonisé dans ses oripeaux d'empire.

Ce Mondial est presque devenu européen, de l'Ouest ou de l'Est, avec six nations encore en compétition (la République d'Irlande, la RFA, l'Angleterre, la Yougoslavie, la Tchecoslovaquie, l'Italie). C'est dire la domination du Vieux Continent.

JEAN-JACQUES BOZONNET

La suite de la compétition

QUARTS DE FINALE	DEMI-FINALES	FINALE
<p>Rép. d'Irlande-Italie (Samedi 30 juin à Rome, 21 h ; A2)</p> <p>Argentine-Yougoslavie (Samedi 30 juin à Florence, 17 h ; TF1)</p> <p>Cameroun-Angleterre (Dim. 1^{er} juillet à Naples, 20 h ; TF1)</p> <p>Tchecoslovaquie-RFA (Dim. 1^{er} juillet à Milan, 18 h ; FR3)</p>	<p>Mardi 3 juillet à Naples, 20 h ; A2</p> <p>Dim. 8 juillet à Rome, 20 h ; TF1</p> <p>Mer. 4 juillet à Turin, 20 h ; TF1-FR3</p>	<p>MATCH POUR LA 3^e PLACE (Samedi 7 juillet à Bari, 20 h ; TF1)</p>

Le juste calcul des mercenaires yougoslaves

L'Espagne est tombée dans le piège tendu par les exilés du nouveau football européen

Yougoslavie b. Espagne : 2-1 après prolongation

VÉRONE

de notre envoyé spécial

En abordant leur huitième de finale dans ce stade de Vérone à moitié vide, l'Espagne et la Yougoslavie étaient plus préoccupées par la peur de perdre que par l'envie de gagner. Dans ce Mondial qui devrait être une fête permanente, l'esprit sportif, le goût du beau jeu, l'envie de se faire plaisir et de faire plaisir aux millions d'amoureux du ballon sont trop souvent absents. Pour un peu, on traiterait d'archaïques ceux qui ont encore l'audace de prôner ces vertus qui sont pourtant les assises naturelles du sport. Adieu les sportifs, place aux affranchis et aux chasseurs de primes.

Les Espagnols sont tombés dans le piège. Depuis des années, on ne sait plus que penser de ce football yougoslave. On se répète qu'il est capable d'alterner le meilleur et le pire, qu'il est un vif d'« excellents joueurs qui ne jouent pas toujours des qualités morales au niveau de leur talent ».

C'est vrai qu'à lui seul ce jeu yougoslave est un peu la caricature européenne du football de notre temps. A vingt-cinq ans, un bon joueur dans ce pays n'a de cesse que d'aller se monnayer par-delà ses frontières. Il ne pense plus qu'à cela, ne court plus que pour cela. Ivica Osim, l'entraîneur de l'équipe nationale, en est l'exemple lui qui fit la moitié de sa carrière de joueur à Sèdan, Strasbourg, pour finir à Valenciennes.

La France a toujours été pour eux un terrain de prédilection. On se souvient de Djorkovic, Pantelic et de tant d'autres. Mardi à Vérone, leurs successeurs s'appelaient Faruk Hatzibegic (Sochaux), Tragojub Brnovic (Metz), Zlatko Vujovic et Safet Susic (Paris-Saint-Germain), qui avaient à leurs côtés le gardien Tomislav Ivkovic (Lisbonne) ou encore Frecko Katanec (Gênes). Cela finit par faire un bel ensemble mais pour bâtir une équipe saine c'est plus délicat.

Ces joueurs yougoslaves savent donc faire le nécessaire, juste le nécessaire. Ce huitième de finale en fut la parfaite illustration. La générosité espagnole enfin revenue s'est brisée sur le professionnalisme trop parfait de ces Yougoslaves. Leur technique fut simple : une bonne dose de chloroforme, un

bon paquet de ficelles et un numéro 10 gagnant : Dragan Stojkovic, le signataire des deux buts de la victoire.

Pendant les trois-quarts du temps réglementaire, l'équipe yougoslave joua ce match au pas, le gérant comme un petit fonds de commerce. Plutôt que de la bousculer ou peut-être par peur de la provoquer, les Espagnols eurent le tort de se mettre au diapason. Dans le petit – et irritant – jeu des troncages en tous genres, ils trouvèrent leurs maîtres.

L'affrontement, parce que les Yougoslaves le voulaient et que les Espagnols s'y pliaient, fut donc très longuement insipide. Jusqu'à la 78^e minute, quand ceux de l'Est sortirent devant les Sudistes et de dessous de la table ce fameux 10 de der qui s'appelle Dragan Stojkovic. Il ne s'était pourtant, lui non plus, guère dépensé jusqu'alors. Mais son but, sur une double feinte, vint comme une démonstration, un rappel pertinent pour tous les courtiers du marché du football.

A vingt-cinq ans, ce Dragan-là est la nouvelle coqueluche du pays. Dans quelques semaines, le nouveau mercenaire, pour une bonne somme de millions de francs, revêtira la tunique marseillaise et deviendra un homme de Bernard Tapie. Animé par cette motivation sans doute supérieure, il en vint enfin à se concentrer un peu plus sur le sujet espagnol et ce fut bon.

L'entraîneur Luis Suarez chassé du banc de touche pour avoir eu des mots avec l'arbitre, l'Espagne était sens dessus dessous. Elle parut se reprendre à sept minutes de la fin par un but de Julio Salinas. Mais le réveil était trop tardif. Ce but ne devait lui procurer qu'un petit tour supplémentaire et encore plus douloureux sur ce manège yougoslave. Trois minutes de prolongations, un coup franc de Dragan Stojkovic les acheva. La mission était accomplie. Les Yougoslaves reprirent sans honte leur plan de petites économies. L'essentiel était de gagner.

Les voici donc aujourd'hui en partance pour Florence pour un quart de finale devant l'Argentine. Face à une équipe qui n'a pas, elle non plus, brillé, jusqu'alors, par son esprit d'entreprise et son goût de l'aventure, on n'ose imaginer le scénario...

DANIEL CARTON

SPORTS

TENNIS : les Internationaux de Grande-Bretagne

John McEnroe et Tim Mayotte éliminés dès le premier tour

Il ne faisait pas bon être favori, mardi 26 juin, pour la deuxième journée du tournoi de Wimbledon. Cinq têtes de série, et non des moindres, sont tombés sur le célèbre gazon anglais.

Andrés Gómez, vainqueur du dernier tournoi de Roland-Garros et tête de série numéro 5, n'a pas gagné un set face à l'Américain Jim Grabb. Tim Mayotte, le numéro six, une fois demi-finaliste et cinq fois quart-de-finaliste du tournoi, est tout juste parvenu à arracher le premier avant de perdre les trois suivants face au Sud-africain Gary Muller. Quant à Pete Sampras (n°12) et Petr Korda (n°14), ils ont été éliminés par un autre Sud-africain, Christo Van Rensburg et par l'Israélien Gilad Bloom.

Mais l'événement du jour reste la défaite de l'Américain John McEnroe. Fatigué, agacé, le triple vainqueur du tournoi a subi, pendant plus de deux heures, les retours fulgurants de son jeune compatriote, Derrick Rostagno, avant de s'incliner en trois sets. Pour la deuxième fois de sa carrière, «Big Mac» quitte Wimbledon au premier tour.

Principaux résultats

(Simple Messieurs)

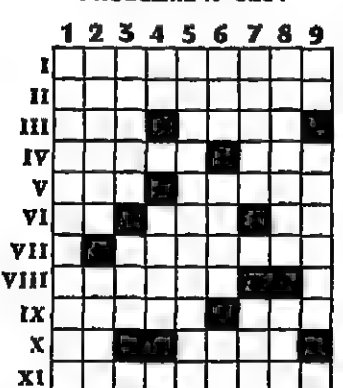
Grabb (EU) b. Gomez (Eq., n°5), 6-4, 6-2; Edberg (Sue., n°3) b. Dyke (Aus.), 4-6, 6-1, 6-3, 6-1; Chang (EU, n°13) b. Altur (Esp.), 5-7, 6-3, 6-4, 7-5; Muller (AIS) b. Mayotte (EU, n°6), 4-6, 7-6, 7-5, 6-3; Bloom (Isr.) b. Korda (Tch., n°14) 6-0, 6-4, 4-6, 6-2; Rostagno (EU) b. McEnroe (EU, n°4), 7-5, 6-4, 6-4; Van Rensburg (AfS) b. Sampras (EU, n°12), 7-5, 7-6, 7-6; Kroon (Sue.) b. Benhabib (Fra.), 6-3, 6-2, 5-7, 3-6, 6-3.

(Simple dames)

J. Halard (Fra) b. K. Jordan (EU), 5-3, 6-2; J. Novotna (Tch., n°14) b. L. Golaras (Ita), 3-6, 7-6, 6-3; S. Graf (RFA, n°1) b. C. Porwik (RFA), 6-1, 6-2; S. Gomez (GB) b. M. Maleeva (SUI, n°8), 6-2, 6-3; J. Apriati (EU, n°13) b. H. Kolesi (Can), 6-3, 6-1; Z. Garrison (EU, n°3) b. S. Smith (GB), 6-2, 6-1; H. Sukova (Tch., n°10) b. M. Bollegraf (PB), 7-5, 6-2; A. Dechamne (Fra) b. N. Sawamatsu (Jap), 7-5, 2-6, 6-3; M. Seles (You, n°3) b. M. Strandlund (Sue), 6-2, 6-4; R. Fairbank (AIS, n°15) b. R. Baranski (Pol), 6-2, 6-6, 6-2; A. Frazier (EU) b. J. Demongout (Fra), 6-1, 6-4; N. Zvereva (URSS, n°12) b. P. Harper (EU) 6-3, 6-3; C. Tavie (Fra) b. E. Sviglerova (Tch), 6-2, 6-4; B. Nagelsen (EU) b. A. Sanchez (Esp., n°6), 1-6, 7-6, 7-6; M. Navratilova (EU, n°2) b. S. Amich (Fra), 6-1, 6-1; G. Sabatini (Arg, n°4) b. E. Burgin (EU), 6-3, 6-3; K. Oueatree (Fra) b. L. Meskhi (URSS), 5-6, 6-3, 6-3; N. Herrmann (Fra) b. A. Ivan (EU), 7-5, 6-3; J. Wiesner (Aut, n°15) b. S. Wasserman (Bel), 6-3, 6-0.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5291



HORIZONTALEMENT

I. Un certain fétichisme dans les cours. - II. Autrefois se mettaient en bas. - III. Est ce qu'il est pour celui qui regarde. Qui n'a donc pas la parole. - IV. Un aphorisme sanscrit. N'est plus qu'un triste sire quand il est mélancolique. - V. La grande période des glaces. Un homme très simple. - VI. Tranche de melon. Portrait les armes. Annonce une restriction. - VII. Entrer dans les bois. - VIII. Couverte d'une chaude toison. IX. Mesurer comme autrefois. Un

ARMÉES

De plus en plus de sourds chez les jeunes du contingent

Selon le médecin-chef André Jammes, du service de santé des armées, la surdité dite de perception chez les recrues appelées sous l'uniforme pour leur service militaire est devenue un motif important d'exemption pour raisons de santé. Elle concerne de l'ordre de 4,17 % des exemptions. « C'est une nouveauté de taille », a-t-il expliqué, mardi 19 juin, à la presse, même si, d'autre part, les troubles de la personnalité et les retards mentaux au sein du contingent demeurent, avec respectivement 9 % et 6,3 %, les causes médicales les plus graves d'une exemption du service.

Différente de la surdité dite de transmission, la surdité de perception traduit une lésion, rarement récupérable, du nerf qui est censé conduire l'information électrique au cerveau. Pour l'instant, les médecins militaires inventorient

les hypothèses, il leur paraît difficile d'attribuer cette atteinte à la seule prolifération du balladeur (autrement appelé « walkman ») chez les jeunes Français. Il se pourrait aussi que certains produits pharmaceutiques, comme les antibiotiques soient à l'origine de telles lésions.

Au terme de la sélection médicale qui comprend un examen des membres supérieurs et inférieurs, des yeux, du sens chromatique, de l'ouïe, du psychisme et un bilan de l'état général, on a compté près de 88 000 exemptés en 1989 pour un contingent de 450 000 jeunes Français avant incorporation sous les drapeaux. Ce taux d'exemptions (19,86 %) a tendance à baisser au fur et à mesure que le niveau général, souvent lié à la scolarisation et détecté par des tests psychotechniques, du futur conscrit monte.

AUTOMOBILE

Mercedes 190 E (1,8 litre) : un regard vers le grand public

Mercedes vient de lancer sur le marché français une nouvelle 190 dotée d'un moteur à injection de 1,8 litre de cylindrée. C'est, désormais, la plus petite motorisation de la marque.

Il ne faut pas voir dans cette arrivée au catalogue de la firme allemande un simple remaniement de gamme à la base. Le constructeur d'outre-Rhin, en fait, attaque avec sa nouvelle voiture une clientèle qui ne lui était pas familière et, par là, un créneau qu'il ne favorisait pas sans pour autant totalement le négliger. Toutes versions confondues, 14 384 véhicules de type 190 ont été vendus en France en 1989, deuxième marché d'exportation pour cette série après les États-Unis. Cette nouvelle 190 prend la place du modèle à carburateur jusqu'ici distribué.

Le prix demandé pour cette 1 600 cm³, 148 000 francs, démontre que Mercedes-France cherche ainsi à attirer des acheteurs qui, fidèles, resteront attachés à la marque, mais que les tarifs pratiqués sur ce type de voiture éloignent. Et puis il y a le danger japonais, qui nécessite bien des efforts, et pas trop tard.

Autre tentation pour l'acheteur potentiel, la société de financement de la marque propose pour le modèle en question un plan d'achat adapté.

Dans le domaine du produit lui-même, cette 190 nouvelle formule bénéficie dans l'affaire et en série d'un équipement complet et généralement coûteux. C'est l'occasion non seulement de séduire, mais aussi de répondre à ceux qui se plaignaient que le prix d'une

voiture chez Mercedes devait être augmenté de celui d'options quasiment obligatoires. Ainsi trouve-t-on en série : l'ABS, la direction assistée, les glaces électriques à l'avant, le verrouillage centralisé (réservoir de carburant compris), les vitres teintées, l'antenne électrique et les haut-parleurs pour la radio, les boiseries sur le tableau de bord, les phares antibrouillard, les rétracteurs de ceintures de sécurité... Bel effort pour un modèle de base. La peinture métallisée est en revanche à payer en sus.

Le moteur 1,8 litre à injection gérée par électronique est tiré du 2 litres bien connu de la marque. Il a un arbre à cames en tête et sort 109 chevaux (8 CV fiscal) à 5 500/minute pour un couple maximum (effort de propulsion) fixé à 15,3 mkg. Ce qui n'est pas épuisant, mais la boîte de vitesses à rapports courts favorise la dynamique du groupe.

Les éléments les moins visibles montés sur la totalité de la série 190 sont là : suspension arrière à bras multiple notamment, habitacle indéformable, colonne de direction et pédalier rétractables en cas de choc à l'avant, etc.

Les performances - 185 km/h pied au plancher - sont raisonnables, les consommations (entre 7 et 11 litres en moyenne) modestes : une autre façon de viser les pères de famille prudents et candidats à l'achat d'une voiture qu'ils ne possèdent pas jusqu'à qu'en rêve et qui seraient tentés de regarder du côté du soleil levant.

C.L.

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

- Laurence GALLOT et Eric ROHDE

sont heureux d'annoncer la naissance de

Juliette

à Paris, le 17 juin.

14, passage Foubert, 75013 Paris.

- Florence NOUVILLE et Martin HIESCH

sont heureux d'annoncer la naissance de

Raphaëlle,

le 18 juin 1990.

5, rue de Latran, 75003 Paris.

Mariages

- Elisabeth et Jacques ROZE des ORDONS, Sabine et André FROUIN.

sont très heureux d'annoncer que leurs enfants

Violaine et Olivier

se marieront le samedi 30 juin 1990, à Savigny-sur-Orge (91600).

Décès

- Louise Athias, Raymond et André Sailer, Michèle Nercam-Athias, Ses enfants et petits-enfants, Ses familles et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Colette ATHIAS,

survenu le 24 juin 1990.

Les obsèques auront lieu le jeudi 28 juin, au cimetière de Montmartre, à 10 h 45.

61, rue Erlanger, 75016 Paris.

- L'Association amicale des Charentais à Paris a le regret de faire part du décès de son président,

M. Jean BAILLOU,

ancien élève de l'Ecole normale supérieure, ministre plénipotentiaire, directeur général honoraire de l'Institut international d'administration publique.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 28 juin 1990, à 10 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Près.

- Simone, Jean-Pierre et Michel ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre COURTIAU,

combattant volontaire de la Résistance, survenu le 25 juin 1990, en Avignon.

Les obsèques civiles auront lieu à Lamarque (Gironde), le 29 juin, à 11 h 30.

Ne faire parvenir ni fleurs ni couronnes.

Le Mour de la Ville, 84570 Mormoiron.

- M^{me} Yves Cuny, née Maria-France Fourdrin-Duteil, son épouse,

Pierre André, Caroline, Sébastien, ses enfants,

M^{me} André Cuny, sa mère,

Ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs,

Ses neveux et nièces, ont l'immeuble chagrin de faire part du décès de

M. Yves CUNY,

survenu le 25 juin 1990, à l'âge de cinquante et un ans.

Le service religieux a été célébré le 27 juin, à 11 heures, en l'église Saint-Denis-de-l'Estre, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

L'inhumation aura lieu au cimetière de Paladru (Isère), le 28 juin, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, rue Gaston-Dourdin, 92000 Saint-Denis.

13, allée des Gardes-Royales, 78000 Versailles.

- M. et M^{me} Bernard Bourgeois font part du décès accidentel de leur fils

Jean-Jacques.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 28 juin 1990, à 15 heures, en l'église de Varennes-Saint-Sauveur (Saône-et-Loire).

25, rue Jules-Massenet, 69003 Lyon.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-85-29-84

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 77 F

abonnés et actionnaires : 77 F

Communications diverses : 90 F

Remerciements

- M^{me} Pierre Donche-Gay, M. Philippe Donche-Gay, M^{me} Jean-Jacques Wajon,

très touchés des marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de

M. Pierre DONCHE-GAY,

vous adressent leurs sincères remerciements.

- M. Patrice Morette-Bourry et M^{me} Viviane Puyg,

M. et M^{me} Jean-Marc-Bourry, M. et M^{me} Dominique Morette-Bourry

Et toute la famille, remercient très vivement toutes les personnes qui leur ont exprimé leurs condoléances lors du décès de

M. François MORETTE-BOURRY.

- M^{me} Jean-François PINTAT, M. et M^{me} Xavier PINTAT et leur fils Julien

Parents et alliés, profondément touchés par les marques de sympathie que leur ont été témoignées lors du décès de

M. Jean-François PINTAT,

présentent à toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil leurs remerciements émus.

- Il y a un an le 25 juin 1989, nous quitte notre cher et bien-aimé

Amis BEN HADADA.

Que ceux qui l'ont connu et soigné à l'hôpital Saint-Michel se souviennent de lui.

- Que tous ceux qui ont connu, aimé et admiré

Frédéric (Fred) BON,

lui gardent un fidèle souvenir et aient pour lui une amicale pensée en ce triste anniversaire de sa disparition.

- Le 28 juin 1977,

Thierry CHECHE

quittait les siens.

Il avait vingt et un ans. Il est toujours assis présent dans le cœur des siens.

Le 16 juillet 1986,

Jacqueline COHEN-SELMOUN,

sa tante, le rejoignant.

Que tous ceux qui les ont connus et aimés se souviennent.

Soutenances de thèses

- Université Paris-I, jeudi 28 juin, à 14 h 30, amphithéâtre 9, rue Malher, M. Jean-Louis Gastin : « Pietro de Crescenzi et l'agroéconomie en Italie (XII-XIV siècles) ».

- Université Paris-I, jeudi 28 juin, à 14 h 30, salle 308, 1, rue Victor-Cousin, M^{me} Sandra Costa : « Des ateliers au musée : histoire du classement botanique en France (1648-1816) ».

- Université Paris-II, jeudi 28 juin, à 14 h 30, salle des Cordeliers, M. Alain Kettis Mbaganyi : « Etude de droit comparé des conflits collectifs du travail (Congo-France) ».

PARIS EN VISITES

JEUDI 28 JUIN

« Le Marais sud, ses hôtels et jardins », 10 heures, sortie métro Saint-Paul (Bourdaise).

« Trésors des collections Renaissance du Musée d'Ecouchy », 13 h 30, gare du Nord, devant le quai n° 15 (Moments historiques).

« Exposition d'Art précolombien du Mexique », 13 h 30, Grand Palais, grande entrée (Approche de l'Art).

« Art précolombien du Mexique », 15 heures, entrée de l'exposition, Grand Palais (Art pour tous).

« Le Marais, de la place des Vosges à l'hôtel d'Angoulême-Lamoignon », 14 h 15, 1, place des Vosges (E. Roman).

« L'Arche de la Défense, l'espérance, le CNIT réaménagé », 14 h 15, hall du RER La Défense, sortie L (Tourisme culturel).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 15, façade devant la poste (M. Hager).

« Versailles : le quartier Saint-Louis », 14 h 30, cathédrale Saint-Louis (Office de tourisme).

« Montmartre, cités d'artistes et jardins ignorés », 14 h 30, métro Abbesses (P.-Y. Jassier).

« Nœuds hôteliers du Marais et leurs jardins secrets. Evocation de M^{me} de Maintenon, du sultan de Bonnevill, de Voltaire et du maréchal Tallard », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (H. Huet).

« De l'Antienne Comédie au couvent des Cordeliers », 14 h 30, métro Mabillon (Paris pittoresque et insolite).

« Grande Arche et quartier de la Défense », 14 h 30, RER La Défense, sortie L (M.-C. Lacroix).

« Demeures du Marais, de la place des Vosges à l'hôtel Salé », 14 h 30,

métro Chemin-Vert (Arts et costumes).

« L'hôtel de Lauzun et l'île Saint-Louis », 14 h 30, 17, quai d'Angoulême (D. Fleuriot).

« Le Marais sous Louis XIII », 14 h 30, église Saint-Paul, 99, rue Saint-Antoine (M.-G. Leblanc).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Hôtels et passages pittoresques du faubourg Saint-Honoré », 14 h 30, parvis de la Madeleine (M. Polver).

« Conspiration et Saint-Charles », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Arts conférences).

« Tous les Saint-Louis », 14 h 45, métro Pont-Marie (M. Bessac).

« La crypte gothique des consécration et l'ancienne boutique de médecine », 15 heures, 24, rue de Poissy (D. Bourchart).

« Les locaux du journal l'Humanité à Saint-Denis, dernière œuvre de M. Meyer », 15 heures, sortie métro Saint-Denis-Basileux (Paris et son histoire).

« Les locaux du journal l'Humanité à Saint-Denis, dernière œuvre de M. Meyer », 15 heures, sortie métro Saint-Denis-Basileux (Paris et son histoire).

« Les locaux du journal l'Humanité à Saint-Denis, dernière œuvre de M. Meyer », 15 heures, sortie métro Saint-Denis-Basileux (Paris et son histoire).

« Les locaux du journal l'Humanité à Saint-Denis, dernière œuvre de M. Meyer », 15 heures, sortie métro Saint-Denis-Basileux (Paris et son histoire).

« Les locaux du journal l'Humanité à Saint-Denis, dernière œuvre de M. Meyer », 15 heures, sortie métro Saint-Denis-Basileux (Paris et son histoire).

« Les locaux du journal l'Humanité à Saint-Denis, dernière œuvre de M. Meyer », 15 heures, sortie métro Saint-Denis-Basileux (Paris et son histoire).

« Les locaux du journal l'Humanité à Saint-Denis, dernière œuvre de M. Meyer », 15 heures, sortie métro Saint-Denis-Basileux (Paris et son histoire).

« Les locaux du journal l'Humanité à Saint-Denis, dernière œuvre de M. Meyer », 15 heures, sortie métro Saint-Denis-Basileux (Paris et son histoire).

« Les locaux du journal l'Humanité à Saint-Denis, dernière œuvre de M. Meyer », 15 heures, sortie métro Saint-Denis-Basileux (Paris et son histoire).

« Les locaux du journal l'Humanité à Saint-Denis, dernière œuvre de M. Meyer », 15 heures, sortie métro Saint-Denis-Basileux (Paris et son histoire).

« Les locaux du journal l'Humanité à Saint-Denis, dernière œuvre de M. Meyer », 15 heures, sortie métro Saint-Denis-Basileux (Paris et son histoire).

« Les locaux du journal l'Humanité à Saint-Denis, dernière œuvre de M. Meyer », 15 heures, sortie métro Saint-Denis-Basileux (Paris et son histoire).

« Les locaux du journal l'Humanité à Saint-Denis, dernière œuvre de M. Meyer », 15 heures, sortie métro Saint-Denis-Basileux (Paris et son histoire).

« Les locaux du journal l'Humanité à Saint-Denis, dernière œuvre de M. Meyer », 15 heures, sortie métro Saint-Denis-Basileux (Paris et son histoire).

« Les locaux du journal l'Humanité à Saint-Denis, dernière œuvre de M. Meyer », 15 heures, sortie métro Saint-Denis-Basileux (Paris et son histoire).

« Les locaux du journal l'Humanité à Saint-Denis, dernière œuvre de M. Meyer », 15 heures, sortie métro Saint-Denis-Basileux (Paris et son histoire).

« Les locaux du journal l'Humanité à Saint-Denis, dernière œuvre de M. Meyer », 15 heures, sortie métro Saint-Denis-Basileux (Paris et son histoire).

CULTURE

Les cinéphiles tentés par la télévision

Selon un sondage CSA-« le Monde »-RMC à l'occasion de la sixième Fête du cinéma les amateurs du grand écran sont à leur tour séduits par le petit.

Combien seront-ils, cette année, à acheter leur « passeport » pour la sixième Fête du cinéma ? Ils étaient deux millions en 1988, 2,3 millions l'an dernier. Si l'on en croit le sondage CSA réalisé pour le Monde et Radio Monte-Carlo (1), le record devrait être battu cette année : 36 % des « cinéphiles » - les 19 millions de Français de plus de quinze ans qui affirment être allés au moins une fois au cinéma dans les douze derniers mois - ont d'ores et déjà déclaré qu'ils voulaient se rendre le 28 juin dans une salle (tableau 1).

La Fête s'annonce bien. En pré-lude à la journée « la plus film de l'année », les amateurs du grand écran se sont rendus par milliers le week-end dernier au Palais de Tokyo, à Paris, ainsi qu'à la Cinéma-thèque, qui avait choisi de devancer l'appel. Une vente aux enchères d'objets fétiches - costumes, accessoires, bijoux, etc. - a rapporté 290 000 F le dimanche 24. L'épée de *Highlander II*, portée par Christopher Lambert dans le film de Russell Mulcahy qui sortira l'hiver prochain, s'est vendue 55 000 francs et la robe d'Isabelle Adjani dans *Camille Claudel*, de Bruno Nuytten, est partie pour 23 000 francs. La totalité de ces sommes sera versée à La route tourne, association d'entraide des vieux cinéastes.

Pourtant, un communiqué du Centre national de la cinématographie est venu la semaine dernière rappeler que le cinéma hexagonal souffre toujours d'une crise grave, celle de l'exploitation en salles. La fréquentation a baissé de 11,3 %

au premier trimestre de cette année par rapport au premier trimestre de 1989, la baisse étant encore plus marquée à Paris (-15,5 %) qu'en province.

Quels que soient les efforts des exploitants pour rénover le parc des salles et faciliter l'accès du public, les amateurs de grand écran souhaitent, à 76 %, que le prix des places baisse et, à 41 %, que les professionnels créent un titre d'accès unique à tous les réseaux, de type « carte orange » (tableau 2) en lieu et place des trois cartes d'abonnement existant aujourd'hui. Près d'un cinéphile sur deux voudrait « voir plus grand » : des salles plus grandes (22 %), des écrans plus larges (22 %).

Un grand écran qui, malgré tout, continue de séduire. Il exerce sa fascination sur 65 % des cinéphiles, qui déclarent se rendre dans les salles pour lui, 73 % affirmant en premier lieu qu'ils veulent voir « les films nouveaux quand ils sortent », à plus forte raison quand la télévision ne propose pas grand chose d'intéressant ce jour-là (tableau 3).

Le petit écran n'en finit pas pour autant de porter tort au septième art, dont il se nourrit abondamment, surabondamment : 51 % des cinéphiles n'avaient-ils pas que « souvent » (5 %) ou « de temps en temps » (46 %) ils pourraient attendre le passage d'un film à la télévision pour le découvrir (tableau 4). Ce résultat est alarmant : ceux qui font la richesse du cinéma par leur assiduité sont en train à leur tour de « craquer ». C'est un comportement nouveau : la crise de la fré-

quentation est en partie due, désormais, à la crise de confiance des cinéphiles eux-mêmes : 60 % estiment encore que si les films sortaient en même temps à la télévision et au cinéma, ils prendraient moins le chemin des salles. Encore un avertissement (tableau 5).

Les cinéphiles veulent pourtant se convaincre que, quoi qu'il advienne, le cinéma sera toujours le cinéma : 73 % d'entre eux pensent qu'« il y aura toujours besoin de films et qu'il y a tout lieu d'être optimiste sur l'avenir du cinéma ». Ce sont ceux-là qui font la fête à *Cyrano de Bergerac*, de Jean-Paul Rappeneau, qui, lancé il y a douze semaines, est toujours à l'affiche d'une trentaine de salles à Paris et approche le joli score d'un million d'entrées. Ceux-là encore qui, en plein mois de juin, certes pluvieux, mais tout entier voué au culte du football, font un triomphe à *Miss Daisy et son chauffeur*, de Bruce Beresford, qui a séduit plus de 90 000 spectateurs en première semaine et rallié 22 % du marché parisien. Bons scores encore de deux films plus difficiles, *Lenin*, de Sergueï Bondartchouk, et *Les Cowboys Go To America*, de Alki Kaurismäki, et *Tumultes*, de Bertrand Van Effenterre. Autant de candidats bien placés dans la course au succès de la cinquième Fête du cinéma.

OLIVIER SCHMITT

(1) Sondage CSA-« le Monde »-RMC réalisé le 21 juin 1990 auprès d'un échantillon de 1 000 personnes, représentatif de la population française s'étant rendu au cinéma lors des douze derniers mois.

TABLEAU I : Combien comptez-vous aller au cinéma le 28 juin, le jour de la Fête du cinéma ?

	%
Où	36
Non	28
Je ne sais pas	36
Total	100

TABLEAU II : Parmi les éléments suivants, quels sont les deux ou trois, qui, personnellement, vous feraient certainement aller au cinéma plus souvent ?

	%
Des prix de places moins élevés	76
La création d'une « carte orange » valable dans toutes les salles	41
Des salles plus grandes et plus confortables	22
Des écrans plus grands	22
La certitude de ne plus faire la queue	20
La suppression de la publicité dans les salles	15
De plus grandes facilités de stationnement près des salles	14
Total	0

0 Total supérieur à 100 en raison des réponses multiples.

TABLEAU III : Parmi les raisons suivantes, pouvez-vous me dire celles qui, personnellement, vous font aller voir les films en salle ?

	Où %	Non %
Pour voir les nouveaux films lorsqu'ils sortent	100	73 27
Parce que c'est une occasion de sortie	100	58 42
Pour voir les films sur grand écran	100	66 35
Pour être avec des amis	100	46 54
Parce que les programmes de télévision ne vous satisfont pas toujours	100	49 51

TABLEAU IV : Vous arrive-t-il de ne pas aller voir un film au cinéma, en vous disant que vous le verrez lorsqu'il sera diffusé à la télévision ?

	%
Souvent	5
De temps en temps	46
Jamais	49
Total	100

TABLEAU V : Si les films sortaient en même temps à la télévision et au cinéma, triez-vous au cinéma autant qu'aujourd'hui, un peu moins souvent, bien moins souvent ou plus du tout ?

	%
Autant	34
Un peu moins souvent	42
Bien moins souvent	18
Plus du tout	6
Total	100

TABLEAU VI : Voici deux affirmations concernant l'avenir du cinéma. Avec laquelle de ces deux affirmations êtes-vous le plus d'accord ?

	%
Il y aura toujours un besoin de films et il y a tout lieu d'être optimiste sur l'avenir du cinéma	73
Le cinéma est en situation de crise et il y a tout lieu d'être pessimiste sur son avenir	27
Total	100

L'ACADÉMIE CARAT ESPACE OUVRE SA SÉLECTION AUX JEUNES TALENTS DE LA TÉLÉVISION

Pour la seconde année, l'Académie Carat Espace sélectionne vingt à trente jeunes Européens de moins de 30 ans. Durant leur séjour à l'Académie, les lauréats suivent un programme adapté à leur personnalité, à leur ambition et à leur projet. Ils perçoivent une rémunération importante, et participent à des stages et à des séminaires de haut niveau, ainsi qu'aux principales manifestations audiovisuelles en Europe.

Sur simple demande écrite, les candidats à la promotion 1991 recevront un dossier qu'ils devront retourner à l'Académie avant le 1^{er} août 1990.



La Grande Arche - 1, place du Parvis
Cedex 41 - 92044 PARIS LA DÉFENSE

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

DES
Le Monde LIVRES

Un nouveau directeur au centre dramatique national de Reims

Christian Schiaretti, succède à Denis Guenoun, directeur - désigné en décembre 1986 - du Centre dramatique national de Reims, dont il a démissionné en janvier dernier. Cette nomination met fin aux incertitudes du public, et de Denis Guenoun lui-même qui craignait de voir le centre disparaître ou être transféré dans une autre ville. Il avait appelé les Reimois à manifester le mercredi 27 juin. Le Centre dramatique, fondé pour Robert Hossain, occupe les locaux de l'ancienne maison de la culture, remplacée par un centre national d'art et de technologie subventionné majoritairement par la ville et qui dispose à présent de deux salles. Bernard Faivre d'Arctier, directeur du théâtre au ministère de la culture, a négocié avec la municipalité la possibilité de revoir la situation du Centre dramatique dans la ville, d'étudier une collaboration avec le Centre national d'art et de technologie, en tout cas pour la programmation des salles de spectacle, moyennant une augmentation de la subvention, qui reste à préciser.

C. G.

COMMUNICATION

La compétition autour de la septième chaîne hertzienne

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel commencera le 28 juin l'audition des cinq candidats à la septième chaîne hertzienne. Cette nouvelle télévision, qui sera payante, couvrira 4,5 millions de foyers à Paris et en province. Canal Enfants, qui a longtemps milité pour qu'une diffusion hertzienne complète son travail sur le satellite TDF 1, part favori et met en avant son effort pour les programmes destinés à la jeunesse. Mais TF 1 et la presse quotidienne régionale, réunis

dans un autre projet qui mêle cinéma, informations locales et émissions pour enfants. Télépousse, affirmant haut et fort que Canal Plus et Hachette, tous deux actionnaires de Canal Enfants, ne peuvent recevoir un nouveau réseau sans entraîner une concentration excessive dans la télévision. Ce choc frontal entre ces deux premiers projets peut peut-être favoriser un des trois outsiders : TV 1992, TCL et Canal Europe Nord.

TV 1992 ou l'ambition de la connaissance

« Est-il raisonnable que toutes les chaînes hertziennes, les canaux du câble et du satellite soient uniquement consacrés au divertissement ? Certes, les Français souhaitent d'abord se distraire en regardant la télévision mais tous les sondages montrent qu'ils attendent aussi que le petit écran les aide à comprendre le monde qui les entoure. Une ambition qu'aucune chaîne aujourd'hui ne peut satisfaire parce que leurs programmes ont cessé de refléter notre culture. » C'est de ce constat qu'est parti M. Jean-François Minne pour créer sa société Cactus Communications et bâtir le projet TV 1992.

L'ancien PDG de l'agence de publicité TBWA affirme avoir réuni les partenaires capables de financer 20 heures de programmes par jour consacrés pour moitié à la formation professionnelle et à la culture générale. Une chaîne où voisieraient émissions pédagogiques, conseils pratiques, magazines économiques, alphabétisation, reportages sur l'Europe, orientation professionnelle, documentaires, cours de langue et informations spécialisées. Une télévision qui satisfait à la fois les besoins cruciaux de formation des entreprises, l'intégration des immigrés, la curiosité des enfants et la socialisation des plus grands.

Résolument à contre-courant des logiques commerciales de l'audiovisuel, TV 1992 n'est pourtant pas une simple utopie. Aux États-Unis, la chaîne publique PBS

assure une partie de ces fonctions. L'Open University le fait de manière plus didactique en Grande Bretagne tandis que la NHK, au Japon, y consacre entièrement une de ses chaînes. En France, M. François Mitterrand et certains responsables socialistes ont souhaité, à maintes reprises, la création d'une chaîne éducative et culturelle, définition à laquelle ne répond que très partiellement La SEPT.

Mais comment concilier cette ambition avec le principe d'une chaîne à péage ? « Nos premiers clients seraient les entreprises pour lesquelles la formation est un investissement », explique M. André Safir, dont le cabinet de conseil, spécialisé dans les études sur les chaînes payantes, est associé au projet. Réunies dans une association loi de 1901, elles assureraient la moitié de l'abonnement (90 francs par mois). Si on songe à l'inflation qui sévit sur le coût des programmes généralistes ou thématiques, TV 1992 est le projet qui a le plus de chances d'être rentable à terme. Nous prévoyons d'équilibrer en trois ans avec 170 000 abonnés. Et nous avons déjà réuni un tour de table où se côtoient entreprises, fédérations socioprofessionnelles, opérateurs européens et investisseurs financiers qui croient à l'avenir d'une telle chaîne.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Canal Europe Nord tient bon à Lille

« Nous ne sommes pas candidats, nous restons candidats ! » M. André Campagna, président de la télévision locale à Mont-Blanc, n'apprécie pas l'appel d'offres lancé par le CSA. Le groupe Canal Europe Nord, dans lequel le Mont-Blanc est engagé à 25 % par l'intermédiaire de sa société de production Lucie SA, avait déposé un dossier de candidature auprès du CSA depuis un an pour lancer une nouvelle télévision locale sur la région de Lille-Roubaix-Tourcoing. Et aujourd'hui, André Campagna se voit annoncer que la fréquence convoitée est réservée à un réseau multi-villes sans rapport avec la « télévision de proximité » pour laquelle il se bat.

Le Mont-Blanc a pourtant bien besoin d'élargir son potentiel de téléspectateurs pour obtenir de la publicité. Seul le sponsoring et le partenariat ont permis jusqu'à présent à la petite télévision savoyarde d'équilibrer ses comptes (le Monde du 25 et du 26 juin 1989). Cette fréquence lilloise représente donc pour le Mont-Blanc un marché essentiel.

« On aurait dû attribuer fréquence par fréquence et pour une chaîne en clair », accuse M. Campagna, soutenu par M. Jean-Pierre Machard, président de Canal Europe Nord qui souligne l'« ambiguïté politique et technique » de l'appel d'offres du CSA. Le Mont-Blanc campe donc sur ses positions et maintient sa demande d'une seule fréquence sur les vingt-deux mises aux enchères par le CSA. Autre contradiction : la Compagnie générale des eaux qui soutient le projet Canal Europe Nord est aussi actionnaire de son principal concurrent Canal Enfants.

Cette contradiction pourrait devenir, selon M. Machard, un atout : si Canal Enfants l'emporte, la télévision locale deviendrait un partenaire de la chaîne thématique et proposerait trois ou quatre heures de décrochages quotidiens sur la région Nord. Le problème est le même à Toulouse où la Générale des eaux est actionnaire de la station locale Télé Toulouse. Dans les deux cas, la Générale des eaux semble bien déterminée à trouver une solution qui permette la survie des expériences locales.

Selon M. Michel Rocard

La distribution de la presse est une des missions de service public de la poste

Compte tenu de l'importance que représentent ses abonnements adressés par voie postale, la presse écrite - quotidienne ou périodique, nationale ou régionale, d'informations politiques et générales ou spécialisée - s'inquiète du projet de loi relatif à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications. La lecture définitive de ce projet devrait avoir lieu le 27 juin à l'Assemblée nationale.

Invité le 26 juin par la Fédération nationale de la presse d'informations spécialisées (FNPS), présidée par M^{me} Sophie Robert et qui regroupe 1614 titres, le premier ministre, M. Michel Rocard, a donc tenu à dissiper ces inquiétudes. Il a déclaré que « le transport et la distribution de la presse (...) font à l'évidence partie des missions de service public du nouvel établissement postal ». « Il faut lever toute ambiguïté à

ce sujet », a ajouté M. Michel Rocard, en précisant que M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, « avait déposé au Sénat, dans la soirée du 25 juin, un amendement concernant ce principe » et que lui-même venait d'adresser une lettre en ce sens à M. Claude Fuhl, président de la Fédération nationale de la presse française (FNPF).

Le premier ministre a aussi annoncé que l'article 39 bis du code général des impôts, qui exonère les bénéfices réinvestis par certaines entreprises de presse et qui avait été reconduit en 1987 pour cinq ans, sera prorogé. Enfin, après avoir rappelé que « la modernisation de la presse française n'était pas achevée » et souhaité « qu'elle trouve les moyens de se développer dans un espace élargi », à l'Europe, M. Michel Rocard a indiqué qu'il était « ouvert à une réflexion sur un mécanisme d'incitation à l'investissement qui permettrait de faire bénéficier d'une aide tous les journaux qui ont besoin, à un moment donné, de franchir un cap technologique ».

JAVICO 150

25 Le groupe Peugeot victime d'une escroquerie.
« Opération ventriloque » à la CDT

25 Un nouveau pôle français du tourisme
26 Les villes nouvelles ont vingt-cinq ans

32 Marchés financiers
33 Bourse de Paris

BILLET

De Michelin à Audi

M. Jacques Chérèque est sorti rasséréné de l'entretien qu'il a eu le 26 juin avec M. Michel Rocard. Sans figurer parmi les « superpriorités » gouvernementales comme l'éducation, la recherche ou le logement social, le développement régional sera, au même titre que l'audiovisuel, la justice ou l'environnement, classé dans les « secondes » préoccupations budgétaires essentielles.

Celui qu'à Matignon on surnomme amicalement le « grogard » a donc déjà assez bien tiré profit du débat organisé le 29 mai à l'Assemblée nationale au cours duquel tous les députés, quelles que soient leur appartenance politique ou leur circonscription géographique, avaient réclamé avec insistance une augmentation substantielle des crédits de l'aménagement du territoire. Justice géographique se conjugue avec justice sociale.

A l'occasion d'un prochain comité interministériel cet été, M. Chérèque demandera que tous les grands schémas (autoroutes, TGV, universités) qui ont un impact géographique à long terme fassent l'objet d'une approbation collective du gouvernement et pas seulement d'un feu vert de M. Delebarre ou de M. Jospin. La bataille n'est pas gagnée d'avance.

Sur deux dossiers d'actualité, en tout cas, on va vite pouvoir apprécier le savoir-faire et l'efficacité du ministre en charge de l'aménagement et... des reconversions industrielles. Les suppressions d'emplois chez Michelin exigent que la direction de l'entreprise, comme l'ont fait avant elle les Houillères, les sociétés sidérurgiques, Elf ou Saint-Gobain, participe financièrement à la reconversion et, en partenariat avec l'Etat et le conseil régional que préside M. Giscard d'Estaing, favorise la création d'emplois dans d'autres secteurs que le pneumatique.

Dans un domaine voisin, l'automobile, il importe aussi que le gouvernement et les collectivités locales concernées fassent un effort financier important (600 millions de francs environ) pour convaincre le groupe allemand Audi d'installer sa future usine de moteurs (3,5 milliards de francs) dans le bassin houiller lorrain et non en Autriche ou en Bavière. Et ne pas renouer le faux pas récent qui a conduit l'américain Dupont de Nemours à préférer l'Espagne à la Basse-Loire.

F. Gr.

L'Etat du New-Jersey décide à son tour d'augmenter les taxes locales

Bien avant les déclarations du président Bush, l'Etat du New-Jersey et de nombreuses collectivités locales américaines ont été contraints d'alourdir leur fiscalité afin de faire face au déficit croissant de leurs administrations.

NEW-YORK

de notre correspondant

A Washington, on l'a baptisé Robin des Bois, mais il n'en a cure. A cinquante-deux ans, M. James Florio, le gouverneur (démocrate) du New-Jersey sait que, après avoir bataillé ferme dans la forêt fiscale de son Etat, il n'a pas d'autre solution que de relever les impôts pour remédier à la piètre situation dans laquelle se trouvent ses services publics, y compris dans le secteur vital, de l'éducation. Finalement, par 41 oui contre 33 votes contre, l'Assemblée de Trenton, la capitale du New-Jersey, a voté le 21 juin dernier un programme fiscal à double volet.

D'une part, une enveloppe de 1 milliard de dollars pour les écoles situées dans des secteurs où la classe moyenne américaine est la plus

représentée, d'autre part, côté recettes, un relèvement de la fiscalité directe frappant les célibataires et les couples mariés (au-delà d'un revenu imposable de 70 000 dollars, soit 380 000 francs, par an pour ces derniers), un alourdissement de la taxe immobilière et de l'impôt sur les produits de consommation (relevé de 6 % à 7 %).

De quoi se mettre à dos nombre de ceux qui ont voté pour lui en janvier dernier. Mais M. Florio sait qu'il doit en passer par là s'il veut faire face à un déficit escompté de 3 milliards de dollars pour l'année 1991.

Accroissement des recettes de poche

Son collègue de l'Etat voisin de New-York, M. Mario Cuomo, se trouve dans la même situation, et le maire de la ville de New-York, M. David Dinkins, est lui aussi confronté à un déficit budgétaire de 2 milliards de dollars environ, qu'il lui faudra compenser en partie par une pression fiscale accrue sur les particuliers et sur les entreprises, lesquels cherchaient à s'installer dans le New-Jersey ou dans le Connecticut pour échapper aux

lourdes taxes qui caractérisent la « Grosse Pomme ».

Obligées de faire face à des dépenses croissantes pour tenter de remédier aux maux que connaît la société américaine (drogue, écoles mal équipées, sida, criminalité, infrastructures délabrées...), toutes les grandes métropoles font pression auprès de leur gouvernement local pour obtenir les moyens financiers que celui-ci a de plus en plus de mal à leur fournir. C'est ainsi que l'on a pu voir l'Etat de Californie, confronté à un déficit de près de 4 milliards de dollars, décider la mort dans l'âme, de doubler la taxe sur l'essence sur une période de cinq ans. Un comble pour une région qui a donné le signal de la révolte anti-impôts à la fin des années 70.

La mesure a permis à son gouverneur, l'ancien gouverneur démocrate de l'époque, de rentrer à la Maison Blanche.

Ces derniers mois, près de la moitié des Etats ont relevé les taxes locales sur l'essence ou accru leurs recettes « de poche » en frappant davantage les cigarettes et l'alcool. Mais, de l'avis général, ce n'est pas suffisant. L'année prochaine, la pression fiscale sera encore renforcée.

SERGE MARTI

M. George Bush annonce une augmentation des impôts

Suite de la première page

C'est sur la santé de l'économie que sont jugés les présidents, tout particulièrement les présidents républicains, et les mauvaises nouvelles de ces derniers mois ne portaient plus guère d'attente. Selon les dernières estimations de la Maison Blanche, le déficit devrait atteindre l'an prochain - en l'absence de mesures correctives - 160 milliards de dollars, soit près de cent milliards de plus que ne l'autorise la loi. Et encore ces chiffres devraient être largement majorés pour y inclure le coût de plus en plus exorbitant du sauvetage des caisses d'épargne qui ont fait banqueroute.

En réalité, M. Bush avait, dès le début du mois de mai, fait assez clairement comprendre qu'il envisageait désormais une augmentation des impôts (le Monde du 8 mai). Mais ses déclarations d'intention, qui entretenaient soigneusement l'ambiguïté, avaient provoqué une mobilisation générale dans les rangs des républicains contre des démocrates, tandis que certains des plus proches collaborateurs du président lui-même, comme M. John Sununu, le secrétaire général de la Maison Blanche, affirmaient leur détermination à faire porter le chapeau aux démocrates.

Engagé à la mi-mai dans une atmosphère de soupçon et de méfiance, le « sommet budgétaire » qui réunissait dirigeants de l'exécutif et leaders du Congrès s'était donc aussitôt transformé en guerre de tranchées, chacun

attendant que le camp adverse se découvre pour le mitrailler. C'est finalement le président Bush lui-même qui a décidé de sortir de son abri, à l'issue d'un long « petit déjeuner » pris mardi matin avec les chefs de file du Sénat et de la Chambre. Et, surprise, les dirigeants démocrates, se sont ostensiblement abstenus de tirer à vue sur le président, et même de célébrer leur victoire.

Mais cette victoire est bien réelle, et elle bourdonne déjà aux oreilles de nombre d'élus républicains qui avaient organisé leur campagne électorale de l'autisme prochain sur le thème : « Nous, nous n'augmentons pas les impôts ». Dès mardi, quatre-vingt-dix représentants républicains avaient signé un message adressé à M. Bush pour lui signifier leur émoi et leur mécontentement. Et si les dirigeants démocrates, ceux qui ont participé aux difficiles négociations avec M. Bush et ses aides, ont évité de trop pousser leur avantage, par peur de provoquer une rétroaction de la partie adverse, les élus du rang ont, eux, donné de la voix, et mis bruyamment M. Bush en face de ses contradictions.

Si bien que la journée, qui avait commencé par une éblouissante démonstration d'unité nationale au service du bien public, s'est terminée dans l'habituelle cacophonie. Pour ne rien arranger, M. Sununu, qui représente la sensibilité « de droite » des républicains, a de nouveau, comme au mois

de mai, paru vouloir rectifier le sens des propos présidentiels en expliquant que M. Bush n'avait en réalité rien dit de neuf. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, s'est lui aussi employé à minimiser l'impact des déclarations de M. Bush, en soulignant que, après tout, dans son dernier budget, le président avait déjà introduit 13 milliards d'impôts supplémentaires (mais fort discrètement à l'époque, et sans utiliser les mots fatidiques).

Mais ces petits contre-feux ne sauraient dissimuler l'essentiel : un pas politique majeur a été franchi par M. Bush. Ses conséquences en termes budgétaires restent pourtant largement inconnues. Responsables de l'exécutif et dirigeants du Congrès en sont restés pour l'instant aux généralités, et la répartition des sacrifices promet d'être ardue. Les économies supplémentaires devront sans doute concerner, outre la défense, le système des retraites et les programmes sociaux. Les ressources fiscales nouvelles pourraient être des taxes (sur l'alcool et les cigarettes, éventuellement sur les carburants), mais les démocrates tiendront sans doute à y associer une hausse de l'impôt sur le revenu des plus riches, tandis que M. Bush voudra profiter de l'occasion pour placer son projet de réduction de l'impôt sur les plus-values (qui, dans un premier temps, est supposé provoquer une augmentation des transactions, et donc des rentrées fiscales).

Tout cela prendra du temps, des mois peut-être, mais au moins la négociation peut-elle désormais s'engager sur des bases plus saines.

JAN KRAUZE

Avec 2 480 200 demandeurs d'emploi

Stabilisation du chômage en mai

D'un mois sur l'autre, le niveau du chômage n'a pratiquement pas évolué en mai, selon les statistiques publiées, le 27 juin, par le ministère du travail.

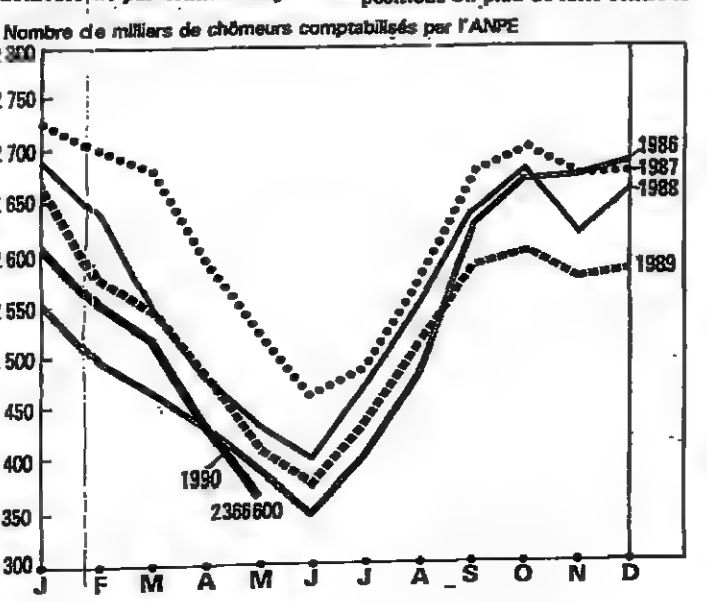
En données corrigées des variations saisonnières, on comptait 2 480 200 demandeurs d'emploi, soit 1 000 de moins. En un an, la baisse est de 49 400 seulement, qu'il faut comparer à la création de près de 300 000 emplois pendant la même période. En données brutes, l'évolution est plus contrastée, comme toujours à cette époque, mais reste dans des niveaux habituels, par rapport aux autres années. L'ANPE comptabilisait 2 366 600 chômeurs inscrits, soit 64 300 de moins qu'en avril (-2,6 % en un mois, -1,9 % en un an).

Une fois de plus, la stabilité est due à la baisse du nombre des entrées nouvelles au chômage, évaluée à 11,4 % en un an, et beaucoup moins aux sorties des listes de demandeurs d'emploi qui ne

diminuent que de 8,5 % en un an. Autrement dit, la bonne tenue du marché du travail provoque moins de pertes d'emploi, tandis que les chômeurs ne parviennent toujours

pas à retrouver le chemin de l'activité professionnelle.

Cette tendance n'est pas vraiment corrigée par les diverses dispositions du plan de lutte contre le



chômage qui ont, soit atteint leur régime de croisière, pour les plus anciennes, soit sont encore en période de rodage, pour les plus récentes. D'ailleurs, le nombre des entrées en stage a reculé de 7,6 % en un an et seuls les contrats de qualification, pour les jeunes, ou les contrats de retour à l'emploi, pour les chômeurs de longue durée, connaissent un développement significatif.

En conséquence, la durée moyenne de chômage continue de s'allonger dangereusement puisqu'elle atteint maintenant les trois cent quatre-vingt-trois jours, soit huit jours de plus que l'an passé à la même date.

Plusieurs signes ne sont pas encourageants. Le chômage des salariés d'origine étrangère, hors ressortissants de la Communauté européenne, a augmenté de 7,2 % en un an, prouvant ainsi que l'exclusion frappe les plus vulnérables. Parallèlement, on constate une aggravation pour les employés qualifiés, les agents de maîtrise et les cadres.

ALAIN LEBLAUVE

Réaction modérée de Wall Street

NEW-YORK

de notre correspondant

La décision annoncée le 26 juin par le président Bush de revenir sur son engagement préélectoral à propos de la fiscalité a favorablement impressionné Wall Street dans un premier temps (lire page 32), mais les incertitudes pesant sur les mesures concrètes que prendra la Maison Blanche l'ont finalement emporté.

Alors qu'il gagnait environ 30 points à la mi-séance, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a progressivement reculé jusqu'à perdre 2,72 points en clôture, à 2 842,33, dans un volume d'affaires réduit à 140 millions d'actions, niveau encore bien faible, compte tenu de la baisse de plus de 10 points enregistrée la veille après un important repli la semaine précédente (-2,7 %).

Pour les familiers du Big Board, le fait que le chef de l'exécutif confirme enfin officiellement l'obligation dans laquelle il se trouve de relever les impôts fédéraux, après des mois d'atermoiements inutiles, laisse entrevoir une action sur le déficit budgétaire, qu'il lui faut comprimer à tout prix. Avec, en

germe, une réduction des taux d'intérêt, lesquels continuent à peser sur une économie tiraillée entre une croissance molle et une douce récession.

Mais aucune information supplémentaire n'a filtré dans la journée, et les boursiers, très préoccupés en ce moment par des résultats de sociétés souvent en baisse, ont préféré attendre avant de prendre position, laissant la place aux vendeurs. Parmi ces derniers, certains affirmaient craindre que, dans sa précipitation à réduire le « trou » budgétaire pour faire face, notamment, à la catastrophe grandissante que constitue le scandale des caisses d'épargne, le gouvernement n'en vienne à prendre des mesures drastiques susceptibles de produire un choc trop important sur un appareil de production encore bien fragile. En revanche, les obligations se sont beaucoup mieux tenues que les actions américaines, tandis que le dollar baissait ; deux réactions à mettre au compte de l'anticipation de la pression des taux d'intérêt, même si le mouvement n'est pas pour tout de suite.

S. M.

Accord de principe entre l'Etat et les partenaires sociaux sur les bas salaires

La hausse du SMIC limitée à 2,5 %

Le conseil des ministres du mercredi 27 juin a entériné une hausse de 2,5 % du SMIC au 1^{er} juillet (5 286,32 francs bruts mensuels, 4 335,31 francs en net soit un gain de 105 francs) (le Monde du 27 juin). Cette progression assez modérée - elle équivaut à la progression du taux de salaire horaire ouvrier - est la conséquence du quasi-consensus qui s'est dégagé mardi entre l'Etat, la plupart des syndicats et le patronat en faveur d'une relance des négociations sur le déroulement de carrière des salariés les plus modestes.

Incontestablement, quelque chose vient de changer dans l'approche de la question des bas et moyens salaires. Présenté mardi par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, devant la commission nationale de la négociation collective (CNC), un relevé de conclusions affirmait qu'il convenait « d'assurer à tous les salariés une garantie de rémunération dont le niveau soit supérieur au SMIC » et que « le développement de véritables carrières ouvrières apparaît comme une exigence essentielle pour la cohésion des entreprises ».

Réduire le nombre des smicards

Comme l'avait suggéré le 8 juin M. Michel Rocard, les professions dont la politique contractuelle est en sommeil - le seul SMIC faisant le plus souvent office de politique des bas salaires dans 134 branches professionnelles sur 164 - vont donc entamer avant octobre prochain des discussions qui devront aboutir avant le 31 décembre 1992. Si ces négociations donnent les résultats escomptés, les pouvoirs publics s'engagent pendant la même période à faire évoluer le SMIC en ne prenant en compte que la seule augmentation du salaire ouvrier moyen. La nouveauté est de taille : le salaire minimum interprofessionnel ne dépendra plus de « coups de pouce » arbitrairement déterminés par les pouvoirs publics mais de la réalité des salaires. Ce schéma devrait logiquement permettre de réduire le nombre de smicards (1,7 million de salariés) dans les prochaines années.

Pourtant, ce consensus n'est pas exempt d'ambiguïtés. Le relevé de conclusions présenté par M. Soisson, s'il n'a rencontré l'opposition que de la seule CGT, n'a été signé ni par les syndicats ni par le patronat, qui résistent tout tripartisme (le gouvernement ne leur avait du

reste pas demandé de le parapher). Le CNPF a refusé la proposition des syndicats de cosigner une déclaration reprenant l'essentiel de ce document et s'est attaché à préciser que, s'il entendait « venir compte » du relevé de conclusions, il se contentait d'en « prendre acte ». M. Jean-Louis Girard, président de la commission sociale du CNPF, a accepté d'« inciter les branches professionnelles à négocier » mais il a insisté sur le fait que celles-ci devront « se positionner en fonction de leurs contingences ».

Le gouvernement peut se féliciter d'avoir mené à bien une démarche équilibrée qui, aujourd'hui, ne fait apparaître ni gagnant ni perdant. Le patronat, s'il s'expose à une relance des revendications salariales, peut compter sur des revalorisations « raisonnables » du SMIC.

Élargir le champ des négociations

Pour les syndicats, l'intervention du gouvernement permet d'élargir le champ des négociations au-delà même des bas salaires : selon le relevé de conclusions, l'adaptation des rémunérations minimales des grilles de qualifications devra être hiérarchisée. Mais ils sont déçus du niveau de revalorisation du SMIC et ont réclamé un coup de pouce supplémentaire (500 francs pour la CFTD, + 3,5 % pour FO, une « majoration significative » pour la CFTC).

Pour le gouvernement, le plus dur reste à faire car les négociations seront difficiles. Facteur irremplaçable de modernisation, la révision des classifications coûte cher et suppose que tout le monde n'en bénéficie pas de manière identique. En effet, la hausse du salaire ouvrier moyen atteint 4,8 % entre avril 1989 et avril 1989 mais, dans le même temps, la progression n'est que de 4 % pour les plus basses qualifications.

JEAN-MICHEL NORMAND

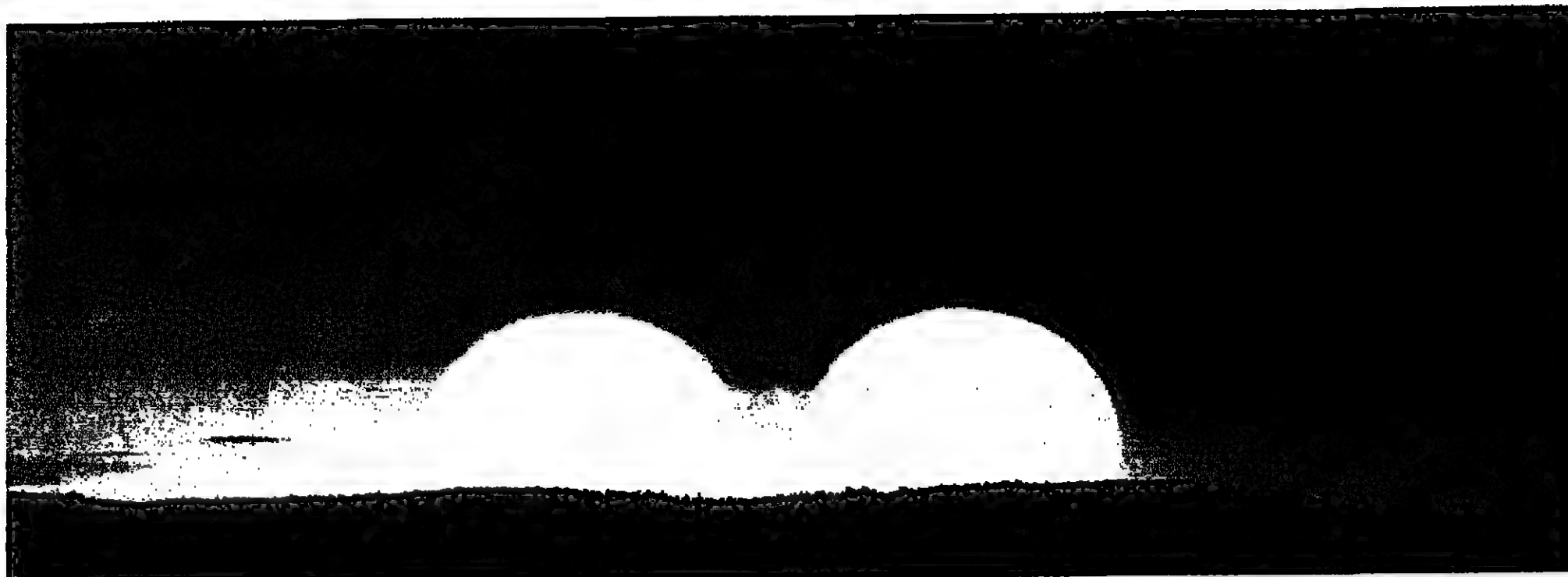
ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES TECHNOLOGIQUES HUMAINES

HEC - ESCP 2^e ANNÉE

- ENTRETIENS INDIVIDUELS D'ADMISSION
- ENSEIGNEMENTS COMPLETS
- PRÉPARATION INTENSIVE EN AOÛT

Succès importants confirmés MAJORS DE PROMOTION

Tel. : 45.85.39.35 - 42.24.10.72



***Le Groupe GAN augmente son capital.
La Bancassurance en action.
J'achète plutôt deux fois qu'une.***

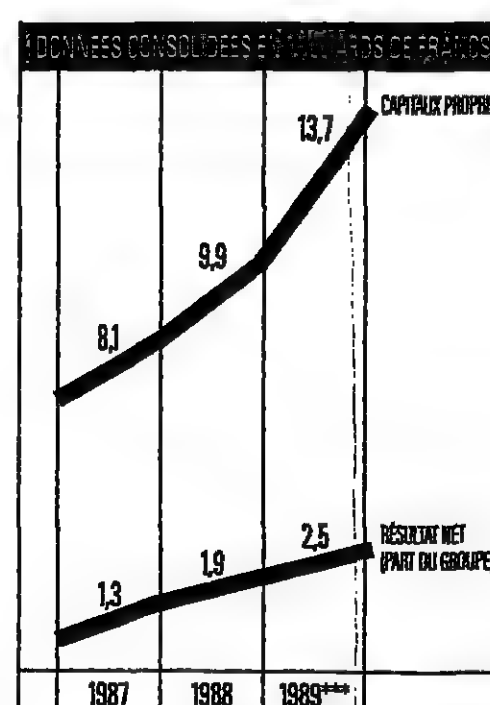
Le GAN et le CIC forment aujourd'hui le Groupe GAN, premier groupe européen de Banc-assurance. L'association de deux métiers complémentaires permet au Groupe GAN d'exploiter au mieux les synergies financières et commerciales et de faire bénéficier tous ses clients, partenaires et actionnaires de cette nouvelle force.

Aujourd'hui, 539 milliards de francs de total de bilan, 220 milliards de francs d'actifs gérés et 1,2 million de m² de patrimoine immobilier assurent la solidité financière. En 1989, 13,7 milliards de capitaux propres en augmentation de 38 %, 2,5 milliards de francs de résultat net en progression de 27 %, démontrent le dynamisme des résultats.

Le Groupe GAN augmente son capital afin de se doter des moyens financiers nécessaires à l'accélération de son développement. C'est une opportunité unique d'investir dans la Bancassurance. Avec le Groupe GAN l'énergie d'un grand projet se lève. Informations Minitel : 3615 Code CD * GAN.

Modalités de l'opération. Augmentation de capital de F 335.656.156 à F 377.613.194, par l'émission de 1.133.974 actions nouvelles de F 37 nominal, assorties chacune d'un bon de souscription d'actions. Prix d'émission: F 2.150. Jouissance: 1^{er} janvier 1990. Exercice des bons: deux bons de souscription donnent droit à tout moment jusqu'au 15.12.1993 à la souscription d'une action GAN au prix de F 2.150. Priorité de souscription réservée aux actionnaires: du 25.06.1990 au 05.07.1990 inclus, à raison d'une action nouvelle pour 8 actions anciennes. Lieux de Souscription: chez votre intermédiaire financier habituel. Souscription du public du 25.06.1990 au 11.07.1990 inclus avec possibilité de clôture anticipée sans préavis. Place de cotation: Marché à Règlement Mensuel de la Bourse de Paris.

Une note d'information complète* et une note d'information abrégée** sont disponibles sans frais auprès des intermédiaires financiers. * Visa CDB n° 90-255 en date du 21 juin 1990. ** Visa CDB n° 90-256A en date du 21 juin 1990 BAID du 25 06 1990. *** Intégration globale pour la première fois en 1989, de la Compagnie Financière de CFC.



**L'énergie
de tous
les projets**

CASES

Le groupe Peugeot
de plusieurs di

CONJECTURE

Le co
de plus en

1. In der Vergangenheit
 2. am 1. April 1944
 3. wurde das
 4. GEFÜHRTE
 5. durch den
 6. der

[illegible]

Operation

[illegible]

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

[illegible]

TURISME

Amélie Lambert
à la Général

[illegible][illegible]

ÉCONOMIE

AFFAIRES

Un directeur indécis

Le groupe Peugeot victime d'une escroquerie de plusieurs dizaines de millions de francs

Le groupe Peugeot a été victime d'une escroquerie de la part de l'un de ses directeurs. L'information, révélée par Europe 1, mercredi 27 juin, jour de l'assemblée générale des actionnaires, a été confirmée par le groupe.

Peugeot SA (qui coiffe les marques Peugeot et Citroën), a indiqué avoir licencié le 1^{er} mars dernier M. Joël Seydoux, directeur de la SOFIB, pour «différentes irrégularités». La SOFIB est la filiale de PSA chargée d'aider au finance-

ment des réseaux de concessionnaires (450 Peugeot et 400 Citroën) et des entreprises en rapport avec le groupe (fournisseurs par exemple). Elle avait un encours de prêts à la fin de 1989 de 2,9 milliards de francs. Tous les constructeurs automobiles ont de telles filiales.

Selon PSA, M. Seydoux se serait servi de sa position pour accorder des prêts avantageux à des sociétés dont il aurait été, avec des amis, bénéficiaire. Il serait question en

particulier d'une opération immobilière au cours de laquelle M. Seydoux aurait pu profiter de commissions importantes.

PSA a porté plainte. Les malversations porteraient sur «quelques dizaines de millions de francs» selon PSA, même si la valeur des prêts ou des immeubles en question - qui restent propriété du groupe - pourrait atteindre des centaines de millions.

E. L. B.

CONJONCTURE

Selon un rapport du CERC

Le coût du crédit obéit de plus en plus aux lois du marché

La rentabilité des entreprises a eu beau s'améliorer, leur endettement reste fort. Au point que le Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) a jugé bon de s'interroger dans son dernier rapport sur «les entreprises et le coût du crédit bancaire» (1).

de francs» entre 1970 et 1988. Ce qui en France pousse à une progression de 3,7 % par an.

Ce diagnostic a été confirmé par le rapport Jolivet («Déflation, épargne et endettement») rapport du Conseil national du crédit, qui indique qu'en pourcentage du bilan, l'endettement des entreprises est passé de 38 % en 1981 à 50 % en 1984. Soit un niveau sensiblement supérieur à celui observé en RFA à la même période (42 %).

financières à court terme entraînent des conditions de crédit très favorables. De plus, un minimum de technique financière de la part du chef d'entreprise sera toujours apprécié par le banquier. Sa connaissance du mécanisme des jours de valeur, le fait qu'il soit en relations avec plusieurs banques, mais surtout la possibilité qu'il se donne de «déléguer la négociation financière à un trésorier» jouent de manière significative sur les conditions obtenues.

Bien que rien ne soit plus difficile à appréhender que l'endettement des entreprises, les chercheurs du centre d'études sur les revenus et les coûts (CERC) postulent un «accroissement de l'endettement sous ses diverses formes». Une dette qui serait passée de 836 milliards à la fin des années 70 à 466 milliards de francs à la fin de 1988. Soit un rythme d'évolution moyen de 11 % par an en francs constants et de 2 % par an en francs courants.

Le rapport du CERC montre que dans la détermination des taux, de nombreux critères sont pris en compte. L'appartenance à un groupe, le caractère familial du capital, la qualité de la gestion ou la capacité de négociation du chef d'entreprise ou de son trésorier peuvent entraîner des réductions de coût sur le crédit. Mais ce qui fait vraiment la différence, estiment les chercheurs du CERC, c'est la rentabilité de l'entreprise et la qualité de sa gestion. L'existence d'une comptabilité analytique, la capacité à faire des prévisions

Le rapport du CERC conclut que le secteur du crédit suit désormais les règles du marché. «La petite entreprise lorsqu'elle est bien gérée peut parfois compenser tout ou partie des effets de faible dimension».

YVES MAMOU

(1) Les entreprises et le coût du crédit bancaire. Documents du Centre d'études des revenus et des coûts, N° 96, 1^{er} trimestre 1990. La documentation française, 38 francs.

SOCIAL

Opération «vérité» de la centrale syndicale

La CFDT revendique 539 000 adhérents «réels»

En déplacement à Metz, le mercredi 27 juin, M. Jean Kaspar a tenu la promesse faite en février dernier de jouer la carte de la transparence. Le secrétaire général de la CFDT a révélé le «nombre réel» d'adhérents de sa confédération en 1989 : 539 000 cotisants réguliers, soit 438 000 actifs, sur la base de 8 timbres mensuels et 81 000 retraités, sur la base de 4 timbres trimestriels.

Les derniers chiffres officiels sur les effectifs de la CFDT, issus d'une étude pour le Centre de recherche sur la politique, l'administration et le territoire (CERAT), faisaient état en 1987 de 469 200 adhérents actifs, soit autour de 500 000 avec les retraités (Le Monde du 13 février).

ainsi représenter le quart des syndiqués, avec 100 000 militants et 2 300 syndicats. C'est davantage que bien des partis politiques. Mais si M. Kaspar veut ainsi «en finir avec l'hypocrisie dans laquelle s'était enfoncé l'ensemble du syndicalisme français», il risque, dans l'immédiat, d'être le seul à jouer cette carte.

Cette opération «vérité» n'est pas sans risques pour la CFDT. Même s'il indique une légère remontée, le résultat confirme l'importante érosion de la centrale dont les derniers résultats officiels faisaient état en 1983 de 681 300 cotisants réguliers (sur 8 timbres). Et c'est toujours sur la base de 900 000 adhérents que la CFDT cotise aux organisations internationales dont elle est membre. M. Kaspar compte sur le choc psychologique de cette annonce auprès de ses militants pour les inciter à poursuivre l'effort de redressement.

La population syndiquée étant estimée en France à moins de 2 millions de salariés actifs (soit environ 10 %), la CFDT affirme

Comparant son chiffre de cotisants réguliers aux voix obtenues dans les élections professionnelles (CE du secteur privé et fonctions publiques), la CFDT en conclut que 4,4 électeurs sur 10 sont adhérents. En extrapolant ce rapport pour les autres centrales, elle estime que la CGT a 682 000 adhérents, FO 415 714, la FEN 183 000, la CFE-CGC 115 590 et la CFTC 106 980. La FEN apparaît sous-évaluée, la CGC surévaluée. De telles extrapolations inciteront-elles les autres centrales à la transparence? L'image du syndicalisme y gagnera-t-elle?

MICHEL NOBLECOURT

TOURISME

Constitution d'un nouveau pôle français

Bruxelles Lambert cède le contrôle de Wagons-Lits à la Générale de Belgique et à Accor

Le finissage des Wagons-Lits vient de connaître un rebondissement inattendu : le groupe Bruxelles Lambert, qui détenait depuis peu la minorité de blocage dans la société va céder ses parts à la Société générale de Belgique, ce qui pourrait bien modifier le sort de la compagnie.

La décision de vente est liée à la révolution de palais qui s'est produite dans le camp des «Belges», à savoir la perte de contrôle de M. Gérard Eskenazi au profit de MM. Albert Frère et Paul Desmarais. Elle va entraîner une redistribution des cartes dans le groupe Wagons-Lits.

Le groupe hôtelier français Accor, dont elle est le premier actionnaire (avec 12 % du capital). Les deux présidents d'Accor, MM. Paul Dubrule et Gérard Pélissier devraient faire leur entrée au conseil d'administration. Ainsi pourrait se constituer un pôle français du tourisme par le rapprochement entre les Wagons-Lits et le groupe hôtelier français. Les «synergies» peuvent jouer sur deux domaines : celui de l'hôtellerie, d'une part, entre le premier groupe européen (Accor) et le cinquième (Pullman), d'autre part dans celui du tourisme, où MM. Dubrule et Pélissier viennent de se lancer, et où les Wagons-Lits occupent une position forte, puisque ils réalisent 12 milliards de francs de chiffre d'affaires.

GUY HERZLICH

Au début du mois le groupe Bruxelles Lambert avait porté sa participation de 20,5 % à 26,75 % en représentant au groupe scandinave Rolaco la moitié de ses actions : il avait acquis ainsi la minorité de blocage derrière la Caisse des dépôts, qui détient, directement ou indirectement 38 % des Wagons-Lits, et devant M. Pierre Bellon, PDG de Sodexo et administrateur délégué des Wagons-Lits depuis 1989, qui en a 18,5 %. GBL cède aujourd'hui le tout à la Générale de Belgique : celle-ci acquiert 19,5 % des actions et une option sur les 7,25 % restants. La

vente a été faite au-dessus du cours de Bourse, qui atteint 1 500 francs français.

La décision de vente est liée à la révolution de palais qui s'est produite dans le camp des «Belges», à savoir la perte de contrôle de M. Gérard Eskenazi au profit de MM. Albert Frère et Paul Desmarais. Elle va entraîner une redistribution des cartes dans le groupe Wagons-Lits.

En effet, la mésaventure entre les actionnaires français et belges avait amené le groupe à décider en février dernier de mettre aux enchères la moitié du capital de Pullman, sa filiale hôtelière (Le Monde du 28 février). L'équilibre entre les deux camps est en théorie maintenu par la cession à la Générale de Belgique. Mais la Générale de Belgique ne vient pas seule.

Elle va constituer une holding financière qu'elle contrôlera avec le

Les déboires du promoteur américain

M. Donald Trump est mis sous tutelle bancaire

Le délai avait été fixé à mardi minuit. A onze heures du matin, le 26 juin, M. Donald Trump recevait enfin le télégramme annonçant que le groupe bancaire dont dépendait sa survie avait décidé de lui accorder ce crédit-relais de 20 millions de dollars qui, seul, lui permettait d'éviter l'infamie de tomber sous le coup du chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites.

banques japonaises qui avaient dans leurs comptes une partie des 2 milliards de dollars (11,5 milliards de francs) «d'arriérés» que leur devait M. Trump n'étaient guère disposées à aller plus loin. Et il a fallu toute la force de conviction de leurs collègues banquiers pour inciter le dernier récalcitrant, l'allemand Dresdner Bank, à se plier aux concessions communes.

leurs la navette Boston-New-York-Washington. 500 millions de dollars pour une affaire en déficit, achetée 365 millions de dollars il y a moins de deux ans. Pour l'instant, aucun candidat ne s'est manifesté. En vendant 210 millions de dollars, il y a quelques jours, un chantier naval aux Pays-Bas, il a eu la main plus heureuse. Mais son yacht tape-à-l'oeil, le *Trump Princess*, également proposé à la vente, n'a toujours pas trouvé preneur.

NEW-YORK

de notre correspondant

Après des jours - et des nuits - d'après discussions, les quelque cinquante grandes banques américaines et étrangères engagées dans l'aventure ont finalement levé les dernières réserves qui auraient pu empêcher ce règlement.

Celles-ci ne vont pas sans de sérieuses contreparties. En échange de ces 20 millions de dollars qui lui permettront d'honorer son échéance, le propriétaire de la Trump Tower et des principaux casinos d'Atlantic City dispose d'un délai de trente jours pour régler le reste des 65 millions de dollars qu'il n'a pas pu payer à temps. Et pour dresser la liste définitive des actifs dont il devra se séparer pour que ses «amis» banquiers continuent à garantir cette dette colossale, à laquelle il faut ajouter 1 milliard de dollars placés en «junk bonds» sur le marché financier.

Après avoir remercié le milieu bancaire pour lequel il éprouve à présent «un profond respect», M. Trump a admis au cours d'un bref échange de vues avec la presse qu'il lui faudrait désormais réduire son train de vie. M. de fait, sous tutelle bancaire, il ne devra pas dépenser plus de 450 000 dollars par mois d'ici à la fin de l'année, 375 000 dollars en 1991 et 300 000 l'année suivante. Et accepter de dépendre de ses anciens obligés pour son argent de poche. Difficile à vivre.

S. M.

Il a déjà mis en vente la flotte d'avions qui assurait sous ses cou-

Le groupe horloger Yema s'implante aux États-Unis

Après les principaux pays d'Europe en 1988, l'Extrême-Orient et le golfe Persique en 1989, Yema (groupe CGH-Compagnie générale d'horlogerie), première marque haut de gamme de l'industrie horlogère française, s'implante aux États-Unis.

Hésitations gouvernementales

Le CEA prendrait la majorité de Framatome

M. Jacques Myer, président de la CGH, a signé ce mercredi 27 juin à New-York un contrat d'exclusivité avec la firme américaine Longines Wittenauer Watch Co (groupe Westinghouse), distributeur, entre autres, des produits horlogers du groupe suisse SMH (Longines, Omega, Rado, Swatch...) outre-Atlantique, pour diffuser aux États-Unis et au Canada les montres frappées du «*gros*» stylisé. M. J. Myer s'est fixé comme premier objectif de commercialiser 100 000 montres Yema d'ici à 1993, ce qui équivaut à réaliser un chiffre d'affaires annuel de 20 millions de dollars et à capter 0,5 % du marché américain haut de gamme (environ 11 millions de montres de luxe).

Conscients de l'effet désastreux des hésitations gouvernementales, et alors que le groupe socialiste s'apprête à déposer une proposition de loi visant à nationaliser Framatome, les pouvoirs publics souhaiteraient désormais que l'on règle rapidement le tour de table public du constructeur de chaudrons nucléaires.

Le dernier schéma envisagé prévoyait que CEA Industrie, actionnaire aujourd'hui à 33 % de Framatome, porte sa participation à 51 %, soit directement, soit indirectement (via Cogema qui en prendrait 16 %, notamment en rachetant probablement les 10 % détenus par EDF). Une fois ce montage mis sur pied - il aurait notamment l'intérêt de revivifier CEA Industrie, en mal d'identité - les pouvoirs publics disposeraient d'un peu de temps pour arrêter la configuration de l'actionnariat privé.

Plusieurs solutions seraient alors possibles, en fonction de l'attitude

qu'adopterait la CGE : accepterait-elle ou non de rester minoritaire, dans quelles proportions et avec quelles perspectives?

Réaffirmant qu'il était «ouvert à toute solution», son patron, M. Pierre Suard, a réaffirmé mardi 26 juin l'intérêt stratégique qu'il portait à Framatome tout en maintenant le prix de son désengagement à un niveau élevé.

F. V.

o IBM lance un ordinateur domestique. - Cinq ans après l'échec d'une première tentative, IBM fait un retour remarqué sur le marché des micro-ordinateurs domestiques. Comme prévu (Le Monde du 16 mai), la firme a présenté mardi 26 juin, aux États-Unis, un micro-ordinateur baptisé IBM PS/1, dont le prix varie de 1000 à 2000 dollars.

ASSURANCES

M. Denis Kessler est élu président de la FFSA

L'élection, mardi 26 juin, de M. Denis Kessler, trente-huit ans, à la présidence de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA), où il succède à M. Jacques Lallemend, est en soi une petite révolution. Pour la première fois, ce poste revient à un homme jeune qui a fait sa carrière hors du sérail des grands corps.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DÈS À PRÉSENT

Toutes les informations concernant les dates des Assemblées Générales des actionnaires et la mise à disposition des rapports annuels seront disponibles sur :

3615 LM puis AVIS

Un récapitulatif des entreprises ayant communiqué sur ces sujets paraîtra tous les samedis (daté dimanche-lundi), dans nos colonnes.

calberson

L'assemblée générale ordinaire de la Compagnie générale Calberson réunie le 22 juin 1990, sous la présidence de M. Jacques Bonie, président du groupe, a approuvé les comptes de l'exercice 1989.

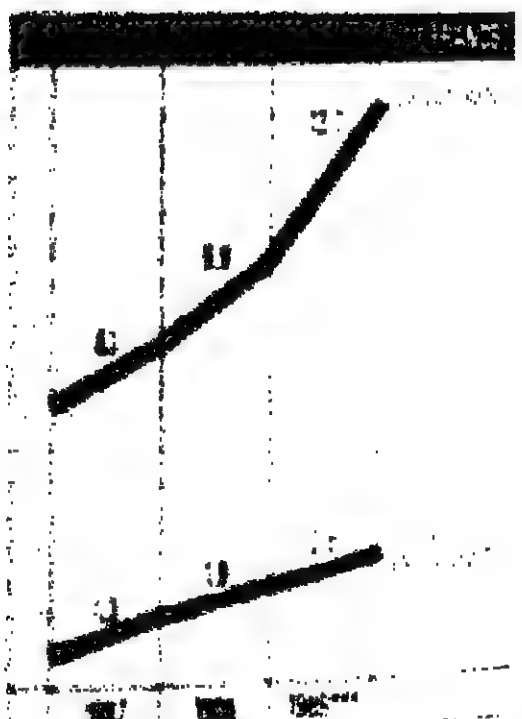
Le dividende revenant à chaque action est de 18 F, représentant, compte tenu d'un avoir fiscal de 9 F, un revenu réel de 27 F. Il sera payé à compter du 17 septembre 1990.

Un conseil d'administration s'est réuni à l'issue de l'assemblée générale. Il a nommé M. Charles Henry Broussaud aux fonctions de président de la Compagnie générale Calberson, à effet du 1^{er} juillet, en remplacement de M. Jacques Bonie, atteint par la limite d'âge, qui apportera son concours au nouveau président.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

te son capital.
en action.
fois qu'une.



L'énergie
de tous
les projets

Le Monde International

Alexander Proudfoot International

SALES CONSULTANT

Comptant parmi les cabinets de conseil les plus réputés et les plus performants, nos activités d'accompagnement et de soutien en gestion nous valent la clientèle prestigieuse de très grandes entreprises industrielles et de sociétés de service dans 25 pays sur les 5 continents.

Nous sommes actuellement à la recherche d'un professionnel motivé, expert des ventes en interne, en vue d'appuyer nos activités en France et en Belgique. Si vous avez le don de communiquer et les capacités d'un vendeur affirmé, si entreprendre est pour vous une seconde nature, que vous êtes motivé, que la réussite vous semble la conséquence logique de vos qualités, et que vous maîtrisez aussi bien l'anglais que le français, nul doute que notre offre est de nature à vous séduire.

Vous constituerez un des pivots d'une équipe de vente de haut niveau. Basé à Bruxelles, en Belgique, vous travaillerez au contact de responsables de l'industrie et des affaires. Vous serez chargé en particulier de

l'identification de nos nouveaux clients et de la phase si critique du premier contact. Vous possédez une expérience de la vente en interne, vous souhaitez réorienter votre carrière vers le domaine commercial, ou encore, vous êtes un vendeur talentueux qui envisagerait avec plaisir un travail stimulant dans une fonction interne sans vouloir pour autant renoncer aux contacts commerciaux: alors, n'hésitez pas à nous répondre.

Nous récompenserons votre talent, votre assiduité et vos performances par un excellent salaire, des avantages extra-légaux très complets et des primes attrayantes.

Envoyez votre curriculum vitae rédigé en anglais, en spécifiant votre niveau de salaire et en mentionnant un numéro de téléphone où nous pourrions vous joindre pendant les heures de bureau, à Alexander Proudfoot Human Resources, Manhattan Tower, Avenue du Boulevard 21 (boîte 26), 1210 Bruxelles, Belgique, sous la référence F SC LM 28 6 90.

boeder

... wenn Sie mit Daten arbeiten.
Hi Tec diskettes, EDV-Papiere und Computerzubehör.
Wir sind ein in unserer Branche seit Jahrzehnten international etabliertes Unternehmen mit hohem Bekanntheitsgrad und zukunfts-orientierten Produkten. Schon heute setzen wir die Weichen für 1992. Um den Ausbau unserer Marktposition in Europa zu sichern, suchen wir den berufserfahrenen französischen

AREA SALES MANAGER

der uns beim Aufbau eines erfolgreichen Vertriebs-systems tatkräftig im SB- und Warenhausbereich unterstützt. Zu seinen Aufgaben gehören sowohl Betreuung und Beratung als auch der weitere Ausbau unseres Kundenkreises im SB- und Warenhausbereich sowie die optimale Produktpäsentation. Einem Markenartikel von überzeugendem Format, mit hohem Massan Einsatzbereitschaft und Verantwortungsbewusstsein bieten wir eine interessante, ausbaufähige Position.

Einen umfassenden Überblick über unsere Produktpalette und die erforderlichen Produktkenntnisse vermitteln wir Ihnen in einer Spezialschulung. Wir sprechen Sie mit dieser Anzeige in deutscher Sprache an, da wir von unserem Mitarbeiter neben seiner Muttersprache gut Deutschkenntnisse erwarten. Wenn Sie diese attraktive und ausbaufähige Position reizt und Sie Ihre berufliche Entwicklung in unserem Unternehmen fortsetzen wollen, senden Sie uns Ihre Bewerbung mit tabellarischem Lebenslauf, Zeugniskopien, Lichtbild und Angabe Ihres Gehaltswunsches.

boeder gmbh & co. kg
Personalwesen
Wickeler Str. 50
D-6093 Flörsheim/Main - Tel.: 06145/502-0

LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

a été créée par le Traité de Rome pour faciliter le financement d'investissements à long terme et promouvoir le développement équilibré de la Communauté européenne. Elle finance également des projets dans 12 pays du Bassin méditerranéen et dans les Etats signataires de la Convention de Lomé. La Banque recherche pour sa Direction des études, installée au siège à Luxembourg, un:

Economiste spécialiste de l'énergie (m/f)

(ayant de 5 à 10 ans d'expérience pratique)

Il aura pour tâche de participer à l'évaluation économique des projets d'investissement énergétiques présentés à la Banque pour financement dans les pays membres et de s'acquitter de travaux relatifs au secteur de l'énergie.

Les candidats doivent posséder un diplôme universitaire d'économie complété par une solide formation en analyse quantitative et avoir l'expérience tant de l'évaluation économique des projets énergétiques que de l'établissement d'études concernant le secteur énergétique.

L'expérience du secteur privé dans le domaine des hydrocarbures (activités en amont et en aval) serait appréciée.

Les candidats, possédant la nationalité d'un des pays membres de la Communauté, auront une très bonne connaissance de l'anglais ou du français et une bonne maîtrise de l'autre langue. La connaissance pratique d'une troisième langue communautaire serait un avantage.

La Banque offre de bonnes conditions d'emploi, un salaire intéressant et un régime de protection sociale complet et pratique une politique d'égalité de chances.

Les personnes intéressées, qui ne doivent pas être âgées de plus de 35 ans, sont priées d'envoyer leur curriculum vitae ainsi qu'une photographie, à la:

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT,
Division Recrutement-Formation (Réf.: ET 9021),
100, boulevard Konrad Adenauer,
L-2950 LUXEMBOURG. FAX 437704.

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.



MANDARINA DUCK

Mandarina Duck est une griffe italienne, caractérisée par l'innovation, le design, la qualité totale du produit, des procédés, du service, de ses hommes.

Dans le cadre de ses programmes de développement, elle nous a chargés de sélectionner le:

RESPONSABLE DES AUTRES MARCHES

Il présentera et déterminera avec la Direction Commerciale les objectifs de développement sur les marchés compétents. S'occupera des points de vente existants. Appuyera, évaluera, développera les réseaux de vente déjà actifs. Explorera de nouveaux marchés, en repérant les segments de clientèle les plus intéressants. Gèrera les prix et les remises, en contactant des branches de distribution de haut niveau et en négociant l'insertion du produit. Sera le tuteur et l'ambassadeur de la marque auprès des marchés de culture diverse mais significative.

ON DEMANDE: langue maternelle anglaise et très bon français. Etre âgé d'environ 30 ans, diplôme ou licence. Disponibilité pour voyager de façon autonome, pragmatisme, curiosité, sensibilité aux valeurs de la marque. Des expériences analogues dans d'importantes maisons de parfums, de haute cosmétique, de griffes de haute mode seront un atout pour le recrutement.

ON OFFRE: une intégration au sein d'une entreprise de prestige, avec une charge stratégique. Une rémunération en relation avec la position et l'expérience. Remboursement intégral de tous les frais. De grandes possibilités d'évolution professionnelle et de carrière. Le transfert auprès de la maison mère en Italie n'est pas exigé.

LIEU DE TRAVAIL: Principalement en Europe du Nord. Occasionnellement dans la région du Pacifique.

Envoyez un C.V. concis et exact sous référence RAM 690 à:
Mandarina Duck France - 7, Boulevard de la Madeleine - 75001 Paris

LA SELECTION SE FERA A PARIS A LA FILIALE FRANCAISE DE LA SOCIETE.

RESEARCHER - Argentina, Bolivia and Brazil

Amnesty International needs a Researcher to work on several countries in the Americas Region including Argentina, Bolivia and Brazil. You will document cases, prepare reports and advise on initiatives to be taken by AI particularly in relation to prisoners of conscience, trial of political prisoners, treatment of prisoners, extrajudicial executions and disappearances. You must have specialist knowledge of the region, proven research skills, sound political judgement, the skill of impartiality and the ability to work in a team, often under pressure. You must have fluent Spanish and English. A working knowledge of Portuguese would be an advantage.

Closing date 20 August 1990. Ref no. RD-13
For further information and an application form please contact: Personnel Office, Amnesty International, International Secretariat, 1 Easton Street, London WC1X 8DL, United Kingdom. Tel: (071) 837 3805 04 hr answerphone. Please quote reference no.

amnesty international

36 15

FM

Service téléphonique

rapport de l'emploi des cadres



MOTOROLA (SUISSE) S.A.
Semiconductor Group

We are one of the world's leading manufacturers of electronic equipment, systems and components. Our Geneva based European Consumer Business Segment which is responsible for the development of complex bipolar and CMOS integrated circuits has an opening for:

A SENIOR ANALOG INTEGRATED CIRCUIT DESIGN ENGINEER

Interested candidates will have:

- An advanced university degree in physics or electronics;
- Several years of experience designing high speed bipolar integrated circuits including phase & frequency locked loops;
- A Good knowledge of applied semiconductor physics;
- Fluent English (written & spoken) plus spoken German or French.

As a member of a dynamic team designing state of the art integrated circuits for the consumer market you will be expected to assume a project leader role including supervision of technical personnel.

We offer a world class environment with advanced CAD tools & close contact with our other design groups around the world. Candidates wishing to respond to this challenging position are invited to send a Curriculum Vitae (including a recent photograph) to:

Irene Maurer - MOTOROLA (SUISSE) SA
16, chemin de la Voie-Creuse - 1211 Geneva 20 - 022 799 13 91



International Fund for Agricultural Development
(United Nations)
(Rome, Italy)
TECHNICAL ADVISOR (ENVIRONMENT)

RESPONSIBILITIES: Provide expertise on agriculture systems, natural resources management, land use planning and agro-ecosystem analysis in support of environmentally sustainable rural poverty alleviation, specifically, evaluate project interventions in terms of environmental considerations and provide technical support, develop environmental sustainability policies and procedures; assist in developing project pipeline and identify constraints affecting environmental sustainability and propose corrective action; develop and maintain data base on natural resource and environmental management aspects of rural/agricultural development; assist in staff training; liaise with external entities on natural resource management and environment issues; other related duties.

QUALIFICATIONS: Undergraduate degree in agricultural discipline, preferably agricultural economics, with interdisciplinary post-graduate degree in natural resource management. 10-15 years experience in agricultural/rural development with at least 7 years project experience in the developing world demonstrated work and/or research focus on ecological/environmental aspects of small-holder agricultural systems in tropical, sub-tropical and semi-arid areas. Familiarity with international development institutions and agricultural project financing. Full command of English and good working knowledge of Arabic, French or Spanish.

SALARY & BENEFITS: IFAD as part of the United Nations common system offers competitive international salaries, benefits and allowances.

DURATION: 2 year fixed-term.

DATE OF ENTRY ON DUTY: as soon as possible subject to funding arrangements.

Please send detailed résumé to:

IFAD - Personnel Division
Via del Seralico, 107 - 00142 ROME - ITALY

Closing date for application: 7 August 1990

Only shortlisted candidates will receive an acknowledgment.

euroltranscom®

Société implantée sur le marché national - spécialisée dans la commercialisation de matériel de télécommunication recherche un

DIRECTEUR COMMERCIAL

BASE A SINGAPORE POUR SA SOCIETE EUROTTRANSOM ASIA

SON ROLE :

- Etablir un plan d'action en vue de développer son activité commerciale à SINGAPORE, d'étendre la gamme des produits, de rechercher et fidéliser la clientèle.
- Rattaché à la Direction Générale, il sera responsable de notre développement en ASIE (Chine, Taiwan, Thaïlande).

SON PROFIL :

- Professionnel de la vente à l'export, vous parlez anglais et 9 possible chinois

SA REMUNERATION : motivante et évolutive

Envoyer lettre manuscrite, CV et préférences à notre Conseil Philippe SZYMOWIAK que nous avons chargé d'organiser cette recherche en toute confidentialité.

KPMG FIDAL - BP 75 - 59003 LILLE CEDEX

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

1^{er} arrdt

PALAIS ROYAL
RUE SAINT HONORE
2 P. 35 m² 980 000 F
3^e ét. Bon immeuble. Achat
clair. Paris travaux
48-04-35-35.

3^e arrdt

SUR RUE TYOONNE
STUDIO 720 000 F
Entr. sol, kit., sal. eau
Bel immeuble. Vue dégagée.
45-66-01-00.

RUE SAINTONGE

Gd 3 p. 122 m² poutres
châsses, 2 chbres, 2 s. d.
bain, 42-76-01-58

4^e arrdt

ILE ST-LOUIS, Rue St-Louis-
en-l'Isle. Except. beau studio.
Chambre et caractère. Be.
haut s. plat. Tout conf.
869 000 F. 48-04-54-45.

5^e arrdt

MA AUSTRALITÉ, Gd
STUDIO. Cuisine américaine
équipée, s. de b. vit. séparée.
Bel m. Très beau. Calme.
679 000 F. 43-27-95-83.

6^e arrdt

CONTRASCARPE PRÈS
Bel m. p. 110 m². 1 s.
ch. conf. Beau studio
41-45-73-97. H. rezas

7^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

8^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

9^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

10^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

11^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

12^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

13^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

14^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

15^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

16^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

17^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

18^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

19^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

appartements ventes

1^{er} arrdt

PARIS RÉPUBLICQUE Beau
studio, 11 ch. 3^e ét.
Clair. Fabrics chaises.
Gardien. 390 000 F.
CREDIT. 43-70-04-84.

2^e arrdt

SEVRES-BASILE
BEAU STUDIO 30 m²
Séjour, entr. 1 s. de b. vit.
séparée. Parfait état.
550 000 F. 45-66-01-00.

3^e arrdt

MÉTROPOLITAIN
2 P. 1.300 000 F
3^e ét. Beau. Bel immeuble
pierre de taille. Entolée sur
cour calme. Dégagée.
45-66-01-00.

RUE VANEAU

2^e et 3^e ét. interphone.
gardiens, 5 p. principales.
bon volume. 1.730 000 F.
45-66-01-00.

NOTAIRE

TRIPLE RÉCEPTION
4 CHBRES, 3 BAINS
STUDIO POUR COUPLE
Mme BERNARD 45-02-13-43.

4^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

5^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

6^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

7^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

8^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

9^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

10^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

11^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

12^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

13^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

14^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

15^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

16^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

17^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

appartements ventes

1^{er} arrdt

PARIS RÉPUBLICQUE Beau
studio, 11 ch. 3^e ét.
Clair. Fabrics chaises.
Gardien. 390 000 F.
CREDIT. 43-70-04-84.

2^e arrdt

SEVRES-BASILE
BEAU STUDIO 30 m²
Séjour, entr. 1 s. de b. vit.
séparée. Parfait état.
550 000 F. 45-66-01-00.

3^e arrdt

MÉTROPOLITAIN
2 P. 1.300 000 F
3^e ét. Beau. Bel immeuble
pierre de taille. Entolée sur
cour calme. Dégagée.
45-66-01-00.

RUE VANEAU

2^e et 3^e ét. interphone.
gardiens, 5 p. principales.
bon volume. 1.730 000 F.
45-66-01-00.

NOTAIRE

TRIPLE RÉCEPTION
4 CHBRES, 3 BAINS
STUDIO POUR COUPLE
Mme BERNARD 45-02-13-43.

4^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

5^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

6^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

7^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

8^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

9^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

10^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

11^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

12^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

13^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

14^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

15^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

16^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

17^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

appartements ventes

1^{er} arrdt

PARIS RÉPUBLICQUE Beau
studio, 11 ch. 3^e ét.
Clair. Fabrics chaises.
Gardien. 390 000 F.
CREDIT. 43-70-04-84.

2^e arrdt

SEVRES-BASILE
BEAU STUDIO 30 m²
Séjour, entr. 1 s. de b. vit.
séparée. Parfait état.
550 000 F. 45-66-01-00.

3^e arrdt

MÉTROPOLITAIN
2 P. 1.300 000 F
3^e ét. Beau. Bel immeuble
pierre de taille. Entolée sur
cour calme. Dégagée.
45-66-01-00.

RUE VANEAU

2^e et 3^e ét. interphone.
gardiens, 5 p. principales.
bon volume. 1.730 000 F.
45-66-01-00.

NOTAIRE

TRIPLE RÉCEPTION
4 CHBRES, 3 BAINS
STUDIO POUR COUPLE
Mme BERNARD 45-02-13-43.

4^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

5^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

6^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

7^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

8^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

9^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

10^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

11^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

12^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

13^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

14^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

15^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

16^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env.
3 p. de chambre, ent. sol.
huit s. d. b. 3 chbres
2.200 F. 43-27-95-83.

17^e arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche).
Gd prof. lab. 210 m² env

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			19 ^e ARRONDISSEMENT (suite)			92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)		
5 ^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES NEUF 50 m², cave			4 PIÈCES Park, imm. neuf 94 m², 2 ^e étage		
7 PIÈCES Parking, 193 m², 1 ^e étage	31, rue Claude-Bernard AGIFRANCE - 47-42-17-61	24 200 + 4 218	2 PIÈCES NEUF 55 m², box, cave	139, rue Manin SEFIMEG - 45-65-37-02	4 860 + 497	2 PIÈCES Park, imm. neuf 48 m², 3 ^e étage	MEUDON-BELLEVUE 2, rue des Capucins SAGGEL - 46-08-80-36	4 000 + 531
2 PIÈCES Parking, 64 m², rez-de-chaussée	31, rue Claude-Bernard AGIFRANCE - 43-31-73-41	6 614 + 1 004	2 PIÈCES NEUF 64 m², box, cave balcon 12 m²	139, rue Manin SEFIMEG - 45-65-37-02	5 260 + 575	3 PIÈCES 163, bd Bineau SAGGEL - 47-42-44-44	NEUILLY 163, bd Bineau SAGGEL - 47-42-44-44	6 100 + 1 540
8 ^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES NEUF 66 m², box, cave balcon 9 m²	139, rue Manin SEFIMEG - 45-65-37-02	5 450 + 597	STUDIO 35 m², 3 ^e étage Possib. park.	NEUILLY 223, av. Ch. de Gaulle CIGIMO - 48-24-50-00	3 690 + 490
2 PIÈCES 78 m², 3 ^e étage	4, rue Robert-Estienne SAGGEL - 47-42-44-44	9 200 + 698	4 PIÈCES Park., imm. neuf, 92 m², 1 ^e ét.	46 bis/48, rue de Mouzaïa SAGGEL - 42-66-61-05	7 600 + 1 020	3 PIÈCES 66 m², rez-de-ch.	PUTEAUX 1, rue Voita AGF - 42-44-00-44	4 200 + 550
9 ^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES Park, imm. neuf 76 m², 1 ^e étage	46 bis/48, rue de Mouzaïa SAGGEL - 42-66-61-05	7 500 + 876	2 PIÈCES 46 m², 2 ^e étage Parking	PUTEAUX 57, quai de Dion-Bouton SOLVEG - 40-67-07-99	3 569 + 430
3 PIÈCES 109 m², 1 ^e étage	2, square Trudaine GCI - 40-16-28-71	9 800 + 2 045	2 PIÈCES Park., imm. neuf 54 m², 1 ^e étage	46 bis/48, rue de Mouzaïa SAGGEL - 42-66-61-05	4 600 + 602	3 PIÈCES Neuf, 78 m² 2 ^e étage, park.	SÈVRES 31, 37 Grande-Rue SOLVEG - 40-67-06-99	5 800 + 885
11 ^e ARRONDISSEMENT			20 ^e ARRONDISSEMENT			94 - VAL-DE-MARNE		
STUDIO MEUBLÉ 50 m² sur jardin	Home Plaza Nation HOME PLAZZA - 40-09-40-00	5 500 + 825	3 PIÈCES Parking, 75 m² +balc., 5 ^e étage	52, 56, rue des Haies CIGIMO - 48-24-50-00	3 685 + 920	4 PIÈCES Park., 88 m², 3 ^e étage	CACHAN 34, av. Carnot AGF - 42-44-00-44	5 480 + 900
2 PIÈCES meublées, 50 m², sur jardin	Home Plaza Nation HOME PLAZZA - 40-21-22-23	8 500 + 1 275	MAISON 7 PIÈCES 160 m², box d'él.	MONTESSON 41, rue de l'Union SOLVEG - 40-67-06-99	9 792 + 400	4 PIÈCES Park., 87 m² 1 ^e étage	CHARENTON 21, rue de Valmy LOC INTER - 47-45-19-97	6 257 + 1 081
12 ^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES Park., 95 m², 2 ^e étage Balcon	2, rue J.-Bertrand CIGIMO - 48-24-50-00	6 800 + 900	2 PIÈCES Park., 49 m² 4 ^e étage	CHARENTON 158, rue de Paris LOC INTER - 47-45-19-97	3 700 + 606
3 PIÈCES Park., 58 m², 2 ^e ét.	7/15, rue Sid-Brahim LOC INTER - 47-45-19-97	4 945 + 521	91 - ESSONNE			4 PIÈCES 2 park., 87 m², 2 ^e étage	NOGENT-SUR-MARNE 68, rue François-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99	7 800 + 1 065
14 ^e ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE			4 PIÈCES 2 park., 88 m², 4 ^e ét., balcon	SAINT-MANDÉ 2, rue Fays LOC INTER - 47-45-19-97	7 930 + 859
4 PIÈCES 2 park., 94 m², 1 ^e étage	189, av. du Maine LOC INTER - 47-45-19-97	9 996 + 717	4/5 PIÈCES Park., immeuble neuf 104 m², 5 ^e étage	ASNIÈRES 25, av. d'Argenteuil SAGGEL - 47-78-15-85	7 600 + 1 246	3 PIÈCES Park., 69 m², 7 ^e étage	SAINT-MANDÉ 1, place du Mar-Lederc LOC INTER - 47-45-19-97	6 204 + 662
4 PIÈCES 90 m², 1 ^e étage Terrasse 16 m², Park.	102, av. du Maine AGIFRANCE - 43-22-23-81	8 100 + 1 152	6 PIÈCES 124 m² jardin 78 m²	BOIS-COLOMBES 82, rue du Général-Lederc LOCARE - 40-61-66-10	5 888 + 1 552	2 PIÈCES Park., 52 m², 6 ^e étage	SAINT-MANDÉ 4, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	4 855 + 532
15 ^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES Park., 51 m², 3 ^e ét.	BOULOGNE 229, bd Jean-Jaurès GCI - 40-16-28-71	4 221 + 585	5 PIÈCES Park., duplex 105 m² + balc., 3 ^e ét.	SUCY-EN-BRIE 1, rue des Lys-d'Or AGIFRANCE-45-90-64-54	4 410 + 1 051
2 PIÈCES Park., 40 m², rez-de-ch.	45, rue d'Alleray AGF - 45-33-32-90	3 400 + 540	92 - HAUTS-DE-SEINE			4 PIÈCES Park., duplex, 85 m² balc., 3 ^e ét.	SUCY-EN-BRIE 1, rue des Lys-d'Or AGIFRANCE-45-90-64-54	3 842 + 855
16 ^e ARRONDISSEMENT			5 PIÈCES Park., imm. neuf, 73 m², rez-de-ch.	CLAMART 4/5/8, rue St-Christophe SAGGEL - 48-08-80-36	5 100 + 712	5 PIÈCES 2 park., 104 m², 1 ^e ét., balc.	VINCENNES 88, rue de France LOC INTER - 47-45-19-97	8 403 + 1 000
4 PIÈCES 70 m², 5 ^e étage sans ascenseur	7, rue Vital AGF - 42-44-00-44	7 500 + 600	2 PIÈCES Park., imm. neuf, 55 m² rez-de-ch.	CLAMART 4/5/8, rue St-Christophe SAGGEL - 48-08-80-36	4 100 + 546	4 PIÈCES Park., 88 m², 2 ^e étage	VINCENNES 21/35, rue du Petit-Parc AGF - 48-08-78-48	7 500 + 890
5 PIÈCES 120 m², 1 ^e étage	4, rue Chalgrin AGF - 42-44-00-44	16 500 + 810	5 PIÈCES Park., 110 m² Balcon, 3 ^e étage	GARCHES 11 bis, rue des Suisses CIGIMO - 48-24-50-00	8 200 + 900	3 PIÈCES Park., 75 m², 2 ^e étage	VINCENNES 21/35, rue du Petit-Parc AGF - 48-08-78-48	6 480 + 750
17 ^e ARRONDISSEMENT			5/6 PIÈCES Park., imm. neuf, 124 m², 2 ^e étage	MEUDON-BELLEVUE 2, rue des Capucins SAGGEL - 48-08-80-36	11 100 + 1 641	2 PIÈCES Park., 59 m², 2 ^e étage	VINCENNES 21/35, rue du Petit-Parc AGF - 48-08-78-48	5 040 + 600
3 PIÈCES 70 m², 7 ^e étage	9, rue des Dardanelles GCI - 40-16-28-71	7 083 + 1 222	5 PIÈCES Park., imm. neuf 100 m², 2 ^e étage	MEUDON-BELLEVUE 2, rue des Capucins SAGGEL - 48-08-80-36	9 500 + 1 339	5 PIÈCES Park., 107 m², 3 ^e étage	VINCENNES 21/35, rue du Petit-Parc AGF - 48-08-78-48	8 690 + 1 070
5 PIÈCES 186 m², 3 ^e étage	118, bd Malesherbes AGF - 42-44-00-44	23 000 + 2 540	18 ^e ARRONDISSEMENT			19 ^e ARRONDISSEMENT		
5 PIÈCES 71 m², 1 ^e étage	75, rue Laugier SAGGEL - 47-42-44-44	8 800 + 1 288	2 PIÈCES 52 m², 4 ^e ét.	95, rue de Dammont LOCARE - 40-61-66-10	3 580 + 740	20 ^e ARRONDISSEMENT		
18 ^e ARRONDISSEMENT			19 ^e ARRONDISSEMENT			21 ^e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 52 m², 4 ^e ét.	95, rue de Dammont LOCARE - 40-61-66-10	3 580 + 740	20 ^e ARRONDISSEMENT			22 ^e ARRONDISSEMENT		
19 ^e ARRONDISSEMENT			21 ^e ARRONDISSEMENT			23 ^e ARRONDISSEMENT		
STUDIO Park., 35 m², 3 ^e ét.	48 bis/48, rue de Mouzaïa SAGGEL - 47-42-44-44	3 200 + 395	22 ^e ARRONDISSEMENT			24 ^e ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES 81 m², 4 ^e étage	60, rue Petit AGF - 42-44-00-44	9 500 + 670	23 ^e ARRONDISSEMENT			25 ^e ARRONDISSEMENT		
20 ^e ARRONDISSEMENT			24 ^e ARRONDISSEMENT			26 ^e ARRONDISSEMENT		
21 ^e ARRONDISSEMENT			25 ^e ARRONDISSEMENT			27 ^e ARRONDISSEMENT		
22 ^e ARRONDISSEMENT			26 ^e ARRONDISSEMENT			28 ^e ARRONDISSEMENT		
23 ^e ARRONDISSEMENT			27 ^e ARRONDISSEMENT			29 ^e ARRONDISSEMENT		
24 ^e ARRONDISSEMENT			28 ^e ARRONDISSEMENT			30 ^e ARRONDISSEMENT		
25 ^e ARRONDISSEMENT			29 ^e ARRONDISSEMENT			31 ^e ARRONDISSEMENT		
26 ^e ARRONDISSEMENT			30 ^e ARRONDISSEMENT			32 ^e ARRONDISSEMENT		
27 ^e ARRONDISSEMENT			31 ^e ARRONDISSEMENT			33 ^e ARRONDISSEMENT		
28 ^e ARRONDISSEMENT			32 ^e ARRONDISSEMENT			34 ^e ARRONDISSEMENT		
29 ^e ARRONDISSEMENT			33 ^e ARRONDISSEMENT			35 ^e ARRONDISSEMENT		
30 ^e ARRONDISSEMENT			34 ^e ARRONDISSEMENT			36 ^e ARRONDISSEMENT		
31 ^e ARRONDISSEMENT			35 ^e ARRONDISSEMENT			37 ^e ARRONDISSEMENT		
32 ^e ARRONDISSEMENT			36 ^e ARRONDISSEMENT			38 ^e ARRONDISSEMENT		
33 ^e ARRONDISSEMENT			37 ^e ARRONDISSEMENT			39 ^e ARRONDISSEMENT		
34 ^e ARRONDISSEMENT			38 ^e ARRONDISSEMENT			40 ^e ARRONDISSEMENT		
35 ^e ARRONDISSEMENT			39 ^e ARRONDISSEMENT			41 ^e ARRONDISSEMENT		
36 ^e ARRONDISSEMENT			40 ^e ARRONDISSEMENT			42 ^e ARRONDISSEMENT		
37 ^e ARRONDISSEMENT			41 ^e ARRONDISSEMENT			43 ^e ARRONDISSEMENT		
38 ^e ARRONDISSEMENT			42 ^e ARRONDISSEMENT			44 ^e ARRONDISSEMENT		
39 ^e ARRONDISSEMENT			43 ^e ARRONDISSEMENT			45 ^e ARRONDISSEMENT		
40 ^e ARRONDISSEMENT			44 ^e ARRONDISSEMENT			46 ^e ARRONDISSEMENT		
41 ^e ARRONDISSEMENT			45 ^e ARRONDISSEMENT			47 ^e ARRONDISSEMENT		
42 ^e ARRONDISSEMENT			46 ^e ARRONDISSEMENT			48 ^e ARRONDISSEMENT		
43 ^e ARRONDISSEMENT			47 ^e ARRONDISSEMENT			49 ^e ARRONDISSEMENT		
44 ^e ARRONDISSEMENT			48 ^e ARRONDISSEMENT			50 ^e ARRONDISSEMENT		
45 ^e ARRONDISSEMENT			49 ^e ARRONDISSEMENT			51 ^e ARRONDISSEMENT		
46 ^e ARRONDISSEMENT			50 ^e ARRONDISSEMENT			52 ^e ARRONDISSEMENT		
47 ^e ARRONDISSEMENT			51 ^e ARRONDISSEMENT			53 ^e ARRONDISSEMENT		
48 ^e ARRONDISSEMENT			52 ^e ARRONDISSEMENT			54 ^e ARRONDISSEMENT		
49 ^e ARRONDISSEMENT			53 ^e ARRONDISSEMENT			55 ^e ARRONDISSEMENT		
50 ^e ARRONDISSEMENT			54 ^e ARRONDISSEMENT			56 ^e ARRONDISSEMENT		
51 ^e ARRONDISSEMENT			55 ^e ARRONDISSEMENT			57 ^e ARRONDISSEMENT		
52 ^e ARRONDISSEMENT			56 ^e ARRONDISSEMENT			58 ^e ARRONDISSEMENT		
53 ^e ARRONDISSEMENT			57 ^e ARRONDISSEMENT			59 ^e ARRONDISSEMENT		
54 ^e ARRONDISSEMENT			58 ^e ARRONDISSEMENT			60 ^e ARRONDISSEMENT		
55 ^e ARRONDISSEMENT			59 ^e ARRONDISSEMENT			61 ^e ARRONDISSEMENT		
56 ^e ARRONDISSEMENT			60 ^e ARRONDISSEMENT			62 ^e ARRONDISSEMENT		
57 ^e ARRONDISSEMENT			61 ^e ARRONDISSEMENT			63 ^e ARRONDISSEMENT		
58 ^e ARRONDISSEMENT			62 ^e ARRONDISSEMENT			64 ^e ARRONDISSEMENT		
59 ^e ARRONDISSEMENT			63 ^e ARRONDISSEMENT			65 ^e ARRONDISSEMENT		
60 ^e ARRONDISSEMENT			64 ^e ARRONDISSEMENT			66 ^e ARRONDISSEMENT		
61 ^e ARRONDISSEMENT			65 ^e ARRONDISSEMENT			67 ^e ARRONDISSEMENT		
62 ^e ARRONDISSEMENT			66 ^e ARRONDISSEMENT			68 ^e ARRONDISSEMENT		
63 ^e ARRONDISSEMENT			67 ^e ARRONDISSEMENT			69 ^e ARRONDISSEMENT		
64 ^e ARRONDISSEMENT			68 ^e ARRONDISSEMENT			70 ^e ARRONDISSEMENT		
65 ^e ARRONDISSEMENT			69 ^e ARRONDISSEMENT			71 ^e ARRONDISSEMENT		
66 ^e ARRONDISSEMENT			70 ^e ARRONDISSEMENT			72 ^e ARRONDISSEMENT		
67 ^e ARRONDISSEMENT			71 ^e ARRONDISSEMENT			73 ^e ARRONDISSEMENT		
68 ^e ARRONDISSEMENT			72 ^e ARRONDISSEMENT			74 ^e ARRONDISSEMENT		
69 ^e ARRONDISSEMENT			73 ^e ARRONDISSEMENT			75 ^e ARRONDISSEMENT		
70 ^e ARRONDISSEMENT			74 ^e ARRONDISSEMENT			76 ^e ARRONDISSEMENT		
71 ^e ARRONDISSEMENT			75 ^e ARRONDISSEMENT			77 ^e ARRONDISSEMENT		
72 ^e ARRONDISSEMENT			76 ^e ARRONDISSEMENT			78 ^e ARRONDISSEMENT		
73 ^e ARRONDISSEMENT			77 ^e ARRONDISSEMENT			79 ^e ARRONDISSEMENT		
74 ^e ARRONDISSEMENT			78 ^e ARRONDISSEMENT			80 ^e ARRONDISSEMENT		
75 ^e ARRONDISSEMENT			79 ^e ARRONDISSEMENT			81 ^e ARRONDISSEMENT		
76 ^e ARRONDISSEMENT			80 ^e ARRONDISSEMENT			82 ^e ARRONDISSEMENT		
77 ^e ARRONDISSEMENT			81 ^e ARRONDISSEMENT			83 ^e ARRONDISSEMENT		
78 ^e ARRONDISSEMENT			82 ^e ARRONDISSEMENT			84 ^e ARRONDISSEMENT		
79 ^e ARRONDISSEMENT			83 ^e ARRONDISSEMENT			85 ^e ARRONDISSEMENT		
80 ^e ARRONDISSEMENT			84 ^e ARRONDISSEMENT			86 ^e ARRONDISSEMENT		
81 ^e ARRONDISSEMENT			85 ^e ARRONDISSEMENT			87 ^e ARRONDISSEMENT		
82 ^e ARRONDISSEMENT			86 ^e ARRONDISSEMENT			88 ^e ARRONDISSEMENT		
83 ^e ARRONDISSEMENT			87 ^e ARRONDISSEMENT			89 ^e ARRONDISSEMENT		
84 ^e ARRONDISSEMENT			88 ^e ARRONDISSEMENT			90 ^e ARRONDISSEMENT		
85 ^e ARRONDISSEMENT			89 ^e ARRONDISSEMENT			91 ^e ARRONDISSEMENT		
86 ^e ARRONDISSEMENT			90 ^e ARRONDISSEMENT			92 ^e ARRONDISSEMENT		
87 ^e ARRONDISSEMENT			91 ^e ARRONDISSEMENT			93 ^e ARRONDISSEMENT		
88 ^e ARRONDISSEMENT			92 ^e ARRONDISSEMENT			94 ^e ARRONDISSEMENT		
89 ^e ARRONDISSEMENT			93 ^e ARRONDISSEMENT			95 ^e ARRONDISSEMENT		
90 ^e ARRONDISSEMENT			94 ^e ARRONDISSEMENT			96 ^e ARRONDISSEMENT		
91 ^e ARRONDISSEMENT			95 ^e ARRONDISSEMENT			97 ^e ARRONDISSEMENT		
92 ^e ARRONDISSEMENT			96 ^e ARRONDISSEMENT			98 ^e ARRONDISSEMENT		
93 ^e ARRONDISSEMENT			97 ^e ARRONDISSEMENT			99 ^e ARRONDISSEMENT		
94 ^e ARRONDISSEMENT			98 ^e ARRONDISSEMENT			100 ^e ARRONDISSEMENT		
95 ^e ARRONDISSEMENT			99 ^e ARRONDISSEMENT			101 ^e ARRONDISSEMENT		
96 ^e ARRONDISSEMENT			100 ^e ARRONDISSEMENT			102 ^e ARRONDISSEMENT		
97 ^e ARRONDISSEMENT			101 ^e ARRONDISSEMENT			103 ^e ARRONDISSEMENT		
98 ^e ARRONDISSEMENT			102 ^e ARRONDISSEMENT			104 ^e ARRONDISSEMENT		
99 ^e ARRONDISSEMENT			103 ^e ARRONDISSEMENT			105 ^e ARRONDISSEMENT		
100 ^e ARRONDISSEMENT			104 ^e ARRONDISSEMENT			106 ^e ARRONDISSEMENT		
101 ^e ARRONDISSEMENT			105 ^e ARRONDISSEMENT			107 ^e ARRONDISSEMENT		
102 ^e ARRONDISSEMENT			106 ^e ARRONDISSEMENT			108 ^e ARRONDISSEMENT		
103 ^e ARRONDISSEMENT			107 ^e ARRONDISSEMENT			109 ^e ARRONDISSEMENT		
104 ^e ARRONDISSEMENT			108 ^e ARRONDISSEMENT			110 ^e ARRONDISSEMENT		
105 ^e ARRONDISSEMENT			109 ^e ARRONDISSEMENT			111 ^e ARRONDISSEMENT		
106 ^e ARRONDISSEMENT			110 ^e ARRONDISSEMENT			112 ^e ARRONDISSEMENT		
107 ^e ARRONDISSEMENT			111 ^e ARRONDISSEMENT			113 ^e ARRONDISSEMENT		
108 ^e ARRONDISSEMENT			112 ^e ARRONDISSEMENT			114 ^e ARRONDISSEMENT		
109 ^e ARRONDISSEMENT			113 ^e ARRONDISSEMENT			115 ^e ARRONDISSEMENT		
110 ^e ARRONDISSEMENT			114 ^e ARRONDISSEMENT			116 ^e ARRONDISSEMENT		
111 ^e ARRONDISSEMENT			115 ^e ARRONDISSEMENT			117 ^e ARRONDISSEMENT		
112 ^e ARRONDISSEMENT			116 ^e ARRONDISSEMENT			118 ^e ARRONDISSEMENT		
113 ^e ARRONDISSEMENT			117 ^e ARRONDISSEMENT			119 ^e ARRONDISSEMENT		
114 ^e ARRONDISSEMENT			118 ^e ARRONDISSEMENT			120 ^e ARRONDISSEMENT		
115 ^e ARRONDISSEMENT			119 ^e ARRONDISSEMENT			121 ^e ARRONDISSEMENT		
116 ^e ARRONDISSEMENT			120 ^e ARRONDISSEMENT			122 ^e ARRONDISSEMENT		
117 ^e ARRONDISSEMENT			121 ^e ARRONDISSEMENT			123 ^e ARRONDISSEMENT		
118 ^e ARRONDISSEMENT			122 ^e ARRONDISSEMENT			124 ^e ARRONDISSEMENT		
119 ^e ARRONDISSEMENT			123 ^e ARRONDISSEMENT			125 ^e ARRONDISSEMENT		
120 ^e ARRONDISSEMENT			124 ^e ARRONDISSEMENT			126 ^e ARRONDISSEMENT		
121 ^e ARRONDISSEMENT			125 ^e ARRONDISSEMENT			127 ^e ARRONDISSEMENT		
122 ^e ARRON								

MARCHÉS FINANCIERS

A l'occasion de son assemblée générale

La Générale des Eaux annonce une augmentation de capital de 4,5 milliards de francs

« Nous vivons une période hors du commun », M. Guy Dejouany, président de la Compagnie générale des Eaux n'a pas hésité, lors de l'assemblée générale, à se dire « optimiste ». En effet, si l'année 1989 a été « une année de fort développement et de forte croissance des résultats », 1990 ne se présente pas mal et les perspectives à moyen et long terme restent assez saines : le groupe se trouve placé sur des « marchés particulièrement porteurs » en raison du « poids croissant des préoccupations d'environnement », de la recherche d'une meilleure efficacité des services collectifs, de l'ouverture de nouveaux marchés, notamment en Europe de l'Est, des besoins de la vie urbaine et « des attentes en matière de santé et de communication ».

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe a dépassé 98,4 milliards de francs en 1989 (+ 5,5 %) et devrait être voisin de 107 milliards en 1990, dont 25 % réalisés à l'étranger. Le résultat net, qui a atteint 1,8 milliard de francs en 1989 et a crû de 30 % l'an en moyenne depuis quatre ans, devrait dépasser les 2,1 milliards en 1990.

L'objectif de M. Dejouany est de « maintenir une croissance de 250 à 300 millions de francs par an jusqu'à 1992 ». Les investissements, qui se sont élevés en 1989 à 16,6 milliards de francs, devraient se situer au même niveau, entre 15 et 17 milliards de francs, en 1990.

Pour les finances, même si l'endettement reste relativement peu élevé (de l'ordre de 10 milliards de francs, soit 1,2 milliard de plus que l'an dernier), la Générale des Eaux va réaliser prochainement une nouvelle augmentation de capital, encore plus importante que celle de 1989 : une émission d'obligations convertibles avec bons de souscription d'actions d'un montant de 4,5 milliards de francs, quasiment un record.

Le rôle moteur de la distribution d'eau

S'il est impossible de résumer l'évolution d'un ensemble de plus de 1 200 sociétés comptant plus de 154 000 salariés, on peut noter quelques faits marquants : le rôle des métiers de base liés à l'environnement, d'abord.

La distribution d'eau conserve, même si elle n'a représenté que 15 % du chiffre d'affaires, un « rôle moteur » (avec des 35 % du bénéfice net). Selon M. Dejouany, même en France « le marché est loin d'être saturé ». Quant au marché international qui s'élargit, il reste « parcelisé ».

La Générale des Eaux y occupe une place de leader, desservant 32 millions d'habitants, mais elle

n'y a pas une taille « vraiment grande ».

Dans le traitement de l'eau, la Générale s'attend à une « véritable explosion de la demande ». Elle vient d'acquiescer, par sa filiale OTV, 45 % de Krüger, une société danoise - consultant et constructeur - au chiffre d'affaires de 550 millions de francs. Dans le secteur de la propriété, la Générale des Eaux espère obtenir prochainement un contrat de collecte de déchets en Tchecoslovaquie.

Internationalisation croissante

D'autres secteurs sont marqués par une internationalisation croissante, en particulier vers l'Europe de l'Est. Le groupe a créé avec EDF une société commune pour commercialiser l'électricité sur le marché britannique et M. Dejouany a annoncé un accord de coopération avec Elf pour la gestion de l'énergie dans les pays de l'Est, où « le gaspillage énergétique est immense ». Cet accord devrait s'accompagner de la cession par ELF de sa filiale de chauffage ESYS (au chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs), actuellement soumise à l'examen des pouvoirs publics, et d'une prise de participation de 2,5 % dans le capital de la Générale. Le PDG d'Elf, M. Loïc Le Floch-Frègent, va entrer au conseil d'administration.

Dans le secteur de la santé, développé depuis deux ans, un peu plus de la moitié du chiffre d'affaires (3 milliards de francs au total) devrait être réalisé à l'étranger grâce au rachat de la chaîne de cliniques AMI en Grande-Bretagne il y a quatre mois. La Générale compte y relancer des opérations de constructions ou de rachat de cliniques chirurgicales, développer des cliniques psychiatriques où AMI possède un quasi-monopole ainsi que les services aux hôpitaux.

Au total, M. Dejouany estime qu'« un petit nombre seulement de métiers » conservent une rentabilité différenciée, notamment le câble. Si dans ce secteur « la demande du spectateur commence à exister » et si « le câble est sorti de son isolement », notamment grâce à l'engagement de Canal Plus et à l'accord conclu avec France Télécom, « il demeure difficile de faire un pronostic sur l'équilibre économique ». En revanche, le radiotéléphone, où l'on vient de passer les 30 000 abonnés, devrait être bénéficiaire dès 1991.

G. H.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



UNION IMMOBILIÈRE DE FRANCE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'assemblée générale ordinaire réunie le 22 juin 1990 sous la présidence de M. Michel Caldaques a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1989.

L'ensemble des recettes locatives augmentées des produits financiers et accessoires s'est monté, en 1989, à 300 350 000 F.

Après dotations de 34 426 000 F aux comptes d'amortissement et de provisions, le bénéfice de l'exercice, en progression de 8,08 %, s'établit à 265 545 000 F, dont 52 691 000 F de plus-values de cession contre 245 739 000 F, dont 40 895 000 F en 1988.

AFFECTATION DU BÉNÉFICE

L'assemblée a fixé le montant du dividende à 29 F par action contre 27,50 F, au titre de l'exercice précédent, soit une progression de 5,45 %.

Après imputation de 47 538 000 F à différentes réserves, le report à nouveau s'établit à 31 426 000 F contre 29 727 000 F l'an dernier.

Le dividende pourra, au choix des actionnaires, être versé en espèces ou sous forme d'actions nouvelles de la société, émises au prix de 580 F portant jouissance du 1^{er} janvier 1990. Les actionnaires disposeront d'un délai s'étendant du 29 juin 1990 au 27 juillet 1990 inclus pour exercer leur option sur la totalité du dividende leur revenant.

En conséquence, tout actionnaire qui n'aura pas exercé son option le 27 juillet 1990 au plus tard ne pourra recevoir ses dividendes qu'en espèces.

Le dividende sera mis en paiement le 31 juillet 1990.

ALLOCUTION DU PRÉSIDENT

Au cours de son allocution, le président a souligné que l'action de rajeunissement et de valorisation du domaine n'est pas sans influencer sensiblement sur l'appréciation du titre UIF, aisément perceptible dans son environnement boursier.

Encore ne traduit-elle que très imparfaitement l'estimation des actifs, ce phénomène déjà connu se trouvant encore renforcé par la hausse des prix immobiliers.

On en jugera en sachant que la valeur d'ensemble des immeubles de l'Union Immobilière de France en exploitation à Paris, Neuilly et Boulogne équilibre à elle seule la capitalisation boursière, cependant que la société possède au surplus 123 000 et bientôt 128 000 mètres carrés, dont près de 80 % situés en région parisienne.

En conclusion, le président affirme que les résultats déjà enregistrés depuis le début du présent exercice et ceux prévus pour l'ensemble de l'année sont de nature à justifier une nouvelle et significative progression du dividende.

NEW-YORK, 26 juin =

Irrégulier

La prise de position du président George Bush en faveur d'un relèvement des impôts pour réduire le déficit budgétaire a produit un effet mitigé sur la Bourse new-yorkaise. Il y a eu une section à l'après-midi, Wall Street a progressivement reperdu tout le terrain gagné et, à la clôture, l'indice des valeurs industrielles s'inscrivait légèrement en dessous de son niveau précédent, soit à 2 842,32 (-2,73 points). En séance, il avait atteint la cote 2 882,92.

Le bilan de la séance a été comparable à ce résultat. Sur 1 971 valeurs traitées, 658 ont monté, 788 ont baissé et 515 n'ont pas varié.

L'effet Bush a-t-il fait long feu ? La communauté boursière avait d'abord très favorablement accueilli la perspective d'un relèvement des impôts, gage d'une meilleure conduite de la politique des affaires du pays, porteur également de l'espoir de voir la Réserve fédérale baisser le taux de l'intérêt. Ne s'agissant toutefois que d'une déclaration d'intention, sans doute pour éviter le terrain, le marché américain a préféré faire taire son optimisme pour conserver un œil sur les résultats trimestriels des entreprises, peu encourageants dans l'immédiat.

VALEURS	Cours du 25 juin	Cours du 26 juin
Alcoa	64,34	62,78
AT&T	42,5	41,38
Boeing	57,5	57,5
Chrysler	24,18	24,18
Du Pont de Nemours	37,5	37,5
Eastman Kodak	40,12	39,78
Exxon	41,14	41,14
Ford	39,14	38,38
General Electric	47,32	46,78
General Motors	37,12	37,12
IBM	118,5	118,78
ITT	37,12	37,12
Johnson & Johnson	63,12	62,38
Pfizer	37,38	37,38
Schlumberger	58,12	57,38
Union Carbide	19,38	19,12
US Steel	28,14	27,38
Westinghouse	28,14	27,38
Xerox Corp.	47	47

LONDRES, 26 juin =

Stable

Les cours des valeurs ont terminé la séance de mardi au Stock Exchange à un niveau proche de la clôture de la veille, après avoir effacé une envolée initiale qui avait porté l'indice Footsie des cent valeurs largement au-dessus de la barre des 2 400 points.

Cet indice a terminé en hausse de 1,3 point à 2 399,8 points après avoir gagné en début de matinée 19 points, 458,3 millions de titres ont été échangés contre 377,5 millions lundi. Selon les analystes, la poussée initiale a été accentuée par le faible volume des ventes disponibles face à la demande des investisseurs institutionnels. Les bourses, les immobilières et les valeurs du bâtiment étaient bien orientées, mais les titres du secteur alimentaire ont reculé à la suite de prises de bénéfices après des gains récents.

Les valeurs immobilières ont été encouragées par l'annonce d'une baisse des taux d'intérêt et des appréciations favorables d'un marché de courtage. Les brasseries ont été demandées avec des spéculations de 1 milliard de francs contre 600 millions de francs en 1988, a décidé de changer de stratégie en optant pour une politique d'acquisitions « qui ne sera plus axée sur les canaux botteux », ont affirmé ses dirigeants.

o Digital Equipment acquiert 5 % de Cegid Informatique. Le constructeur informatique Digital Equipment France a pris une participation de 5 % environ du capital de Cegid Informatique (groupe Cegid SA) pour un montant de 30 millions, à l'occasion d'une augmentation de capital de Cegid. Il s'agit de la première prise de participation de DEC dans une société de services, indique-t-on chez Digital France où l'on souligne la volonté du constructeur de se développer sur le marché des petites et moyennes entreprises.

o Digital Equipment acquiert 5 % de Cegid Informatique. Le constructeur informatique Digital Equipment France a pris une participation de 5 % environ du capital de Cegid Informatique (groupe Cegid SA) pour un montant de 30 millions, à l'occasion d'une augmentation de capital de Cegid. Il s'agit de la première prise de participation de DEC dans une société de services, indique-t-on chez Digital France où l'on souligne la volonté du constructeur de se développer sur le marché des petites et moyennes entreprises.

FAITS ET RÉSULTATS

o Mitsui va prendre une participation de 4,6 % dans Unisys. Le groupe informatique américain Unisys Corp. a annoncé que le japonais Mitsui and Co allait prendre une participation de 4,6 % dans son capital. Cette opération se fera par un investissement de 150 millions de dollars en actions préférentielles convertibles, en actions ordinaires Unisys. L'accord, qui reste soumis à l'autorisation des autorités fédérales, prévoit également l'octroi par Mitsui à Unisys d'un prêt subordonné de 50 millions de dollars, d'une durée de cinq ans. Unisys avait accusé l'an dernier une perte nette de 639,3 millions de dollars (contre un bénéfice net de 680,6 millions en 1988) en raison d'une charge exceptionnelle liée à un programme de restructuration prévoyant notamment la suppression de quelque 8 000 emplois.

o Baisse de 54 % du bénéfice de Bernard Tapie Finances. Bernard Tapie Finances a enregistré en 1989 une chute de 54 % de son bénéfice consolidé à 27 millions de francs contre 60,5 millions de francs, a révélé mardi le groupe français qui réunissait ses

PARIS, 27 juin ↓

Tassement

Après six séances de hausse consécutive entraînant une progression de plus de 3,46 % des valeurs, l'heure était à la baisse rue Vivienne dans un marché toujours modérément actif. L'indice CAC 40 après avoir enregistré une perte de 0,26 % à l'ouverture se dépréciait de 0,87 % en début d'après-midi. Les intervenants français depuis quelques temps hésitent dans leur stratégie à venir sur un marché jugé trop cher par certains mais où d'autres ne veulent pas se désengager estimant que certaines grandes valeurs devraient encore monter. Le mouvement observé mercredi était qualifié d'ajustements techniques par quelques gestionnaires. Dans ces conditions, les investisseurs ont peu tenu compte de la stabilisation du chômage en France au mois de mai ou de la hausse de 2,5 % du SMIC. Au niveau international, la réaction mitigée de Wall Street la veille après les déclarations du président M. Georges Bush devant le Congrès sur un accroissement des recettes fiscales, ni les propos optimistes du président de la Commerzbank sur l'évolution des taux d'intérêt en Allemagne après l'union monétaire n'ont influé dans un sens ou dans l'autre sur la tendance.

Les principales hausses de la journée étaient emmenées par la SCOA, Luchaire, Mines de Salsigne et Financière Robur. Du côté des bourses étrangères, Métaleurop, Eurocom et Fininvest. Le titre Accor réagissait peu à l'annonce du rapprochement de cette chaîne hôtelière avec les Wagons-Lits. Le titre Michelin continuait de se déprécier de manière modérée tout de même perdant 0,9 % en début d'après-midi. L'action Générale des Eaux enregistrait un recul limité au lendemain de son intention de lever 4,5 milliards de francs.

TOKYO, 27 juin ↑

Très forte hausse

Pour la deuxième journée consécutive, les cours ont monté mercredi à Tokyo, et même bien monté, puisque, à la clôture, l'indice Nikkei s'établissait à 32 312,75 avec un gain de 740,98 points (+ 2,35 %).

La fermeté du yen et la bonne tenue du marché obligataire ont joué un rôle important dans la hausse des cours. Mais le Kabuto-Cho a également réagi à la déclaration d'intention faite par le président américain George Bush sur un relèvement des impôts. Les investisseurs japonais ont vu la promesse d'une baisse des taux d'intérêt et d'une nouvelle remontée du yen.

Dans ces conditions, les investisseurs, soucieux de ne pas rater un train de hausse, ont repris des positions en faveur d'un retour imminent des grands Fonds de placement. De leur côté, les arbitragistes ont mis à profit l'écart important (800 points environ) existant entre le Nikkei et les cours des contrats à terme pour procéder à des achats. Globalement, l'activité s'est assez notablement accrue.

VALEURS	Cours du 26 juin	Cours du 27 juin
Alco	1 010	1 030
Bridgestone	1 480	1 530
Daewoo	820	880
Fujitsu	2 620	2 700
Honda Motor	1 780	1 790
Mitsubishi Heavy	2 150	2 150
Sony Corp.	8 510	8 570
Toyota Motor	2 280	2 370

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amstel Assoes	444	442	AG	300	300
Asyst	125	125	IFB M	128 50	128 50
BAC	232	231	JCB	208	210
Banque Paribas	572	562	Locomax	142	140
Banque de France	180	180	Marc Comin	200	200
Banque de Paris	340	340	Méca. Vireux	228	222 10
Banque de la Réunion	381	381	Méca. Vireux	228	222 10
Banque de l'Inde	255	248	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	3446	3452	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	1130	1145	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	655	655	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	701	709	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	352 10	354	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	277 50	278	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	255	253	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	170	170	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	1219	1225	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	298	298	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	359 50	357	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	1185	1152	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	330	330	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	210 50	210 50	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	717	715	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	270 10	270	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	1372	1331	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	490	490	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	185	185	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	275	270	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	15	15	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	395	405 70	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	199 90	195	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	470	470	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	470	470	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	250 10	250 10	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	1080	1084	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	232	234	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	356	363	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	164 50	164 90	Naval Défense	250	250
Banque de l'Inde	1280	1280	Naval Défense	250	250

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

Marché des options négociables le 26 juin 1990

Nombre de contrats : 19 167.

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
Banques	600	35	44
CGE	600	34	44
EIF-Aquitaine	600	52,50	57
Eurochem SA-PLC	300	8,60	4,10
Euro Disneyland SC	100	3	—
Havas	675	3,50	24
Lafarge-Coppée	425	41,90	53
Michelin	118	1	3,65
Midi	1 300	—	46,50
Paribas	580	6	30
Perenot-Ricard	1 250	—	35
Pengout SA	720	120	128
Rhône-Poulenc CI	440	33	36
Saint-Gobain	600	1,50	22
Source Perrier	1 700	—	38
Société générale	560	13	—
Suez Financière	440	2,50	20
Thomson-CSF	120	—	6,45

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 26 juin 1990

Nombre de contrats : 61 796

COURS	Septembre 90	Décembre 90	Mars 91
Dernier	182,34	182,34	182,34
Précédent	182,08	182,18	182,20

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
Sept. 90	1,05	1,53
Déc. 90	0,73	1,24

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,5855 ↓

Le dollar s'inscrit en nette baisse le mercredi 27 juin, en raison de l'annonce par le président Bush, la veille, de prochaines hausses d'impôts aux Etats-Unis. La devise américaine s'échangeait à 5,5855 F contre 5,6315 F mardi à la cotation officielle. Après avoir touché son taux pivot mardi (3,3588 F), le mark était un peu plus ferme, à 3,3570.

FRANCOFORT 26 juin 27 juin
Dollar (en DM) 1,88 1,8615
Tokyo 26 juin 27 juin
Dollar (en yen) 155,23 154,35

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (27 juin) 10 - 10 1/8 %
New-York (26 juin) 8 1/8 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)

25 juin 26 juin
Valeurs françaises 98,68 99,40
Valeurs étrangères 94,30 94,80

(SBF, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC 542,94 544,52

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 2 840,88 2 853,40

NEW-YORK (indice Dow Jones)

25 juin 26 juin

Industrielles 2 845,85 2 842,33

LONDRES (indice Financial Times)

25 juin 26 juin

Industrielles 1 929,40 1 926,66

Mines d'or 172,90 174,20

Fonds d'Etat 80,55 80,57

TOKYO

26 juin 27 juin

Nikkei Dow Jones 31 571,77 32 312,75

Indice général 2 323,35 2 362,40

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR

UN MOIS

DEUX MOIS

TROIS MOIS

SIX MOIS

Cours relevés à 13 h 47

COMPTANT (sélection)**SICAV** (sélection)26/6

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
15-55-91-82 poste 4330

z : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché connu

